

N°	Signature Signatur	Genre Typ	Affaire Geschäft	Traitement Behandlung	Personnes Personen	Remarques Bemerkungen	Cat. Kat.
1.	2013-GC-4	Divers <i>Verschiedenes</i>	Communications <i>Mitteilungen</i>				
2.	2013-GC-40	Divers <i>Verschiedenes</i>	Assermentation <i>Vereidigung</i>				
3.	2022-DEEF-68	Loi <i>Gesetz</i>	Loi sur l'accès des jeunes aux médias (Mise en oeuvre de la motion 2022-GC-60) <i>Gesetz über den Zugang der jungen Erwachsenen zu den Medien (Umsetzung der Motion 2022-GC-60)</i>	2e lecture <i>2. Lesung</i>	Flavio Bortoluzzi Rapporteur-e / <i>Berichterstatter/-in</i> Olivier Curty Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		I
4.	2023-DEEF-42	Décret <i>Dekret</i>	Programme de mise en oeuvre NPR 2024-2027 <i>Umsetzungsprogramm NRP 2024-2027</i>	Entrée en matière et lecture <i>Eintreten und Lesung</i>	Daphné Roulin Rapporteur-e / <i>Berichterstatter/-in</i> Olivier Curty Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		I

N°	Signature Signatur	Genre Typ	Affaire Geschäft	Traitement Behandlung	Personnes Personen	Remarques Bemerkungen	Cat. Kat.
5.	2023-GC-172	Mandat Auftrag	Promotion et développement des infrastructures d'énergies renouvelables <i>Förderung und Ausbau der Infrastruktur für erneuerbare Energien</i>	Prise en considération <i>Erheblicherklärung</i>	Gabriel Kolly Marie Levrat Daphné Roulin Pierre Mauron Christian Clément Nicolas Kolly Pascal Lauber Hubert Dafflon François Ingold Sébastien Dorthe Auteurs / <i>Urheber</i> Flavio Bortoluzzi Auteur-e remplaçant-e / <i>Stv. Urheber/-in</i> Olivier Curty Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		

N°	Signature Signatur	Genre Typ	Affaire Geschäft	Traitement Behandlung	Personnes Personen	Remarques Bemerkungen	Cat. Kat.
6.	2023-GC-119	Mandat <i>Auftrag</i>	Les mesures locales et bas seuil, un investissement pour l'avenir des jeunes en difficulté <i>Die lokalen und niederschweligen Massnahmen – eine Investition in die Zukunft der Jugendlichen mit Schwierigkeiten</i>	Prise en considération <i>Erheblicherklärung</i>	Bernhard Altermatt Estelle Zermatten Savio Michellod Daniel Bürdel Catherine Esseiva Katharina Thalmann-Bolz Armand Jaquier Sophie Tritten Liliane Galley Marie Levrat Auteurs / <i>Urheber</i> Olivier Curty Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		
7.	2023-GC-206	Motion <i>Motion</i>	Pour une formation duale avec mention bilingue <i>Für eine duale Berufsbildung mit Vermerk «zweisprachig»</i>	Prise en considération <i>Erheblicherklärung</i>	Marie Levrat Auteur-e / <i>Urheber/-in</i> Pauline Robatel Auteur-e / <i>Urheber/-in</i> Olivier Curty Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		

N°	Signature Signatur	Genre Typ	Affaire Geschäft	Traitement Behandlung	Personnes Personen	Remarques Bemerkungen	Cat. Kat.
8.	2023-GC-67	Postulat <i>Postulat</i>	Encourager la sobriété énergétique dans les industries grâce à des outils financiers efficaces <i>Die energetische Genügsamkeit in der Industrie dank effizienter Finanzinstrumente fördern</i>	Prise en considération <i>Erheblicherklärung</i>	Brice Repond Auteur-e / <i>Urheber/-in</i> Alexandre Berset Auteur-e / <i>Urheber/-in</i> Olivier Curty Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		
9.	2023-DEEF-44	Rapport <i>Bericht</i>	Pour des infrastructures et des compétences en matière de première et deuxième transformation du bois de feuillus dans le canton (Rapport sur postulat 2023-GC-129) - Suite directe <i>Für Infrastrukturen und Kompetenzen im Bereich der Erst- und Zweitverarbeitung von Laubholz im Kanton (Bericht zum Postulat 2023-GC-129) - direkte Folge</i>	Discussion <i>Diskussion</i>	Olivier Curty Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		

Loi sur l'accès des jeunes aux médias

du ...

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: **954.1**

Modifié(s): –

Abrogé(s): –

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu la loi du 23 mai 1986 sur le contrôle des habitants (LCH);

Vu la loi du 17 novembre 1999 sur les subventions (LSub);

Vu le message du Conseil d'Etat du ...;

Sur la proposition de cette autorité,

Décète:

I.

Art. 1 But

¹ La présente loi vise à favoriser l'accès à l'information et la formation de l'opinion des jeunes et à soutenir la presse écrite régionale fribourgeoise.

Art. 2 Mesure

¹ L'Etat offre à chaque jeune de 18 ans domicilié dans le canton qui le demande un abonnement d'une année auprès du prestataire de son choix remplissant les conditions de l'article 5.

² N'est pris en compte que l'abonnement numérique de base sous forme d'accès illimité au site internet ou à une application.

³ Si le média ne propose pas d'abonnement répondant à aux conditions décrites à l'alinéa 2, un abonnement au papier électronique (e-paper) ou à la version imprimée peut être accordé.

⁴ La mesure ne couvre qu'un seul type d'abonnement par prestataire. Le type d'abonnement pris en compte est défini par la Direction en charge de l'application de la mesure ¹⁾ (ci-après: la Direction), après consultation du prestataire concerné.

Art. 3 Bénéficiaires – Eligibilité et conditions d'octroi

¹ Peut bénéficier de la mesure toute personne de 18 ans domiciliée dans le canton et inscrite au contrôle des habitants au moment d'atteindre la majorité et qui en fait expressément la demande.

² La demande d'abonnement doit être faite au cours de l'année durant laquelle le ou la bénéficiaire atteint la majorité.

³ La demande d'abonnement s'effectue via un formulaire en ligne mis en place par la Direction. Les données suivantes sont collectées:

- a) nom et prénom;
- b) date de naissance;
- c) adresse du domicile;
- d) adresse de courrier électronique.

Art. 4 Direction – Tâches et compétence

¹ La Direction est chargée de vérifier l'éligibilité des personnes qui sollicitent un abonnement via le formulaire en ligne.

² Dans le cadre de l'attribution prévue à l'alinéa 1, la Direction peut interconnecter les données provenant du formulaire en ligne avec celles provenant de la plateforme informatique contenant les données des registres des habitants prévue aux articles 16 et 16a de la loi du 23 mai 1986 sur le contrôle des habitants.

³ Afin de faire bénéficier les jeunes de l'abonnement sollicité, la Direction transmet de manière périodique les données suivantes aux prestataires concernés:

- a) nom et prénom;
- b) adresse du domicile;
- c) adresse de courrier électronique.

⁴ La Direction conserve les données tant que cela est nécessaire pour accomplir les tâches prévues par la présente loi, en particulier l'évaluation mentionnée à l'article 8 alinéa 1.

⁵ Dans tous les cas, les données des bénéficiaires sont détruites au plus tard à la fin de la période de validité de la présente loi.

¹⁾ Actuellement: la Direction de l'économie, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Art. 5 Prestataires – Conditions d'éligibilité

¹ Peut être prestataire de la mesure tout titre de la presse régionale fribourgeoise sur abonnement qui paraît au moins une fois par semaine.

² Pour être prestataire, l'éditeur du titre doit avoir son siège dans le canton de Fribourg.

Art. 6 Prestataires – Obligations

¹ Le titre de presse éligible qui entend être prestataire de la mesure doit au préalable s'annoncer par écrit auprès de la Direction.

² En outre, le prestataire doit:

- a) adresser périodiquement à la Direction une facture pour les abonnements conclus conformément à la présente loi;
- b) tenir à jour, durant la validité de la présente loi, un document permettant de recenser le taux de renouvellement d'abonnement par les bénéficiaires;
- c) détruire les données personnelles des bénéficiaires qui ne renouvellent pas l'abonnement après un an.

Art. 7 Information

¹ L'Etat promeut la mesure par le biais de ses moyens de communication usuels.

² Une fois par année au moins, les autorités communales compétentes informent les jeunes atteignant la majorité d'âge de l'existence de la mesure, selon les modalités de leur choix.

³ Les prestataires sont libres de promouvoir la mesure par leurs propres moyens.

Art. 8 Evaluation

¹ Trois ans après l'entrée en vigueur de la présente loi, la Direction procède à l'évaluation de l'opportunité et de l'efficacité de la mesure.

² Au plus tard six mois avant l'expiration de la présente loi, le Conseil d'Etat présente au Grand Conseil un rapport portant sur les résultats de son évaluation.

Art. 9 Voies de droit

¹ Les décisions prises sur la base de la présente loi peuvent faire l'objet d'un recours auprès du Conseil d'Etat conformément au code de procédure et de juridiction administrative.

Art. 10 Durée de validité

¹ La présente loi expire cinq ans après son entrée en vigueur.

II.

Aucune modification d'actes dans cette partie.

III.

Aucune abrogation d'actes dans cette partie.

IV.

La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

La présente loi entre en vigueur avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2024 et elle expire le 31 décembre 2028.

Gesetz über den Zugang der jungen Erwachsenen zu den Medien

vom ...

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: **954.1**

Geändert: –

Aufgehoben: –

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf das Gesetz vom 23. Mai 1986 über die Einwohnerkontrolle (EKG);

gestützt auf das Subventionsgesetz vom 17. November 1999 (SubG);

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrats vom 28. November 2023;

Auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

I.

Art. 1 Zweck

¹ Mit diesem Gesetz wird bezweckt, den jungen Erwachsenen den Informationszugang zu erleichtern, damit sie sich eine Meinung bilden können, und die Freiburger Regionalpresse zu unterstützen.

Art. 2 Massnahme

¹ Der Staat finanziert jeder und jedem im Kanton wohnhaften jungen Erwachsenen im Alter von 18 Jahren auf Wunsch ein einjähriges Abonnement beim Anbieter ihrer oder seiner Wahl, der die Bedingungen nach Artikel 5 erfüllt.

² Berücksichtigt wird nur das digitale Basisabonnement in Form eines unbeschränkten Zugriffs auf die Website oder eine Applikation.

³ Falls der Titel kein Abonnement bietet, das die Bedingungen nach Absatz 2 erfüllt, kann ein Abonnement für die E-Paper- oder Printversion gewährt werden.

⁴ Die Massnahme wird nur für einen Abonnementstyp pro Anbieter gewährt. Der berücksichtigte Abonnementstyp wird von der Direktion, die für die Umsetzung der Massnahme zuständig ist, ¹⁾ (die Direktion) nach Anhörung des betroffenen Anbieters festgelegt.

Art. 3 Begünstigte — Bedingungen

¹ Alle im Kanton wohnhaften Personen im Alter von 18 Jahren, die bei Erreichen der Volljährigkeit bei der Einwohnerkontrolle angemeldet sind, können die Massnahme beantragen.

² Das Abonnement ist im Jahr, in dem die oder der Begünstigte die Volljährigkeit erreicht, zu beantragen.

³ Der Antrag wird über ein Formular eingereicht, das von der Direktion online gestellt wird. Darin werden die folgenden Informationen verlangt:

- a) Name und Vorname;
- b) Geburtsdatum;
- c) Wohnadresse;
- d) E-Mail-Adresse.

Art. 4 Direktion - Aufgaben und Kompetenzen

¹ Die Direktion hat die Aufgabe, zu prüfen, ob die antragstellende Person zum Kreis der Begünstigten gehört.

² Im Rahmen der Befugnis nach Absatz 1 kann die Direktion die mit dem Formular eingereichten Informationen mit denjenigen der Informatikplattform abgleichen, welche die Daten der Einwohnerregister gemäss Artikel 16 und 16a des Gesetzes vom 23. Mai 1986 über die Einwohnerkontrolle enthält.

³ Damit die jungen Erwachsenen das beantragte Abonnement erhalten, übermittelt die Direktion regelmässig die folgenden Daten an die betreffenden Anbieter:

- a) Name und Vorname;
- b) Wohnadresse;
- c) E-Mail-Adresse.

⁴ Die Direktion bewahrt die Daten so lange auf, wie dies für die Erfüllung der Aufgaben gemäss diesem Gesetz, insbesondere für die Bewertung nach Artikel 8 Abs. 1, nötig ist.

¹⁾ heute: die Volkswirtschafts- und Berufsbildungsdirektion

⁵ Die Daten der Leistungsempfänger werden spätestens am Ende der Geltungsdauer dieses Gesetzes vernichtet.

Art. 5 Anbieter — Bedingungen

¹ Jeder Titel der Freiburger Regionalpresse, der im Abonnement erhältlich ist und mindestens einmal wöchentlich erscheint, kann als Anbieter anerkannt werden.

² Der Herausgeber des Titels muss seinen Sitz im Kanton Freiburg haben, damit dieser als Anbieter auftreten kann.

Art. 6 Anbieter — Pflichten

¹ Ein Titel, der die Bedingungen erfüllt und die Massnahme anbieten möchte, muss sich vorgängig schriftlich bei der Direktion melden.

² Pflichten des Anbieters:

- a) Er stellt in regelmässigen Abständen der Direktion die in Anwendung dieses Gesetzes abgeschlossenen Abonnemente in Rechnung.
- b) Solange dieses Gesetz in Kraft ist, führt er Buch über die von den Begünstigten erneuerten Abonnemente, damit die Erneuerungsquote bestimmt werden kann.
- c) Er vernichtet die Personendaten der Begünstigten, die ihr Abonnement nach Ablauf eines Jahres nicht erneuern.

Art. 7 Information

¹ Der Staat nutzt seine üblichen Kommunikationskanäle, um über die Massnahme zu informieren.

² Mindestens einmal jährlich informieren die zuständigen Gemeindebehörden die jungen Erwachsenen, welche die Volljährigkeit erreichen, über die Massnahme. Die Form dafür steht ihnen frei.

³ Die Anbieter dürfen mit ihren eigenen Mitteln selbst für die Massnahme werben.

Art. 8 Bewertung

¹ Drei Jahre nach Inkrafttreten dieses Gesetzes beurteilt die Direktion die Eignung und die Effizienz der Massnahme.

² Spätestens sechs Monate vor Ablauf dieses Gesetzes legt der Staatsrat dem Grossen Rat einen Bericht über die Resultate seiner Bewertung vor.

Art. 9 Rechtsmittel

¹ Verfügungen, die gestützt auf dieses Gesetz erlassen werden, können mit Beschwerde an den Staatsrat gemäss dem Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege angefochten werden.

Art. 10 Geltungsdauer

¹ Dieses Gesetz ist auf fünf Jahre ab Inkrafttreten befristet.

II.

Keine Änderung von Erlassen in diesem Abschnitt.

III.

Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.

IV.

Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.

Es wird rückwirkend auf den 1. Januar 2024 in Kraft gesetzt und gilt bis am 31. Dezember 2028.



Message 2022-DEEF-68

28 novembre 2023

Mise en œuvre de la Motion 2022-GC-60 - Une année d'abonnement à un journal pour tous les nouveaux citoyens du canton de Fribourg

Nous avons l'honneur de vous soumettre le message accompagnant le projet de loi mettant en œuvre la motion précitée.

Ce document donne suite à la :

Motion 2022-GC-60	Une année d'abonnement à un journal pour tous les nouveaux citoyens du Canton de Fribourg
Auteur-e-s :	Levrat Marie / Repond Brice

Table des matières

1	Introduction	2
2	Forme d'acte	2
3	Consultation	2
4	Présentation du projet	3
4.1	Bénéficiaires	3
4.2	Médias concernés	4
4.3	Aspects opérationnels	5
4.4	Durée de la prestation	6
4.5	Evaluation	6
5	Commentaire détaillé par article	6
6	Incidences financières et en personnel	9
6.1	Incidences financières	9
6.2	Incidences sur le personnel de l'Etat	12
7	Effets sur la répartition des tâches entre l'Etat et les communes	12
8	Effets sur le développement durable	12
9	Conformité au droit fédéral et eurocompatibilité	12

1 Introduction

Le 13 octobre 2022, le Grand Conseil a adopté la motion « Une année d’abonnement à un journal pour tous les nouveaux citoyens du Canton du Fribourg » (2022-GC-60), déposée par les député-e-s Marie Levrat et Brice Repond. L’instrument parlementaire demande au Conseil d’Etat de mettre sur pied un système légal de bon, d’une durée d’une année, pour toutes les nouvelles citoyennes et tous les nouveaux citoyens du canton qui en font la demande. Valable pour un abonnement, électronique ou papier, à un journal du canton de Fribourg, le bon doit permettre d’intéresser les jeunes citoyennes et citoyens davantage à l’actualité et de soutenir la presse écrite régionale.

Le présent projet de loi porte sur les objectifs, les modalités de mise en œuvre et le cercle de bénéficiaires de cette nouvelle prestation de l’Etat.

2 Forme d’acte

La législation fribourgeoise ne comporte pas de disposition qui pourrait servir de base légale à l’allocation de moyens pour financer les abonnements gratuits. Conformément à l’art. 9 de la Loi sur les subventions (LSub ; RSF 616.1), qui dispose que les subventions doivent être instituées par une loi, il est donc nécessaire de créer une base légale ad hoc.

Le Conseil d’Etat a analysé l’option de réviser une loi existante pour ancrer la nouvelle prestation de l’Etat. En principe, la mesure pourrait être rattachée à différents textes légaux, dont en particulier la Loi sur l’exercice des droits politiques (LEDP ; RSF 115.1). Celle-ci a notamment pour objet l’exercice des droits politiques sur les plans cantonal et communal. Néanmoins, le Conseil d’Etat privilégie l’option d’un acte législatif ad hoc pour mettre en œuvre l’instrument parlementaire. Sous l’angle de la systématique législative, l’inscription de la mesure dans la LEDP, centrée sur les critères formels de l’exercice des droits politiques, n’est pas une solution entièrement satisfaisante. Une révision du Règlement sur l’exercice des droits politiques (REDP ; RSF 115.11) pourrait par ailleurs s’avérer nécessaire pour préciser les questions opérationnelles liées à la mesure.

Enfin, il ne s’agit pas, à ce stade, d’une mesure pérenne de l’Etat. Lors des délibérations au Grand Conseil sur la motion, la nécessité de procéder à une évaluation après quelques années a été soulignée. Le Conseil d’Etat fait sienne cette réflexion et souhaite donc limiter la mesure dans le temps. A cet égard, l’option d’un acte législatif ad hoc est également préférable.

3 Consultation

Une consultation sur l’avant-projet de loi a été effectuée du 6 avril au 14 juillet 2023 auprès des institutions, organisations et partis politiques du canton. Tant la mesure proposée que les objectifs poursuivis ont été salués par la quasi-totalité des instances qui se sont exprimées sur le projet. La conceptualisation et les modalités de mise en œuvre de la mesure ont néanmoins fait l’objet de commentaires et de propositions de modification. Les commentaires ont principalement porté sur les points suivants :

- > Cercle des bénéficiaires de la prestation : L’avant-projet de loi destinait la prestation aux ressortissants suisses ainsi qu’aux ressortissants étrangers titulaires du permis C. Dans deux retours, il a été souhaité d’élargir le cercle des bénéficiaires à tous les jeunes de 18 ans résidant dans le canton.

-
- > Types d'abonnement pris en charge : Plusieurs entités, dont les entreprises de médias, ont demandé de limiter l'offre proposée aux jeunes aux abonnements numériques. Conformément à la demande formulée dans la motion qui est à l'origine du présent projet de loi, l'avant-projet laissait aux bénéficiaires le choix entre l'abonnement papier et les différentes formules numériques proposées par les éditeurs.
 - > Mécanismes de contrôle : Dans le but de réduire les charges administratives pour l'Etat et les communes, l'avant-projet de loi proposait que les services d'abonnement des médias vérifient eux-mêmes si les jeunes qui sollicitent un abonnement remplissent les critères d'éligibilité. Etant donné qu'il s'agit d'une délégation d'une tâche publique, ce modèle soulève plusieurs questions juridiques, notamment sous l'angle de la protection des données.
 - > Promotion de la mesure : Un engagement plus conséquent de l'Etat pour promouvoir l'offre a été souhaité par les entreprises de médias ainsi que par certains autres organismes qui se sont exprimés lors de la consultation.
 - > Durée d'application de la mesure : La durée d'application de la mesure, de 5 ans dans l'avant-projet de loi, a été généralement bien acceptée. Des demandes minoritaires de prévoir une validité illimitée de la loi ont été reçues.

4 Présentation du projet

4.1 Bénéficiaires

La motion offre deux définitions du cercle des bénéficiaires de la prestation. D'un côté, elle se réfère aux nouveaux citoyens du canton. De l'autre, elle mentionne que tous les jeunes de 18 ans résidant dans le canton doivent avoir accès à l'abonnement gratuit. Dans le cadre de l'élaboration de la présente mesure, le Conseil d'Etat a étudié dans le détail les différentes options relatives à la définition du public cible. Pour plusieurs raisons, le critère de la citoyenneté active, liée à l'exercice des droits politiques sur les plan communal et/ou cantonal et fédéral, n'est pas entièrement satisfaisant pour délimiter le cercle des bénéficiaires. Du point de vue légal, la citoyenneté active est définie dans la LEDP. Selon cette loi, ont le droit de voter et d'élire en matière cantonale, s'ils sont âgés de 18 ans révolus, les Suisses et Suissesses domiciliés dans le canton ainsi que les Suisses et Suissesses de l'étranger qui ont le droit de cité cantonale ou ont été domiciliés dans le canton. Les ressortissants étrangers et étrangères domiciliés dans le canton depuis au moins cinq ans et au bénéfice d'une autorisation d'établissement (permis C) disposent du droit de voter et d'élire au niveau communal. L'application de ces bases légales signifierait donc que l'abonnement serait uniquement proposé aux jeunes Suisses, qui seuls disposent des droits politiques au niveau cantonal. Même les jeunes ressortissants étrangers titulaires du permis C qui remplissent les critères formels de la reconnaissance de la citoyenneté au niveau communal ne feraient pas partie du groupe cible de la prestation car ils ne peuvent pas être considérés, du point de vue légal, comme des citoyennes et citoyens du canton.

Si le cercle des bénéficiaires est élargi à tous les jeunes qui disposent des droits politiques au niveau communal, un problème pratique se pose. En l'absence d'un registre électoral des ressortissants étrangers, l'Etat ne dispose pas des données nécessaires pour identifier les jeunes titulaires d'un permis C qui ont la possibilité d'exercer les droits politiques au niveau communal. Il serait donc nécessaire de solliciter les données de l'ensemble des communes fribourgeoises, démarche qui paraît disproportionnée en regard des objectifs poursuivis.

Pour ces différentes raisons, le Conseil d'Etat propose d'inclure dans le cercle des bénéficiaires tous les jeunes de 18 ans domiciliés dans le canton et inscrits au registre des habitants. Par rapport à l'avant-projet mis en consultation, qui proposait de limiter la prestation aux jeunes ressortissants suisses ainsi qu'aux ressortissants étrangers titulaires d'un permis C, il s'agit d'un élargissement du cercle des bénéficiaires. L'augmentation du nombre des jeunes éligibles, en comparaison avec cette proposition initiale, est toutefois minime ; elle se limite à environ 250 personnes par an. Le Conseil d'Etat estime que ce choix se justifie notamment dans un souci de non-discrimination et d'intégration, étant donné que l'abonnement financé par l'Etat peut contribuer à une meilleure connaissance des réalités locales et

régionales. Il facilite en outre les tâches de vérification et de contrôle liées à la mesure¹. Enfin, l'évaluation du projet sous l'angle du développement durable (Boussole 21) plaide également pour une prise en compte de tous les jeunes de 18 ans résidant dans le canton, indépendamment de la nationalité ou du type d'autorisation, dans un souci de cohésion sociale et d'intégration.

Concrètement, pour la période de 2018 à 2022, les statistiques consolidées indiquent les chiffres suivants concernant les jeunes atteignant l'âge de 18 ans dans le canton :

	2018	2019	2020	2021	2022
CH	2 976	2 885	2 748	2 827	2 832
Permis C	541	529	524	540	524
Autres permis	251	203	232	211	251
Total	3 768	3 617	3 504	3 578	3 607

Dans le but d'estimer le nombre de personnes concernées par la prestation au cours des prochaines années, des projections ont été établies. Selon le scénario démographique moyen du canton, le nombre des jeunes atteignant leur majorité au sein de la population résidente permanente devrait se situer en moyenne autour de 3 750 personnes par an au cours des prochains 5 ans² :

	2024	2025	2026	2027	2028
Total	3 683	3 658	3 745	3 826	3 850

La motion prévoit que seuls bénéficieront de l'abonnement gratuit les jeunes qui en font expressément la demande. Partant de ce principe, il n'est pas facile d'estimer le nombre de personnes effectivement intéressées par l'offre. Les retours dépendront notamment de la visibilité de la prestation auprès du public cible. De manière générale, les activités médias et centres d'intérêt des jeunes invitent à une certaine prudence dans l'estimation du nombre de personnes intéressées. Dans le cadre de son plan d'action en faveur de la diversité des médias, le canton de Vaud prévoyait de mettre en œuvre une mesure similaire³. L'application de tarifs préférentiels pour familiariser les jeunes avec les médias régionaux a toutefois été abandonnée. Une enquête préalable auprès des jeunes Vaudoises et Vaudois, menée en 2022, a en effet révélé un intérêt peu prononcé des personnes sondées tant pour l'actualité régionale que pour les formats médiatiques classiques⁴. Enfin, il convient de tenir compte du fait que la plupart des jeunes de 18 ans habite encore chez ses parents et qu'un journal est souvent disponible au foyer.

4.2 Médias concernés

La motion dresse une liste non exhaustive de titres de la presse régionale fribourgeoise pour lesquels un abonnement serait proposé aux jeunes. Le Conseil d'Etat propose d'inclure dans la mesure tous les titres de la presse régionale fribourgeoise sur abonnement qui paraissent au moins une fois par semaine. De plus, l'éditeur du titre doit avoir son siège dans le canton du Fribourg.

En date du 1.9.2023, les produits de presse suivants bénéficieraient donc de la mesure :

¹ Voir 4.3, p. 5.

² Scénario démographique moyen SStat.

³ Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Valérie Induni et consorts – Pour un vrai soutien à la presse et aux médias, 2019.

⁴ Rapport au vote et à l'information : Usages, pratiques et attentes des jeunes citoyen.nes dans le canton de Vaud. Rapport d'étude Qualinsight, 2022.

Titre	Périodicité	Lieu de parution
La Liberté	Quotidien	Fribourg
La Gruyère	3x / semaine	Bulle
La Broye	Hebdomadaire	Payerne
Le Messenger	Hebdomadaire	Châtel-Saint-Denis
Le Républicain	Hebdomadaire	Estavayer-le-Lac
Freiburger Nachrichten	Quotidien	Freiburg
Murtenbieter	2x / semaine	Murten
Anzeiger von Kerzers	Hebdomadaire	Kerzers

Le projet de loi prévoit une procédure d'annonce pour les médias concernés par la mesure. Cette disposition permettra à d'éventuels nouveaux acteurs médiatiques de bénéficier de la mesure, pour autant qu'ils remplissent les critères évoqués plus haut.

4.3 Aspects opérationnels

Au niveau opérationnel, le Conseil d'Etat souhaite procéder de la manière la plus efficace possible, en limitant la mise en place de nouveaux dispositifs liés à la mesure au strict nécessaire. Plusieurs options ont été étudiées lors de l'élaboration du projet. L'avant-projet de loi mis en consultation proposait que les jeunes intéressés par un abonnement passent commande directement auprès des médias, qui auraient la tâche de vérifier l'éligibilité des personnes. Pour limiter la charge administrative liée à la mise en œuvre de la prestation, il a été renoncé à une gestion centralisée des abonnements. Cette délégation des tâches de contrôle par l'Etat aux prestataires soulève toutefois des questions sous l'angle de la protection des données et du contrôle. L'Etat devrait notamment s'assurer de l'exhaustivité des vérifications effectuées par les médias lors de la conclusion d'un abonnement et prévoir un régime de sanctions au cas où les prestataires ne rempliraient pas leurs obligations. De plus, il serait nécessaire de prévoir au niveau juridique une procédure qui permette aux jeunes qui se seraient vu refuser un abonnement par un média de contester cette décision. Enfin, les modalités de traitement des données personnelles par les médias devraient être détaillées dans la base légale.

Ces constats amènent le Conseil d'Etat à proposer une gestion des abonnements via un formulaire d'inscription en ligne mis en place et administré par l'Etat. Le site web permettra aux jeunes de choisir un média et de passer commande de l'abonnement. Il offrira également un espace aux médias pour présenter leur offre. Pour vérifier l'éligibilité des personnes qui sollicitent l'abonnement, les services de l'Etat s'appuieront sur la base de données FriPers, à savoir la plateforme informatique contenant les données de contrôle des habitants de l'ensemble de la population domiciliée dans le canton. Une fois le contrôle effectué, les inscriptions seront transmises aux médias. L'élargissement du public cible à tous les jeunes de 18 ans domiciliés dans le canton et inscrits au registre des habitants facilitera le contrôle dans la mesure où il ne sera pas nécessaire d'exclure certains types d'autorisation des jeunes ressortissants étrangers.

Pour ce qui est de la promotion de la prestation, le Conseil d'Etat estime que celle-ci relève avant tout de la responsabilité des médias, qui sont les principaux bénéficiaires de la mesure. Etant donné qu'il s'agit d'une prestation publique, une visibilité adéquate de l'Etat doit néanmoins être assurée. Le formulaire d'inscription en ligne répondra à ce besoin puisqu'il permettra d'explicitier les intentions de la mesure du point de vue du canton. L'Etat engagera par ailleurs ses moyens de communication pour faire connaître la prestation, à savoir notamment les communiqués de presse, les réseaux sociaux et la feuille officielle. Pour ce qui est de l'envoi d'un courrier individuel à l'ensemble des personnes éligibles, tel que mentionné par la motion, le Conseil d'Etat estime que cela n'est pas indiqué. D'une part, il n'est pas dans la pratique de l'Etat d'adresser des courriers aux bénéficiaires potentiels d'une mesure dont il assure le financement. D'autre part, l'envoi d'un courrier papier ne correspond ni aux principes de l'administration numérique, ni aux exigences du développement durable.

4.4 Durée de la prestation

En l'absence de données consolidées sur l'efficacité de la mesure, le Conseil d'Etat est de l'avis que la prestation doit être introduite, dans un premier temps, pour une période limitée. Il propose ainsi de limiter la validité de l'acte législatif et donc la durée de la prestation à cinq ans. Cette période est suffisamment longue pour d'un côté, assurer une visibilité adéquate de la prestation et, de l'autre, réunir les données factuelles nécessaires à l'évaluation. Trois ans après l'entrée en vigueur de la loi, une évaluation sera menée. Le Conseil d'Etat consignera les résultats de l'évaluation dans un rapport adressé au Grand Conseil. Le Grand Conseil aura donc la possibilité de se prononcer sur une éventuelle pérennisation de la loi avant que celle-ci ne devienne caduque.

4.5 Evaluation

L'évaluation sera menée dans le but de juger de l'efficacité de cette prestation de l'Etat. Il conviendra d'analyser en particulier deux aspects, à savoir l'intérêt de la prestation sous l'angle de l'aide aux médias, ainsi que sa contribution à la sensibilisation et la formation aux médias, dans une perspective d'éducation à la citoyenneté. Par rapport au premier point, il s'agira de documenter, entre autres, le nombre de jeunes intéressés par la mesure et le taux de renouvellement des abonnements. Ces éléments permettront d'évaluer si la prestation est susceptible d'avoir des effets positifs à moyen et long terme sur la situation financière des médias fribourgeois concernés. Par rapport au second point, concernant donc la formation aux médias, l'objectif sera de déterminer dans quelle mesure la prestation stimule l'intérêt des jeunes pour l'actualité du canton. Sur la base de ces éléments, il sera possible de formuler une recommandation concernant la poursuite de la mesure, son adaptation ou encore sa suppression.

Le projet d'acte soumis au Grand Conseil comprend des dispositions concernant l'évaluation, qui fixent notamment les éléments factuels que les médias devront fournir à l'Etat. Pendant des travaux d'élaboration de la présente mesure, l'Office fédéral de la communication (OFCOM) a manifesté son intérêt à accompagner scientifiquement la mise en œuvre de la mesure. Il est donc envisageable de collaborer avec cet office fédéral dans le cadre de l'évaluation, selon des modalités encore à déterminer.

5 Commentaire détaillé par article

Article 1 *But*

Cet article présente les objectifs visés par la loi. Par l'instauration de la mesure décrite à l'article 2, l'Etat vise en premier lieu à favoriser l'accès des jeunes à l'information au travers des titres de la presse régionale fribourgeoise. Il souhaite sensibiliser les jeunes aux enjeux régionaux et cantonaux et leur donner ainsi un outil supplémentaire leur permettant de se forger une opinion et d'exercer leurs droits politiques de façon éclairée. L'objectif subséquent est d'aider financièrement les titres de la presse régionale, qui se trouvent pour certains toujours dans une situation délicate malgré les dispositifs d'aide mis en place ces dernières années aux niveaux fédéral et cantonal. Cette mesure doit aussi être vue par les médias comme un moyen d'évaluer quels sont les besoins et/ou les préférences de la nouvelle génération de lecteurs et lectrices et, cas échéant, d'ajuster leurs offres en conséquence.

Article 2 *Mesure*

Alinéa 1

La mesure consiste en une prise en charge par l'Etat des coûts d'abonnement à un titre de la presse écrite régionale fribourgeoise durant une année.

Alinéa 2

La plupart des titres de la presse régionale proposent plusieurs formules d'abonnements. Le type d'abonnement dont l'Etat assumera le financement dans le cadre de la présente mesure est l'abonnement numérique de base, qui comprend un accès illimité au site internet et à l'application.

Alinéa 3

Les médias régionaux susceptibles d'être prestataires de la mesure ne disposent pas tous d'un abonnement numérique de base, sous la forme d'un accès illimité au site internet et à l'application. Dans certains cas, l'offre numérique se limite à l'accès au papier électronique (e-paper). Il existe également des titres de presse qui ne proposent à ce stade aucune formule numérique. Afin de pouvoir néanmoins tenir compte de ces offres, il est possible d'accorder un abonnement au papier électronique ou à la version imprimée.

Alinéa 4

Un seul type d'abonnement par média est pris en compte dans le cadre de la présente mesure. Le choix du bénéficiaire ou de la bénéficiaire de la mesure porte uniquement sur le prestataire, et non sur le type d'abonnement. Le type d'abonnement financé par l'Etat sera défini par la Direction chargée de l'exécution de la mesure. Une consultation préalable des prestataires est prévue.

Article 3 Bénéficiaires – Eligibilité et conditions d'octroi

Alinéa 1

Les conditions mentionnées sont cumulatives. Dans le but de faciliter la vérification de l'éligibilité des personnes qui sollicitent un abonnement, l'inscription au contrôle des habitants est explicitement mentionnée comme l'une des conditions pour bénéficier de la mesure. La mesure n'est pas appliquée de manière automatique, il faut que le jeune ou la jeune exprime son intérêt à vouloir en bénéficier.

Alinéa 2

La personne intéressée par la mesure doit solliciter l'abonnement au cours de l'année civile durant laquelle elle atteint la majorité. La disposition garantit que toutes les personnes nées la même année ont la possibilité de déposer leur demande la même année civile. Ainsi, une personne née en janvier 2006, par exemple, pourra faire sa demande durant toute l'année civile 2024, de même que celle qui est née en décembre 2006.

Alinéa 3

Le formulaire d'inscription ne recueillera que les données nécessaires pour effectuer la vérification de l'éligibilité et pour faire bénéficier les jeunes de l'abonnement sollicité. Les personnes qui remplissent le formulaire d'inscription devront consentir à la transmission des données mentionnées à l'art. 4 al. 3 au média concerné. .

Article 4 Direction – Tâches et compétences

Alinéa 1

L'éligibilité des personnes qui sollicitent un abonnement sera vérifiée de manière centralisée par la Direction de l'économie, de l'emploi et de la formation professionnelle (ci-après : la Direction).

Alinéa 2

Pour vérifier l'éligibilité des personnes, un accès à la plateforme informatique cantonale comprenant les données enregistrées dans les registres communaux des habitants est nécessaire. La Loi du 23 mai 1986 sur le contrôle des habitants (LCO ; RSF 114.21.1) dispose à l'art. 16a que l'accès aux données de la plateforme informatique est soumis à autorisation. Une base légale idoine est créée pour permettre l'accès à la plateforme informatique dans le cadre de l'exécution de la mesure. Sur le plan technique, les vérifications à effectuer impliqueront la création de rapports ad hoc et des appariements de données.

Alinéa 3

La Loi du 25 novembre 1994 sur la protection des données (LPrD ; RSF 17.1) définit les principes relatifs au traitement des données personnelles par les organes publics dans l'exécution de leurs tâches. La LPrD dispose à l'art. 4 que l'organe public n'est en droit de traiter des données personnelles que si une disposition légale le prévoit, ou, à défaut, si les dispositions réglant l'accomplissement de sa tâche l'impliquent. Afin de faire bénéficier les jeunes de l'abonnement sollicité, les prestataires doivent pouvoir disposer du nom de la bénéficiaire ou du bénéficiaire, de l'adresse du domicile ainsi que de l'adresse de courrier électronique.

Alinéa 4

La LPrD dispose à l'art. 13 que les données personnelles doivent être détruites dès que l'organe public n'en a plus besoin. Pour mener l'évaluation prévue à l'art. 8 ci-dessous, il est toutefois nécessaire de conserver certaines données durant la période de validité de la loi. Dans une perspective qualitative, l'évaluation pourrait par exemple comprendre une enquête auprès des personnes qui ont bénéficié de l'abonnement. La participation à cette enquête ne sera pas obligatoire. Pour effectuer les analyses statistiques relatives à la mesure, concernant notamment la proportion des jeunes éligibles qui ont sollicité un abonnement, la Direction utilisera les données anonymisées.

Alinéa 5

La Direction détruira les données dès qu'elle n'en aura plus besoin pour remplir les tâches prévues par la loi, mais au plus tard à la fin de la période de validité de la présente loi. Si le législateur devait décider de prolonger la période de validité de la loi, il sera nécessaire de définir de manière plus précise la période pendant laquelle les données peuvent être conservées.

Article 5 Prestataires – Conditions d'éligibilité

Alinéa 1

Les critères d'éligibilité se recoupent avec ceux établis à l'époque s'agissant des aides COVID-19 en faveur des médias. Ils sont propres à assurer que l'information reçue par les jeunes couvre l'actualité régionale et, également, qu'elle leur parvienne régulièrement. La formulation choisie permettra en outre d'inclure d'éventuels nouveaux prestataires en cours de validité de la loi. Cet article est partiellement inspiré de l'art. 36 de l'Ordonnance du 29 août 2012 sur la Poste (OPO ; RF 783.01), qui énumère les critères déterminant la notion de presse régionale et locale.

Alinéa 2

Conformément au but défini à l'art. 1, la mesure vise notamment à soutenir la presse écrite régionale fribourgeoise. Pour être prestataire, l'éditeur du titre doit donc avoir son siège dans le canton de Fribourg. En cas de rachat par une société sise dans un autre canton ou à l'étranger, l'éditeur concerné ne pourra plus être prestataire de la mesure.

Article 6 Prestataires – Obligations

Alinéa 1

Afin de faciliter le suivi et le contrôle de la mesure par l'Etat, les titres de la presse régionale fribourgeoise sur abonnement qui veulent être prestataires devront s'annoncer par écrit auprès de la Direction. Cela permettra à cette dernière de pouvoir tenir une liste des différents prestataires et de renseigner utilement à ce propos les personnes ou les entités qui le requièrent.

Alinéa 2

En sus de son obligation d'annonce, le prestataire doit s'acquitter des obligations qui suivent.

Lettre a

Sans commentaire.

Lettre b

Durant la validité de la présente loi, le prestataire tient à jour un document permettant de déterminer quel est le taux de renouvellement des abonnements financés par l'Etat. Le document sera intégré à l'évaluation de la mesure prévue à l'art. 8.

Lettre c

Conformément aux principes de la protection des données, il est nécessaire de prévoir la destruction des documents obtenus par les prestataires sur la base de la présente loi. Les prestataires n'ont le droit d'utiliser les données personnelles des bénéficiaires que dans le but pour lequel elles leur ont été transmises. Les données relatives aux bénéficiaires qui ne renouvellent pas leur abonnement après un an seront donc détruites.

Article 7 **Information**

Alinéa 1

L'Etat, par le biais notamment de la Feuille officielle, de communiqués de presse, de son site internet, des réseaux sociaux, informe le public de l'existence de la mesure et de son contenu.

Alinéa 2

En vertu de l'art. 88 de la Constitution fribourgeoise, les autorités communales sont tenues d'informer le public sur leurs activités. Elles disposent ainsi de moyens de communication tels que, par exemple, le bulletin communal, le site internet ou encore les réseaux sociaux. La disposition confère aux autorités communales la tâche d'informer le public cible de l'existence de la mesure, tout en laissant les modalités concrètes ouvertes. Les communes pourront également relayer les informations diffusées par l'Etat au sujet de la mesure.

Alinéa 3

Les prestataires ont un intérêt direct à ce que la mesure soit portée à la connaissance du plus grand nombre. Ils participent ainsi à la promotion de la mesure, par leurs propres moyens. Une collaboration avec les autorités communales compétentes pourrait, par exemple, être envisagée.

Article 8 **Evaluation**

Alinéa 1

L'évaluation est menée par la Direction. Elle a pour but de déterminer si la mesure est propre à atteindre le but visé, à savoir favoriser l'accès à l'information et la formation d'opinion des jeunes et soutenir financièrement la presse écrite régionale fribourgeoise. Elle débute trois ans après l'entrée en vigueur de la présente loi.

Alinéa 2

Sans commentaire.

Article 9 **Voies de droit**

Alinéa 1

Le code du 23 mai 1991 de procédure et de juridiction administrative du canton de Fribourg (CPJA ; RSF 150.1) prescrit à l'art. 115 que le Conseil d'Etat peut décider d'un recours si une loi le prévoit. Le présent article remplit cette condition. Il prévoit que les décisions de la Direction peuvent faire l'objet d'un recours auprès du Conseil d'Etat.

Article 10 **Durée de validité**

Sans commentaire.

6 Incidences financières et en personnel

6.1 Incidences financières

L'incidence financière de la mesure a été calculée à partir des prix d'abonnements fixés par les entreprises de média. Pour les différents titres de la presse régionale, les prix suivants ont été communiqués à l'Etat lors de l'élaboration du présent message :

Média	Type d'abonnement (annuel)			
	Papier	Numérique		Papier et numérique
		Avec e-paper	Sans e-paper	
La Liberté	462,00	300,00	108,00	474,00
La Gruyère	224,00	135,00		254,00
La Messenger	90,00	41,00		98,00
La Broye	83,00	83,00		83,00
Le Républicain	76,00			
Freiburger Nachrichten	468,00	408,00	264,00	468,00
Anzeiger von Kerzers	140,00			
Murtenbieter	170,00			

Il s'agit des pleins tarifs pour l'année 2023, sans réduction ou application de modalités préférentielles. Les quotidiens La Liberté et Freiburger Nachrichten connaissent deux types d'abonnements numériques. L'option avec papier électronique (e-paper) comprend la livraison du journal du jour en format pdf, en plus de l'accès aux articles payants disponibles en ligne et sur l'application. La formule numérique de base se limite à l'accès aux articles payants disponibles en ligne et sur l'application.

Le texte de la motion indique que le système mis en place doit couvrir un abonnement en format papier ou numérique. En raison de la diversité des offres, il est toutefois nécessaire de définir plus précisément les formules concernées par la mesure. Pour ce faire, différents critères peuvent entrer en ligne de compte. Sous l'angle des activités médias des jeunes, l'accès aux contenus médiatiques diffusés par l'application doit être privilégiée. Il s'agit en effet, selon les résultats de l'enquête vaudoise mentionnée précédemment, de l'un des canaux les plus utilisés par les jeunes pour s'informer sur l'actualité. Le format papier classique ne répond clairement pas aux habitudes du public cible en matière d'utilisation des médias, constat qui vaut également pour le papier électronique⁵. De l'autre côté, sous l'angle de l'aide aux médias, les formules papier ainsi que papier et numérique, couvrent de manière plus importante les coûts liés à l'élaboration des contenus journalistiques.

Conformément au texte de la motion, le Conseil d'Etat proposait, dans l'avant-projet mis en consultation, de laisser aux bénéficiaires le choix entre l'abonnement papier et l'abonnement numérique, avec ou sans papier électronique. Plusieurs institutions qui ont participé à la consultation ont proposé d'inclure dans l'offre uniquement les formules numériques. C'est en particulier le cas des entreprises de médias, qui craignent que la prise en charge d'un abonnement papier par l'Etat puisse amener les parents des jeunes à se désabonner pour profiter de l'offre prise en charge par l'Etat. Le même souci a été exprimé par certains médias en lien avec le papier électronique.

Ces différents retours, ainsi que le fait que seul le format numérique correspond aux activités médias des jeunes, conduisent aujourd'hui le Conseil d'Etat à inclure dans la prestation uniquement l'abonnement numérique de base, sous forme de l'accès au site internet et à l'application du média. Pour les médias qui ne proposent pas encore à ce stade un abonnement numérique sous cette forme, l'abonnement au papier électronique, voire à la version imprimée pourra être pris en compte. L'Etat ne prendra en charge qu'un seul type d'abonnement par média. La Direction définira pour chaque média le type d'abonnement pris en compte, après consultation du prestataire.

⁵ Rapport au vote et à l'information : Usages, pratiques et attentes des jeunes citoyen.nes dans le canton de Vaud. Rapport d'étude Qualinsight, 2022, p. 8.

Plusieurs variables déterminantes pour l'estimation de l'incidence financière de la mesure sont incertaines. Comme indiqué plus haut, cela concerne en particulier le nombre de jeunes intéressés par la prestation, ainsi que le choix du journal. L'estimation du coût est basée sur l'hypothèse qu'environ 30 % des personnes éligibles solliciteront un abonnement. Il s'agirait donc, selon les projections démographiques présentées plus haut, d'approximativement 1 250 personnes par an. Compte tenu des activités médias des jeunes, ce nombre est a priori élevé. Il convient également de tenir compte du fait que La Liberté, en partenariat avec la Banque cantonale de Fribourg, offre déjà un accès privilégié à ses contenus aux jeunes en formation (hautes écoles, université, collèges fribourgeois et GIB, ECG, écoles des métiers, écoles professionnelles). Cela correspond à une partie importante des bénéficiaires potentiels de la mesure.

Concernant le choix du journal, une clé de répartition a été établie sur la base du tirage total diffusé en 2021 pour chacun des titres (édition normale) ainsi que des tirages additionnés. A partir de ces éléments, la part de chaque titre a été calculée comme suit :

Média	Tirage total diffusé (2021)	%
La Liberté	37 153	43,1%
La Gruyère	13 016	15,1%
Le Messenger	8 479	9,8%
La Broye	2 839	3,3%
Le Républicain	2 850	3,3%
Freiburger Nachrichten	16 242	18,8%
Murtenbieter	4 108	4,8%
Anzeiger von Kerzers	1 514	1,8%
Total	86 201	100,0%

Cela signifie concrètement que sur 1 250 abonnements financés par an par l'Etat, 539 concerneraient le journal La Liberté, 235 les Freiburger Nachrichten, 189 La Gruyère, 123 Le Messenger, etc.

Notons toutefois que cette estimation de la sélection de l'offre médiatique repose sur la supposition que les jeunes consomment les mêmes contenus médiatiques que la population fribourgeoise lisant la presse en format papier. Or, les lecteurs de médias en format papier présentent certainement des caractéristiques différentes que celles des jeunes qui constituent le public cible de la prestation. De plus, la répartition actuelle du lectorat entre les prestataires repose sur des choix faits par la population fribourgeoise pour des abonnements payants. L'offre proposée, par sa gratuité, fait disparaître la contrainte budgétaire individuelle comme élément de décision. Il est donc probable que la répartition des abonnements pris en charge par l'Etat s'éloigne de la clé présentée ci-dessous.

Le calcul de l'incidence financière de la mesure repose sur le prix de l'abonnement numérique sans papier électronique lorsque cette formule est disponible. Le prix du papier électronique a été utilisé pour les titres qui ne proposent pas d'autres offres numériques, c'est-à-dire des abonnements aux contenus du site internet et de l'application. Enfin, il a été tenu compte du prix de la version imprimée des médias qui ne disposent pas à ce stade d'offres numériques.

Partant de ces éléments, les incidences financières de la mesure se présentent comme suit :

Nature	Coût annuel	Total sur 5 ans
Abonnements	175 000	
		875 000
Evaluation		30 000
Total		905 000

Le formulaire d'inscription en ligne pourra être réalisé sur la base des ressources existantes. Aucune incidence financière n'est donc prévue à ce niveau. Un budget spécifique est prévu pour externaliser certaines tâches liées à l'évaluation de la prestation, par exemple la réalisation d'une enquête.

6.2 Incidences sur le personnel de l'Etat

Des ressources spécifiques en personnel seront nécessaires pour effectuer les tâches de contrôle et de facturation. Ce travail devra toutefois se limiter à quelques heures par mois et pourra être pris en charge par les effectifs existants. Des ressources seront également nécessaires pour mener l'évaluation et rédiger le rapport à l'attention du Grand Conseil.

7 Effets sur la répartition des tâches entre l'Etat et les communes

Le projet de loi crée une nouvelle tâche pour les communes qui seront chargées d'informer une fois par année les jeunes atteignant la majorité sur l'existence de la mesure. Aucune compétence n'est modifiée.

8 Effets sur le développement durable

L'impact du projet de loi sur le développement durable a été évalué à l'aide de l'outil Boussole 21. Il ressort de l'analyse que la prise en charge d'un abonnement à un journal régional pour les jeunes a un effet positif sur le développement durable, dans la mesure où elle favorise l'acquisition de connaissances par les jeunes pour participer activement à la vie démocratique. La mesure peut en outre amener les jeunes à s'engager pour le vivre-ensemble, grâce à une meilleure connaissance des enjeux sociétaux. Le renoncement à l'abonnement papier au profit des formules numériques constitue également un point fort sous l'angle du développement durable.

9 Conformité au droit fédéral et eurocompatibilité

Le projet de loi est compatible avec le droit de rang supérieur, soit le droit européen, le droit fédéral ainsi que la Constitution cantonale.



Botschaft 2022-DEEF-68

28. November 2023

Umsetzung der Motion 2022-GC-60 - Ein Zeitungs-Jahresabonnement für alle neuen Bürgerinnen und Bürger des Kantons Freiburg

Wir unterbreiten Ihnen hiermit die Botschaft zum Gesetzesentwurf in Umsetzung der oben erwähnten Motion.

Dieses Dokument ist eine Folge der:

Motion 2022-GC-60	Ein Zeitungs-Jahresabonnement für alle neuen Bürgerinnen und Bürger des Kantons Freiburg
Urheber/innen:	Levrat Marie / Repond Brice

Inhalt

1	Einleitung	2
2	Erlassform	2
3	Vernehmlassung	2
4	Beschreibung des Entwurfs	3
4.1	Begünstigte	3
4.2	Betroffene Medien	5
4.3	Praktische Aspekte	5
4.4	Dauer der Leistung	6
4.5	Bewertung	6
5	Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln	6
6	Finanzielle und personelle Auswirkungen	10
6.1	Finanzielle Auswirkungen	10
6.2	Personelle Auswirkungen	12
7	Auswirkungen auf die Aufgabenteilung zwischen dem Kanton und den Gemeinden	12
8	Auswirkungen auf die nachhaltige Entwicklung	12
9	Übereinstimmung mit dem Bundesrecht und Europaverträglichkeit	13

1 Einleitung

Am 13. Oktober 2022 hat der Grosse Rat die Motion «Ein Zeitungs-Jahresabonnement für alle neuen Bürgerinnen und Bürger des Kantons Freiburg» (2022-GC-60) angenommen, die von Grossrätin Marie Levrat und Grossrat Brice Repond eingereicht wurde. Der parlamentarische Vorstoss verlangte vom Staatsrat, dass er per Gesetz ein Gutscheinsystem für ein Zeitungs-Jahresabonnement einführt, von dem alle neuen Bürgerinnen und Bürger des Kantons auf Verlangen profitieren können. Gemäss Motion würde der Gutschein für ein Abonnement einer Freiburger Zeitung in elektronischer oder gedruckter Form gelten, um junge Bürgerinnen und Bürger stärker für das aktuelle Geschehen zu interessieren.

Der vorliegende Gesetzesentwurf legt die Ziele, die Umsetzungsmodalitäten und den Kreis der Begünstigten dieser neuen Leistung des Staats fest.

2 Erlassform

In der Freiburger Gesetzgebung gibt es keine Bestimmung, die als Gesetzesgrundlage dienen könnte, um finanzielle Mittel für ein Gratisabonnement bereitzustellen. Gemäss Artikel 9 des Subventionsgesetzes (SubG; SGF 616.1) müssen Subventionen auf einem Gesetz beruhen.

Der Staatsrat hat die Möglichkeit geprüft, ein bestehendes Gesetz zu revidieren, in dem die neue Leistung des Staats verankert werden könnte. Grundsätzlich könnte die Massnahme in verschiedene Gesetzestexte eingefügt werden, insbesondere in das Gesetz über die Ausübung der bürgerlichen Rechte (PRG; SGF 115.1). Dieses befasst sich namentlich mit der Ausübung der politischen Rechte auf Kantons- und Gemeindeebene. Der Staatsrat zieht jedoch die Ausarbeitung eines spezifischen Erlasses vor, um den parlamentarischen Vorstoss umzusetzen. Mit Blick auf die Gesetzgebungssystematik wäre die Verankerung der Massnahme im PRG, das sich auf die formalen Aspekte für die Ausübung der politischen Rechte konzentriert, keine vollständig zufriedenstellende Lösung. Zudem könnte eine Revision des Reglements über die Ausübung der politischen Rechte (PRR; SGF 115.11) nötig sein, um die praktischen Fragen in Verbindung mit der Massnahme zu präzisieren.

Zudem handelt es sich aktuell nicht um eine dauerhafte Massnahme. Bei den Beratungen im Grossen Rat zur Motion wurde die Notwendigkeit unterstrichen, die Massnahme nach ein paar Jahren zu beurteilen. Der Staatsrat schliesst sich dem an und möchte die Massnahme zeitlich begrenzen. Aus diesem Grund bietet es sich an, einen eigenständigen Erlasstext aufzustellen.

3 Vernehmlassung

Vom 6. April bis 14. Juli 2023 fand bei den Institutionen, Organisationen und politischen Parteien des Kantons eine Vernehmlassung zum Vorentwurf statt. Fast alle Rückmeldungen der Vernehmlassungsadressaten fielen hinsichtlich der vorgeschlagenen Massnahme und der damit verfolgten Ziele positiv aus. Das Konzept und die Modalitäten für die Umsetzung der Massnahme wurden hingegen kommentiert und es wurden Änderungen vorgeschlagen. Die Rückmeldungen bezogen sich hauptsächlich auf die folgenden Punkte:

- > Kreis der Begünstigten der Leistung: Gemäss Gesetzesvorentwurf war die Leistung den Schweizer Staatsangehörigen und den ausländischen Staatsangehörigen mit einem C-Ausweis vorbehalten. Zwei Vernehmlassungsadressaten wünschten eine Erweiterung des Empfängerkreises auf alle jungen Erwachsenen im Alter von 18 Jahren, die im Kanton wohnen.

-
- > Art der berücksichtigten Abonnemente: Mehrere Vernehmlassungsadressaten, darunter die Medienunternehmen, haben gebeten, das Angebot für die jungen Erwachsenen auf digitale Abonnemente zu beschränken. Wie in der Motion verlangt, die diesem Gesetz zugrunde liegt, gab der Gesetzesvorentwurf den Begünstigten die Wahl zwischen dem Papierabonnement und den verschiedenen digitalen Angeboten der Zeitungsherausgeber.
 - > Kontrollmechanismen: Um den Verwaltungsaufwand des Staats und der Gemeinden zu reduzieren, sah der Vorentwurf vor, dass die Abonnementsdienste der Medien selbst prüfen, ob die jungen Erwachsenen, die ein Abonnement beantragen, die Kriterien für die Vergabe der Massnahme erfüllen. Da es sich dabei um die Übertragung einer öffentlichen Aufgabe handelt, wirft diese Lösung mehrere rechtliche Fragen auf, insbesondere im Zusammenhang mit dem Datenschutz.
 - > Werbung für die Massnahme: Die Medienunternehmen und einige weitere Vernehmlassungsadressaten wünschten ein stärkeres Engagement des Staats für die Bewerbung der Massnahme.
 - > Geltungsdauer der Massnahme: Die Geltungsdauer der Massnahme, die im Gesetzesvorentwurf auf 5 Jahre begrenzt war, wurde allgemein positiv aufgenommen. Vereinzelt wurde verlangt, dass für das Gesetz kein Enddatum vorgesehen wird.

4 Beschreibung des Entwurfs

4.1 Begünstigte

Die Motion beschreibt den Kreis der Begünstigten der Leistung auf zwei unterschiedliche Arten. Einerseits bezieht sie sich auf die neuen Bürgerinnen und Bürger des Kantons, andererseits erwähnt sie, dass alle 18-Jährigen, die im Kanton wohnhaft sind, ein Gratisabonnement erhalten können. Bei der Ausarbeitung der vorliegenden Massnahme hat der Staatsrat die verschiedenen Optionen hinsichtlich der Definition des Zielpublikums geprüft. Aus verschiedenen Gründen waren die Kriterien des aktiven Stimm- und Wahlrechts auf Gemeinde- und/oder Kantons- und Bundesebene nicht vollständig zufriedenstellend, um den Kreis der Begünstigten festzulegen. Das aktive Stimm- und Wahlrecht wird im Gesetz vom 18. Februar 1976 über die Ausübung der politischen Rechte (PRG) definiert. Gemäss diesem Gesetz sind folgende Personen stimm- und wahlberechtigt in kantonalen Angelegenheiten, wenn sie das 18. Altersjahr zurückgelegt haben: Schweizerinnen und Schweizer, die im Kanton Wohnsitz haben, und Auslandschweizerinnen und Auslandschweizer, die über das freiburgische Bürgerrecht verfügen oder im Kanton Wohnsitz hatten. Niederlassungsberechtigte Ausländerinnen und Ausländer sind in Gemeindeangelegenheiten stimm- und wahlberechtigt, wenn sie seit mindestens fünf Jahren im Kanton Wohnsitz haben (C-Ausweis). Die Anwendung dieser Gesetzesgrundlagen würde bedeuten, dass das Abonnement nur den jungen Schweizerinnen und Schweizern angeboten würde, die über das Stimm- und Wahlrecht auf kantonaler Ebene verfügen. Selbst die jungen Ausländerinnen und Ausländer mit einem C-Ausweis, die die formalen Kriterien für das Stimm- und Wahlrecht auf Gemeindeebene erfüllen, würden nicht zu den Begünstigten der Leistung gehören, da sie aus gesetzlicher Sicht nicht als Stimm- und Wahlberechtigte im Kanton gelten.

Wird der Kreis der Begünstigten auf alle jungen Erwachsenen mit dem Stimm- und Wahlrecht auf Gemeindeebene erweitert, stellt sich ein praktisches Problem. In Ermangelung eines Wahlregisters für die ausländischen Staatsangehörigen verfügt der Staat nicht über die nötigen Informationen, um die Personen mit einem C-Ausweis zu identifizieren, die die Kriterien für das Gemeindestimmrecht erfüllen. Dies würde bedeuten, dass die Daten aller Freiburger Gemeinden angefordert werden müssten, was angesichts des angestrebten Ziels unverhältnismässig erscheint.

Aus all diesen Gründen schlägt der Staatsrat vor, alle jungen Erwachsenen im Alter von 18 Jahren, die im Kanton wohnen und im Einwohnerregister eingetragen sind, in den Kreis der Begünstigten aufzunehmen. Gegenüber dem Vorentwurf, der in die Vernehmlassung ging und die Leistung auf junge Schweizerinnen und Schweizer sowie ausländische Staatsangehörige mit einem C-Ausweis beschränkte, wurde also der Kreis der Begünstigten

ausgeweitet. Im Vergleich zum ursprünglichen Vorschlag, entspricht dies aber nur einer geringfügigen Erhöhung der Zahl der jungen Erwachsenen, die von der Massnahme profitieren können. Es sind etwa 250 Personen mehr pro Jahr. Der Staatsrat hält diesen Entscheid für sinnvoll, denn so wird niemand diskriminiert, und die Integration gestärkt, da das vom Staat finanzierte Abonnement dazu beitragen kann, die örtlichen und regionalen Umstände besser zu kennen. Diese Lösung erleichtert auch die Prüfung und Kontrolle in Verbindung mit der Massnahme¹. Auch die Beurteilung des Projekts in Bezug auf die nachhaltige Entwicklung (Kompass 21) spricht für eine Berücksichtigung aller jungen Erwachsenen im Alter von 18 Jahren, die im Kanton wohnen unabhängig von ihrer Staatsangehörigkeit oder ihrem Ausweis, dies aus Gründen des sozialen Zusammenhalts und der Integration.

Die konsolidierte Statistik der jungen Erwachsenen, die im Kanton das 18. Lebensjahr im Zeitraum 2018 bis 2022 erreicht haben, sieht wie folgt aus:

	2018	2019	2020	2021	2022
CH	2 976	2 885	2 748	2 827	2 832
C-Ausweis	541	529	524	540	524
Andere Ausweise	251	203	232	211	251
Total	3 768	3 617	3 504	3 578	3 607

Um die Zahl der Personen zu schätzen, die in den nächsten Jahren von der Leistung profitieren können, wurden Hochrechnungen angestellt. Gemäss dem mittleren Szenario für die Bevölkerungsentwicklung sollte sich die durchschnittliche Zahl der Personen unter der ständigen Wohnbevölkerung, die in den kommenden fünf Jahren die Volljährigkeit erreichen, auf etwa 3750 Personen pro Jahr belaufen²:

	2024	2025	2026	2027	2028
Total	3 683	3 658	3 745	3 826	3 850

Die Motion sieht vor, dass nur die Jugendlichen ein Gratisabonnement erhalten, die es ausdrücklich beantragen. Folglich ist es schwierig, die Zahl der Personen zu schätzen, die effektiv am Angebot interessiert sein werden. Die Nachfrage wird namentlich von der Bekanntheit der Leistung beim Zielpublikum abhängen. Angesichts des Medienkonsums und der Interessen der jungen Erwachsenen ist eine gewisse Vorsicht bei der Schätzung der Anzahl Interessenten angezeigt. So sah der Kanton Waadt im Rahmen seines Aktionsplans zugunsten der Medienvielfalt ursprünglich eine ähnliche Massnahme vor.³ Am Ende wurde jedoch auf die Anwendung eines Vorzugstarifs verzichtet, um die Jugendlichen mit den regionalen Medien vertraut zu machen. Eine vorgängige Umfrage bei den jungen Waadtländerinnen und Waadtländern im Jahr 2022 hat nämlich ergeben, dass sich die sondierten Personen wenig für die regionalen Nachrichten und die klassischen Medienformate interessierten.⁴ Ausserdem ist zu berücksichtigen, dass die meisten jungen Erwachsenen mit 18 Jahren noch bei den Eltern wohnen und im Haushalt oft bereits eine Zeitung abonniert ist.

¹ Vgl. Kapitel 4.3, S. 5.

² Mittleres Szenario für die Bevölkerungsentwicklung, StatA.

³ Bericht des Waadtländer Staatsrats an den Grossen Rat zum Postulat Valérie Induni und Mitunterzeichnete für eine wirkungsvolle Unterstützung der Print- und anderen Medien, 2019.

⁴ Rapport au vote et à l'information : Usages, pratiques et attentes des jeunes citoyen.nes dans le canton de Vaud. Studienbericht Qualinsight, 2022.

4.2 Betroffene Medien

Die Motion liefert eine nicht abschliessende Liste von Freiburger Printmedien, für die den jungen Erwachsenen ein Abonnement angeboten würde. Der Staatsrat schlägt vor, alle Titel der Freiburger Regionalpresse, die mindestens einmal pro Woche erscheinen und im Abonnement erhältlich sind, in die Massnahme aufzunehmen. Zudem muss der Herausgeber des Titels seinen Sitz im Kanton Freiburg haben.

Gemäss Stand am 1.9.2023 könnten also die folgenden Titel von der Massnahme profitieren:

Titel	Periodizität	Erscheinungsort
La Liberté	Täglich	Freiburg
La Gruyère	3x / Woche	Bulle
La Broye	Wöchentlich	Payerne
Le Messager	Wöchentlich	Châtel-Saint-Denis
Le Républicain	Wöchentlich	Estavayer-le-Lac
Freiburger Nachrichten	Täglich	Freiburg
Der Murtenbieter	2x / Woche	Murten
Anzeiger von Kerzers	Wöchentlich	Kerzers

Der Gesetzesentwurf sieht ein Meldeverfahren für die von der Massnahme angesprochenen Medien vor. Dadurch können allfällige neue Titel ebenfalls von der Massnahme profitieren, falls sie die oben erwähnten Voraussetzungen erfüllen.

4.3 Praktische Aspekte

Was die praktische Umsetzung betrifft, möchte der Staatsrat möglichst effizient und unbürokratisch vorgehen. Bei der Ausarbeitung des Projekts wurden mehrere Optionen geprüft. Der Gesetzesvorentwurf, der in die Vernehmlassung ging, schlug vor, dass die Personen, die sich für ein Abonnement interessieren, ihre Bestellung direkt bei den Medien aufgeben, die also prüfen müssten, ob die Personen zum Kreis der Begünstigten gehören. Um den Verwaltungsaufwand für die Umsetzung der Leistung zu begrenzen, wollte man auf eine zentrale Abonnementsverwaltung verzichten. Die Übertragung der Kontrollaufgaben vom Staat an die Anbieter, wirft jedoch Fragen in Bezug auf den Datenschutz und die Kontrolle auf. Der Staat müsste sich namentlich vergewissern, dass die Medien alle Anträge kontrollieren, bevor ein Abonnement abgeschlossen wird. Zudem müsste er Sanktionen vorsehen für den Fall, dass die Anbieter ihren Pflichten nicht nachkommen. Ausserdem müsste ein rechtliches Verfahren vorgesehen werden, das es den jungen Erwachsenen ermöglicht, im Falle einer Ablehnung des Antrags, den Entscheid anzufechten. Auch die Modalitäten für die Bearbeitung der persönlichen Daten durch die Medien müssten in der Gesetzesgrundlage beschrieben werden.

Aufgrund dieser Feststellungen schlägt der Staatsrat vor, dass der Staat die Abonnementsanträge über ein Online-Formular selbst verwaltet. Auf der Website können die jungen Erwachsenen einen Titel auswählen und ein Abonnement bestellen. Dort können die Medien auch ihr Angebot präsentieren. Um zu prüfen, ob die Personen, die ein Abonnement beantragen, zum Kreis der Begünstigten gehören, benutzen die Dienststellen des Staats die Datenbank FriPers. Das ist die Informatikplattform mit den Daten der Einwohnerkontrolle der gesamten Wohnbevölkerung. Nach der Kontrolle werden die Anmeldungen an die Medien weitergeleitet. Die Erweiterung des Zielpublikums auf alle jungen Erwachsenen im Alter von 18 Jahren mit Wohnsitz im Kanton, die im Einwohnerregister eingetragen sind, wird die Kontrolle erleichtern, da es nicht nötig ist, bestimmte Ausweistypen von ausländischen Staatsangehörigen auszuschliessen.

Hinsichtlich der Werbung für die Leistung hält der Staatsrat diese hauptsächlich für eine Sache der Medien, die den meisten Nutzen aus der Massnahme ziehen. Da es sich um eine öffentliche Leistung handelt, muss aber eine angemessene Sichtbarkeit des Staats gewährleistet werden. Mit dem Online-Antragsformular kann diesem Bedürfnis entsprochen werden, denn die Ziele der Massnahme können aus Sicht des Kantons dargelegt werden. Der Staat wird im Übrigen seine Kommunikationsmittel einsetzen, um die Leistung bekannt zu machen, das heisst über Medienmitteilungen, die sozialen Netzwerke und das Amtsblatt. Den Versand eines Schreibens an alle Begünstigten, wie in der Motion verlangt, hält der Staatsrat nicht für angezeigt. Einerseits schickt der Staat üblicherweise keine Schreiben an mögliche Empfänger von Massnahmen, die er finanziert. Andererseits würde der Versand eines Schreibens den Grundsätzen der digitalen Verwaltung und den Anforderungen an die nachhaltige Entwicklung zuwiderlaufen.

4.4 Dauer der Leistung

Da es keine gesicherten Daten für die Effizienz der Massnahme gibt, ist der Staatsrat der Meinung, dass die Leistung vorerst nur für eine bestimmte Zeit eingeführt werden soll. Er schlägt deshalb vor, die Gültigkeit des Gesetzes und somit der Leistung auf fünf Jahre zu beschränken. Dieser Zeitraum ist lang genug, um die Leistung einerseits genügend bekannt zu machen und andererseits die nötigen Daten zu sammeln, um den Erfolg beurteilen zu können. Drei Jahre nach Inkrafttreten des Gesetzes wird eine Bewertung durchgeführt. Der Staatsrat wird die Resultate der Untersuchung dem Grossen Rat in einem Bericht mitteilen. Der Grosse Rat wird also die Möglichkeit haben, über eine dauerhafte Einführung des Gesetzes zu entscheiden, bevor dieses ausser Kraft tritt.

4.5 Bewertung

Die Bewertung soll zeigen, ob diese Leistung des Staats ihren Zweck erfüllt. Besonders zwei Aspekte müssen analysiert werden, nämlich ob die Leistung zur Unterstützung der Medien auf ein Interesse stösst und ob sie zur Sensibilisierung und zur Medienkompetenz im Sinne einer politischen Bildung beiträgt. Was den ersten Aspekt betrifft, ist unter anderem zu dokumentieren, wie viele junge Erwachsene das Angebot in Anspruch nehmen und wie hoch die Quote der erneuerten Abonnemente ist. So kann beurteilt werden, ob sich die Leistung mittel- und langfristig positiv auf die finanzielle Lage der betreffenden Freiburger Medien auswirkt. Zum zweiten Aspekt, der die Medienkompetenz betrifft, ist zu klären, in welchem Ausmass die Leistung das Interesse der jungen Erwachsenen für das aktuelle Geschehen im Kanton weckt. Gestützt auf diese Grundlagen wird es möglich sein, eine Empfehlung über die Fortsetzung, die Anpassung oder die Aufhebung der Massnahme abzugeben.

Der Gesetzesentwurf, der dem Grossen Rat vorgelegt wird, enthält Bestimmungen über die Bewertung, die namentlich die sachlichen Auskünfte festlegen, die die Medien dem Staat erteilen müssen. Bei den Vorbereitungsarbeiten dieser Massnahme hat das Bundesamt für Kommunikation (BAKOM) sein Interesse angemeldet, die Umsetzung der Massnahme wissenschaftlich zu begleiten. Es ist also möglich, im Rahmen der Bewertung mit dem BAKOM zusammenzuarbeiten, wobei die entsprechenden Modalitäten noch offen sind.

5 Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln

Artikel 1 Zweck

Dieser Artikel legt den Zweck des Gesetzes fest. Mit der Einführung der in Artikel 2 beschriebenen Massnahme bezweckt der Staat in erster Linie, den jungen Erwachsenen den Zugang zur Freiburger Regionalpresse und somit zur Information zu erleichtern. Er möchte sie für die regionalen und kantonalen Themen sensibilisieren und ihnen ein zusätzliches Instrument an die Hand geben, damit sie sich eine Meinung bilden und ihre politischen Rechte in Kenntnis der Lage ausüben können. Ein weiteres Ziel ist die finanzielle Unterstützung der regionalen Zeitungen. Denn trotz den Unterstützungsmassnahmen, die der Bund und der Kanton in den letzten Jahren getroffen haben, befindet sich ein Teil dieser Zeitungen noch immer in einer schwierigen Lage. Die Massnahme soll den Medien auch

dazu dienen, die Bedürfnisse bzw. die Vorlieben der neuen Generationen von Leserinnen und Lesern zu ermitteln, damit sie gegebenenfalls ihr Angebot anpassen können.

Artikel 2 *Massnahme*

Absatz 1

Im Rahmen der Massnahme übernimmt der Staat die Abonnementskosten für einen Titel der Freiburger Regionalpresse während einem Jahr.

Absatz 2

Die meisten Titel der Regionalpresse bieten mehrere Abonnementstypen an. Der Abonnementstyp, den der Staat im Rahmen der vorliegenden Massnahme finanzieren wird, ist das digitale Basisabonnement, das einen unbeschränkten Zugriff auf die Website und die App beinhaltet.

Absatz 3

Die regionalen Medien, die als Anbieter der Massnahme auftreten können, verfügen nicht alle über ein digitales Basisabonnement in Form eines unbeschränkten Zugriffs auf die Website und die App. In einzelnen Fällen beschränkt sich das digitale Angebot auf das E-Paper. Ausserdem gibt es Printmedien, die zurzeit kein digitales Abonnement anbieten. Um diese Medien dennoch berücksichtigen zu können, wird in diesen Fällen das Abonnement für die E-Paper- oder Printversion finanziert.

Absatz 4

im Rahmen der vorliegenden Massnahme wird pro Titel ein einziger Abonnementstyp berücksichtigt. Die Begünstigten können also nur den Anbieter der Massnahme auswählen, aber nicht den Abonnementstyp. Der vom Staat finanzierte Abonnementstyp wird von der Direktion bestimmt, die mit der Ausführung der Massnahme beauftragt ist. Es ist vorgesehen, die Anbieter vorgängig anzuhören.

Artikel 3 *Begünstigte – Bedingungen*

Absatz 1

Die aufgeführten Bedingungen müssen kumulativ erfüllt sein. Damit leichter geprüft werden kann, ob die Personen, die ein Abonnement beantragen, zum Kreis der Begünstigten gehören, wird die Anmeldung bei der Einwohnerkontrolle ausdrücklich als Bedingung gestellt, um von der Massnahme zu profitieren. Die Massnahme kommt nicht automatisch zur Anwendung. Die jungen Erwachsenen müssen ihr Interesse anmelden, um davon zu profitieren.

Absatz 2

Wer sich für die Massnahme interessiert, muss das Abonnement im Kalenderjahr beantragen, in dem sie oder er die Volljährigkeit erreicht. Diese Bestimmung stellt sicher, dass alle Personen, die im gleichen Jahr geboren sind, die Möglichkeit haben, ihr Gesuch im gleichen Jahr zu stellen. Eine im Januar 2006 geborene Person kann ihren Antrag irgendwann im Jahr 2024 stellen, genauso wie eine im Dezember 2006 geborene Person.

Absatz 3

Das Antragsformular verlangt nur Daten, die nötig sind, um zu prüfen, ob die Person zum Kreis der Begünstigten gehört, und um ihr das Abonnement zu gewähren. Die Personen, die das Formular ausfüllen, müssen der Weitergabe der in Artikel 4 Abs. 3 erwähnten Daten an den gewählten Anbieter zustimmen.

Artikel 4 *Direktion – Aufgaben und Befugnisse*

Absatz 1

Die Volkswirtschafts- und Berufsbildungsdirektion (die Direktion) prüft, ob die Antragstellerinnen und Antragsteller zu den Begünstigten gehören.

Absatz 2

Für die Prüfung ist ein Zugriff auf die kantonale Informatikplattform mit den Daten der Einwohnerregister der Gemeinden nötig. Das Gesetz vom 23. Mai 1986 über die Einwohnerkontrolle (EKG; SGF 114.21.1) schreibt in Artikel 16a vor, dass für den Zugriff auf die Informatikplattform eine Bewilligung erforderlich ist. Dieser Absatz schafft die nötige Gesetzesgrundlage, um den Zugriff auf die Informatikplattform für die Ausführung der Massnahme zu gestatten. Was die Technik anbelangt, werden für die Prüfung Ad-hoc-Berichte erstellt und Daten verknüpft.

Absatz 3

Das Gesetz vom 25. November 1994 über den Datenschutz (DSchG; SGF 17.1) legt die Grundsätze für die Bearbeitung von Personendaten durch die öffentlichen Organe bei der Ausführung ihrer Aufgaben fest. Gemäss Artikel 4 DSchG darf das öffentliche Organ Personendaten nur dann bearbeiten, wenn eine gesetzliche Bestimmung es vorsieht oder, falls keine solche besteht, wenn die Bestimmungen über die Erfüllung seiner Aufgabe es voraussetzen. Damit die jungen Erwachsenen das gewünschte Abonnement erhalten, müssen die Anbieter über den Namen der Person, ihre Wohnadresse und ihre E-Mail-Adresse verfügen.

Absatz 4

Artikel 13 DSchG schreibt vor, dass Personendaten vernichtet werden müssen, sobald das öffentliche Organ sie nicht mehr benötigt. Für die Bewertung nach Artikel 8 müssen jedoch gewisse Daten bis zum Ende der Geltungsdauer des Gesetzes aufbewahrt werden. Für eine qualitative Einschätzung könnte die Bewertung etwa eine Umfrage unter den Personen umfassen, die das Abonnement in Anspruch genommen haben. Die Teilnahme an der Umfrage ist jedoch freiwillig. Für die statistischen Analysen zur Massnahme, die sich namentlich auf den Anteil der 18-Jährigen beziehen, die ein Abonnement beantragt haben, wird die Direktion anonymisierte Daten verwenden.

Absatz 5

Die Direktion wird die Daten vernichten, sobald sie diese nicht mehr benötigt, um ihre gesetzlichen Aufgaben zu erfüllen, spätestens jedoch am Ende der Geltungsdauer des vorliegenden Gesetzes. Falls der Gesetzgeber beschliesst, die Geltungsdauer des Gesetzes zu verlängern, muss die Dauer der Datenaufbewahrung genauer festgelegt werden.

Artikel 5 Anbieter – Bedingungen

Absatz 1

Die Bedingungen, um als Anbieter zu gelten, überschneiden sich mit jenen, die für die COVID-19-Hilfen zugunsten der Medien festgelegt wurden. Auf diese Weise soll sichergestellt werden, dass die jungen Erwachsenen über das Geschehen in der Region informiert sind und ihnen die Information regelmässig zukommt. Durch die offene Formulierung können während der ganzen Geltungsdauer des Gesetzes auch allfällige neue Anbieter berücksichtigt werden. Dieser Artikel ist teilweise an Art. 36 der Postverordnung vom 29. August 2012 (VPG; SR 783.01) angelehnt, der aufzählt, durch welche Kriterien sich die Regional- und Lokalpresse auszeichnet.

Absatz 2

Gemäss dem in Artikel 1 festgelegten Ziel soll die Massnahme namentlich die Freiburger Regionalpresse unterstützen. Damit der Titel als Anbieter anerkannt wird, muss der Herausgeber seinen Sitz im Kanton Freiburg haben. Wird er von einer Gesellschaft mit Sitz in einem anderen Kanton oder im Ausland aufgekauft, kann er nicht mehr als Anbieter der Massnahme auftreten.

Artikel 6 Anbieter – Pflichten

Absatz 1

Um dem Staat die Begleitung und Kontrolle der Massnahme zu erleichtern, müssen sich die Abonnements-Zeitungen der Freiburger Regionalpresse, die als Anbieter auftreten möchten, bei der Direktion anmelden. Dies ermöglicht es der Direktion, eine Liste der Anbieter zu führen und den Personen und Einheiten, die sich dafür interessieren, geeignete Auskünfte zu erteilen.

Absatz 2

Zusätzlich zur Meldepflicht hat der Anbieter die folgenden Pflichten:

Buchstabe a

Keine Bemerkungen.

Buchstabe b

Solange dieses Gesetz in Kraft ist, erfasst der Anbieter in einem Dokument laufend die nötigen Informationen, damit die Erneuerungsquote der vom Staat finanzierten Abonnemente bestimmt werden kann. Das Dokument wird für die Beurteilung der Massnahme gemäss Artikel 8 verwendet.

Buchstabe c

Gemäss den Grundsätzen des Datenschutzes muss die Vernichtung der Dokumente vorgesehen werden, die dem Anbieter aufgrund dieses Gesetzes vorgelegt werden. Die Anbieter dürfen die Personendaten der Begünstigten nur zu dem Zweck verwenden, zu dem sie an ihn weitergeleitet wurden. Die Daten der Begünstigten, die ihr Abonnement nach Ablauf von einem Jahr nicht erneuern, werden folglich vernichtet.

Artikel 7 Information

Absatz 1

Der Staat informiert die Bevölkerung namentlich über das Amtsblatt, seine Medienmitteilungen, die Website und die sozialen Netzwerke über die Existenz und den Inhalt der Massnahme.

Absatz 2

Gemäss Artikel 88 der Kantonsverfassung sind die Gemeindebehörden verpflichtet, die Öffentlichkeit über ihre Tätigkeit zu informieren. Sie verfügen zu diesem Zweck über Kommunikationsmittel wie das Gemeindeblatt, die Website und die sozialen Netzwerke. Die Bestimmung überträgt den Gemeindebehörden die Aufgabe, das Zielpublikum über die Massnahme zu informieren, stellt es ihnen jedoch frei, wie sie dies tun wollen. Die Gemeinden können auch die vom Staat verbreiteten Informationen zur Massnahme weiterleiten.

Absatz 3

Die Anbieter haben ein direktes Interesse daran, die Bekanntheit der Massnahme zu steigern. Sie beteiligen sich deshalb mit ihren eigenen Mitteln an der Werbung für die Massnahme. Eine Zusammenarbeit mit den zuständigen Gemeindebehörden könnte beispielsweise vorgesehen werden.

Artikel 8 Bewertung

Absatz 1

Die Bewertung wird von der Direktion durchgeführt. Sie soll klären, ob die Massnahme geeignet ist, das angestrebte Ziel zu erreichen, nämlich den Zugang zur Information und die Meinungsbildung der jungen Erwachsenen zu fördern und die Freiburger Regionalpresse finanziell zu unterstützen. Sie beginnt drei Jahre nach Inkrafttreten dieses Gesetzes.

Absatz 2

Keine Bemerkungen.

Artikel 9 Rechtsmittel

Absatz 1

Artikel 115 des Gesetzes vom 23. Mai 1991 über die Verwaltungsrechtspflege (VRG; SGF 150.1) sieht vor, dass der Staatsrat über Beschwerden entscheiden kann, wenn ein Gesetz dies vorsieht. Der vorliegende Artikel erfüllt diese Bedingung. Er sieht vor, dass die Verfügungen der Direktion mit Beschwerde an den Staatsrat angefochten werden können.

Artikel 10 Geltungsdauer

Keine Bemerkungen.

6 Finanzielle und personelle Auswirkungen

6.1 Finanzielle Auswirkungen

Die finanziellen Auswirkungen der Massnahme wurden gestützt auf die Abonnementspreise berechnet, die von den Medienunternehmen praktiziert werden. Für die verschiedenen Titel der Regionalpresse wurden dem Staat bei der Ausarbeitung dieses Berichts die folgenden Preise mitgeteilt:

Medien	Art des Jahresabonnements			
	Papier	elektronisch		Papier und elektronisch
		mit E-Paper	ohne E-Paper	
La Liberté	462,00	300,00	108,00	474,00
La Gruyère	224,00	135,00		254,00
Le Messenger	90,00	41,00		98,00
La Broye	83,00	83,00		83,00
Le Républicain	76,00			
Freiburger Nachrichten	468,00	408,00	264,00	468,00
Anzeiger von Kerzers	140,00			
Der Murtenbieter	170,00			

Es handelt sich um die vollen Tarife für das Jahr 2023 ohne Ermässigungen oder Vorzugsmodalitäten. Die Tageszeitungen La Liberté und Freiburger Nachrichten führen zwei Arten von elektronischen Abonnements. Die Variante mit E-Paper beinhaltet die Tageszeitung im PDF-Format zusätzlich zum Zugang zu den Bezahlartikeln, die online und in der App erscheinen. Das elektronische Basisabonnement beschränkt sich auf die online und in der App publizierten Bezahlartikel.

In der Motion wird erwähnt, dass das einzuführende System das Papier-Abonnement und das elektronische Abonnement abdecken soll. Da das Abonnementsangebot sehr vielfältig ist, muss genauer festgelegt werden, welche Abonnementsarten in die Massnahme aufgenommen werden. Verschiedene Überlegungen können hier eine Entscheidungshilfe bieten. Um der Medienaktivität der jungen Erwachsenen Rechnung zu tragen, sollte der Zugang zu Inhalten bevorzugt werden, die in der App veröffentlicht werden. Gemäss der weiter oben erwähnten Waadtländer Studie ist dies einer der am meisten verwendeten Kanäle, um sich über das Geschehen zu informieren. Das klassische Papierformat entspricht eindeutig nicht den Gewohnheiten des Zielpublikums in Bezug auf den Medienkonsum. Die gleiche Feststellung gilt für das E-Paper-Format.⁵ Falls mit dem Angebot aber auch den Medien geholfen werden soll, ermöglichen es die Abonnements für das Papierformat allein und für das Papier- und elektronische Format besser, die Kosten für die Erarbeitung der journalistischen Inhalte zu decken.

⁵ Rapport au vote et à l'information : Usages, pratiques et attentes des jeunes citoyen.nes dans le canton de Vaud. Studienbericht Qualinsight, 2022, S. 8.

Wie in der Motion verlangt, überliess der Staatsrat im Vorentwurf, der in die Vernehmlassung ging, den Begünstigten die Wahl zwischen dem Papierabonnement und dem digitalen Abonnement mit oder ohne E-Paper. Mehrere Vernehmlassungsadressaten haben vorgeschlagen, das Angebot auf die digitalen Abonnemente zu beschränken. Besonders die Medienunternehmen haben sich dafür ausgesprochen, da sie befürchten, dass die Übernahme des Papierabonnements durch den Staat die Eltern der Begünstigten dazu veranlassen könnte, ihr Abonnement zu kündigen, um vom Angebot des Staats zu profitieren. Dieselbe Sorge haben einzelne Medien auch hinsichtlich des E-Papers ausgesprochen.

Aufgrund dieser Rückmeldungen und da nur das digitale Format der Medienaktivität der Jugendlichen entspricht, hat der Staatsrat die Leistung auf das digitale Basisabonnement beschränkt, das Zugriff auf die Website und die App des gewünschten Titels gewährt. Für Titel, die aktuell noch kein digitales Abonnement in dieser Form anbieten, kann das Abonnement des E-Papers oder der Printversion berücksichtigt werden. Der Staat übernimmt nur die Kosten für einen Abonnementstyp pro Titel. Die mit der Ausführung beauftragte Direktion wird für jeden Titel den Abonnementstyp auswählen, der finanziert wird. Zu diesem Zweck konsultiert sie vorgängig den Anbieter.

Verschiedene Faktoren, die einen Einfluss auf die Schätzung der finanziellen Auswirkungen der Massnahme haben, sind ungewiss. Wie weiter oben erwähnt, betrifft dies insbesondere die Zahl der jungen Erwachsenen, die an der Leistung interessiert sein werden, und die Wahl der Zeitung. Die Kostenschätzung gründet auf der Hypothese, dass etwa 30 % der Begünstigten ein Abonnement beantragen werden. Das wären also gestützt auf das weiter oben präsentierte Bevölkerungsszenario etwa 1250 Personen pro Jahr. Angesichts der Medienaktivität der jungen Erwachsenen, ist dies grundsätzlich eine hohe Zahl. Ferner ist zu berücksichtigen, dass die Zeitung La Liberté in Partnerschaft mit der Freiburger Kantonalbank den Jugendlichen in Ausbildung (Hochschulen, Universität, Freiburger Gymnasien, interkantonales Gymnasium der Broye, Fachmittelschule Freiburg, berufliche Vollzeitschulen und Berufsfachschulen) bereits ein Vorzugsabonnement für ihre Inhalte bietet. Dies entspricht einem grossen Teil der möglichen Begünstigten der Massnahme.

Was die Wahl der Titel betrifft, wurde ein Verteilschlüssel gestützt auf die Gesamtauflage der jeweiligen Titel im Jahr 2021 (Normalausgaben) im Vergleich zur Summe aller Zeitungsauflagen gemacht. Gestützt darauf wurde der Marktanteil der einzelnen Titel wie folgt berechnet:

Medien	Gesamtauflage (2021)	%
La Liberté	37 153	43,1%
La Gruyère	13 016	15,1%
Le Messenger	8 479	9,8%
La Broye	2 839	3,3%
Le Républicain	2 850	3,3%
Freiburger Nachrichten	16 242	18,8%
Der Murtenbieter	4 108	4,8%
Anzeiger von Kerzers	1 514	1,8%
Total	86 201	100,0%

Das bedeutet konkret, dass von insgesamt 1250 Abonnements, die der Staat finanzieren würde, 539 auf die Zeitung La Liberté, 235 auf die Freiburger Nachrichten, 189 auf La Gruyère, 123 auf Le Messenger usw. entfallen würden.

Dem ist jedoch anzufügen, dass diese Schätzung auf der Annahme beruht, dass die jungen Erwachsenen proportional die gleichen Medien konsumieren, wie die Freiburger Bevölkerung, die die Printversion abonniert hat. Die Personen, die die verschiedenen Zeitungen im Papierformat lesen, können aber nicht mit den jungen Erwachsenen verglichen werden, die das Zielpublikum der Leistung darstellen. Die aktuelle Aufteilung der Leserschaft auf die verschiedenen Anbieter basiert ausserdem auf dem Entscheid der Freiburger Bevölkerung für ein Bezahlabonnement. Da das vorliegende Angebot gratis ist, entfallen finanzielle Überlegungen als Entscheidungsfaktor. Es ist also wahrscheinlich, dass die vom Staat finanzierten Abonnemente sich anders auf die Titel verteilen als dargelegt.

Die Berechnung der finanziellen Auswirkung der Massnahme basiert auf dem Preis des digitalen Abonnements ohne E-Paper, sofern dieses Angebot existiert. Der Preis für das E-Paper wurde verwendet bei den Titeln, die kein anderes Digitalangebot führen, das heisst kein Abonnement für Bezahlartikel auf der Website und der App. Bei Titeln, die über kein digitales Abonnement verfügen, wurde der Preis für die gedruckte Zeitung berücksichtigt.

Die finanziellen Auswirkungen der Massnahme fallen demnach wie folgt aus:

Art	Jährliche Kosten	Gesamtkosten für 5 Jahre
Abonnemente	175 000	
		875 000
Bewertung		30 000
Total		905 000

Das Online-Antragsformular kann mit den bestehenden Ressourcen aufgestellt werden. Folglich ist diesbezüglich keine finanzielle Auswirkung vorgesehen. Um bestimmte Aufgaben in Verbindung mit der Bewertung der Leistung, etwa für die Umfrage, auszulagern, ist ein spezifisches Budget vorgesehen.

6.2 Personelle Auswirkungen

Spezifische personelle Ressourcen sind nötig, um die Aufgaben im Zusammenhang mit den Kontrollen und der Rechnungstellung zu erledigen. Diese Arbeit sollte sich jedoch auf einige Stunden pro Monat beschränken und sollte vom bestehenden Personal übernommen werden können. Weitere Ressourcen werden nötig sein, um die Bewertung vorzunehmen und den Bericht zuhanden des Grossen Rats zu verfassen.

7 Auswirkungen auf die Aufgabenteilung zwischen dem Kanton und den Gemeinden

—

Der Gesetzesentwurf schafft eine neue Aufgabe für die Gemeinden, die den Auftrag haben, einmal im Jahr die Jugendlichen, die die Volljährigkeit erreichen, über die Massnahme zu informieren. Es werden keine Aufgaben verändert.

8 Auswirkungen auf die nachhaltige Entwicklung

—

Die Auswirkungen des Gesetzesentwurfs auf die nachhaltige Entwicklung wurden mit dem Kompass 21 bewertet. Die Analyse hat ergeben, dass die Finanzierung eines Abonnements einer Regionalzeitung für junge Erwachsene eine positive Wirkung auf die nachhaltige Entwicklung hat, da die Massnahme den Erwerb von Kenntnissen durch die Begünstigten und ihre aktive Beteiligung am demokratischen Leben fördert. Die Massnahme kann die jungen

Erwachsenen dank einem besseren Verständnis der gesellschaftlichen Herausforderungen auch dazu animieren, sich für die Gemeinschaft zu engagieren. Ein weiterer positiver Aspekt ist, dass grundsätzlich nur Abonnemente für die digitalen Inhalte und nicht für die Printversion finanziert werden.

9 Übereinstimmung mit dem Bundesrecht und Europaverträglichkeit

—

Der Gesetzesentwurf ist mit dem übergeordneten Recht vereinbar, das heisst mit dem Europarecht, dem Bundesrecht und der Kantonsverfassung.

Annexe

GRAND CONSEIL

2022-DEEF-68

Projet de loi :

Loi sur l'accès des jeunes aux médias (Mise en œuvre de la motion 2022-GC-60)

Proposition de la commission ad hoc CAH-2023-032

Présidence : Bortoluzzi Flavio

Membres : Tschümperlin Dominic, Berset Christel, Bürgisser Nicolas, Clément Bruno, Clément Christian, Galley Nicolas, Menétrey Lucie, Michellod Savio, Repond Brice, Rey Benoît.

Entrée en matière

La commission propose au Grand Conseil tacitement d'entrer en matière sur ce projet de loi.

Propositions acceptées (projet bis)

La commission propose au Grand Conseil de modifier ce projet de loi comme suit :

Art. 7 al. 1

¹ L'Etat promet la mesure par le biais de ses moyens de communication usuels et des écoles concernées.

Art. 10 al. 1

¹ La validité de ~~La~~ présente loi ~~expire~~ doit être confirmée cinq ans après son entrée en vigueur.

Partie IV

La présente loi entre en vigueur avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2024 et ~~elle expire le 31 décembre 2028~~ fera l'objet d'une réévaluation cinq ans après son entrée en vigueur.

Anhang

GROSSER RAT

2022-DEEF-68

Gesetzesentwurf:

Gesetz über den Zugang der jungen Erwachsenen zu den Medien (Umsetzung der Motion 2022-GC-60)

Antrag der Ad-hoc-Kommission AHK-2023-032

Präsidium: Bortoluzzi Flavio

Mitglieder: Tschümperlin Dominic, Berset Christel, Bürgisser Nicolas, Clément Bruno, Clément Christian, Galley Nicolas, Menétrey Lucie, Michellod Savio, Repond Brice, Rey Benoît.

Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen Gesetzesentwurf einzutreten.

Angenommene Anträge (projet bis)

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat, diesen Gesetzesentwurf wie folgt zu ändern:

Art. 7 Abs. 1

¹ Der Staat nutzt seine üblichen Kommunikationskanäle und die betreffenden Schulen, um über die Massnahme zu informieren.

Art. 10 Abs. 1

¹ ~~Die Gültigkeit~~ ~~Dieses Gesetzes ist auf~~ muss fünf Jahre ab nach Inkrafttreten befristet bestätigt werden.

Teil IV

¹ Es wird rückwirkend auf den 1. Januar 2024 in Kraft gesetzt und ~~gilt bis am 31. Dezember 2028~~ wird fünf Jahre nach Inkrafttreten neu evaluiert.

Vote final

Par 10 voix contre 1 et 0 abstention, la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de loi tel qu'il sort de ses délibérations (projet bis).

Catégorisation du débat

La Commission propose au Bureau que l'objet soit traité par le Grand Conseil selon la catégorie I (débat libre).

Propositions refusées

Les propositions suivantes ont été rejetées par la commission :

Amendements

Art. 2 al. 3

BIFFER

³ ~~Si le média ne propose pas d'abonnement répondant à aux conditions décrites à l'alinéa 2, un abonnement au papier électronique (e-paper) ou à la version imprimée peut être accordé.~~

Art. 8 al. 1

¹ ~~Trois~~ Deux ans après l'entrée en vigueur de la présente loi, la Direction procède à l'évaluation de l'opportunité et de l'efficacité de la mesure.

Art. 10 al. 1

¹ La présente loi expire ~~enq~~ trois ans après son entrée en vigueur.

Partie IV

La présente loi entre en vigueur avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2024 et elle expire le 31 décembre ~~2028~~ 2026.

Schlussabstimmung

Mit 10 zu 1 Stimmen bei 0 Enthaltung beantragt die Kommission dem Grossen Rat, diesen Gesetzesentwurf in der Fassung, die aus ihren Beratungen hervorgegangen ist (Projet bis), anzunehmen.

Kategorie der Behandlung

Die Kommission beantragt dem Büro, dass dieser Gegenstand vom Grossen Rat nach der Kategorie I (freie Debatte) behandelt wird.

Abgelehnte Anträge

Folgende Anträge wurden von der Kommission verworfen :

Änderungsanträge

Art. 2 Abs. 3

STREICHEN

³ ~~Falls der Titel kein Abonnement bietet, das die Bedingungen nach Absatz 2 erfüllt, kann ein Abonnement für die E-Paper- oder Printversion gewährt werden.~~

Art. 8 Abs. 1

¹ ~~Drei~~ Zwei Jahre nach Inkrafttreten dieses Gesetzes beurteilt die Direktion die Eignung und die Effizienz der Massnahme.

Art. 10 Abs. 1

¹ Dieses Gesetz ist auf ~~fünf~~ drei Jahre ab Inkrafttreten befristet.

Teil IV

Es wird rückwirkend auf den 1. Januar 2024 in Kraft gesetzt und gilt bis am 31. Dezember ~~2028~~ 2026.

Résultats des votes

Les propositions suivantes ont été mises aux voix :

Première lecture

La proposition initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition A1, est acceptée par 7 voix contre 4 et 0 abstention.

**CE
A1**

La proposition A2, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 7 voix contre 4 et 0 abstention.

**A2
CE**

La proposition initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition A3, est acceptée par 7 voix contre 4 et 0 abstention.

**CE
A3**

La proposition A5, opposée à la proposition A4, est acceptée par 7 voix contre 4 et 0 abstention.

**A5
A4**

La proposition A5, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 9 voix contre 2 et 0 abstention.

**A5
CE**

La proposition initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition A6, est acceptée par 7 voix contre 4 et 0 abstention.

**CE
A6**

La proposition A7, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstention (décision tacite).

**A7
CE**

Abstimmungsergebnisse

Die Kommission hat über folgende Anträge abgestimmt:

Erste Lesung

Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag A1 mit 7 zu 4 Stimmen bei 0 Enthaltung.

Antrag A2 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 7 zu 4 Stimmen bei 0 Enthaltung.

Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag A3 mit 7 zu 4 Stimmen bei 0 Enthaltung.

Antrag A5 obsiegt gegen Antrag A4 mit 7 zu 4 Stimmen bei 0 Enthaltung.

Antrag A5 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 9 zu 2 Stimmen bei 0 Enthaltung.

Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag A6 mit 7 zu 4 Stimmen bei 0 Enthaltung.

Antrag A7 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltung (stillschweigend).

Le 15 janvier 2024

Den 15. Januar 2024

Décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement pour la nouvelle politique régionale pour la période 2024-2027

du ...

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: –

Modifié(s): –

Abrogé(s): –

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu l'article 25a al. 3 de la loi du 3 octobre 1996 sur la promotion économique (LPEc);

Vu la convention-programme entre la Confédération suisse et l'Etat de Fribourg;

Vu le message 2023-DEEF-42 du Conseil d'Etat du 12 décembre 2023;

Sur la proposition de cette autorité,

Décète:

I.

Art. 1

¹ Le programme d'allocation des contributions financières en faveur de la politique d'innovation régionale s'élève à 9'386'000 francs pour la période 2024-2027.

² Un crédit d'engagement de 9'386'000 francs est octroyé pour la période 2024-2027 en vue du financement des contributions financières prévues par l'article 25a LPEc.

³ Sur la totalité des contributions financières prévues, 2'000'000 francs au moins sont affectés à l'octroi de prêts remboursables.

Art. 2

¹ Les contributions financières sont accordées selon les conditions prescrites par la loi sur la promotion économique.

² Les montants nécessaires sont portés aux budgets des années 2024 à 2027 de la Promotion économique.

Art. 3

¹ Le Conseil d'Etat peut prolonger d'une année la période d'utilisation du crédit d'engagement.

II.

Aucune modification d'actes dans cette partie.

III.

Aucune abrogation d'actes dans cette partie.

IV.

Le présent décret n'est pas soumis au referendum.

Il entre en vigueur dès sa promulgation.

Dekret über einen Verpflichtungskredit für die Neue Regionalpolitik für die Jahre 2024-2027

vom ...

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: –

Geändert: –

Aufgehoben: –

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf Artikel 25a Abs. 3 des Gesetzes vom 3. Oktober 1996 über die Wirtschaftsförderung (WFG);

gestützt auf die Programmvereinbarung zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und dem Kanton Freiburg;

nach Einsicht in die Botschaft 2023-DEEF-42 des Staatsrats vom 12. Dezember 2023;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

I.

Art. 1

¹ Die finanziellen Beiträge, die für den Zeitraum 2024-2027 zugunsten der regionalen Innovationspolitik bereitgestellt werden, belaufen sich auf 9'386'000 Franken.

² Zur Finanzierung der finanziellen Beiträge nach Artikel 25a WFG wird für die Jahre 2024-2027 ein Verpflichtungskredit von 9'386'000 Franken gewährt.

³ Von den gesamten finanziellen Beiträgen werden mindestens 2'000'000 Franken für die Gewährung rückzahlbarer Darlehen eingesetzt.

Art. 2

¹ Die finanziellen Beiträge werden gemäss den Bedingungen im Gesetz über die Wirtschaftsförderung gewährt.

² Die nötigen Mittel werden in die Voranschläge der Jahre 2024 bis 2027 der Wirtschaftsförderung aufgenommen.

Art. 3

¹ Der Staatsrat kann die Frist für die Nutzung des Verpflichtungskredits um ein Jahr verlängern.

II.

Keine Änderung von Erlassen in diesem Abschnitt.

III.

Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.

IV.

Dieses Dekret untersteht nicht dem Referendum.

Es tritt mit der Promulgierung in Kraft.



Message 2023-DEEF-42

12 décembre 2023

Projet de décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement pour la nouvelle politique régionale pour la période 2024-2027

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de décret relatif au crédit d'engagement NPR pour la période 2024–2027, tel que prévu par l'article 25a de la loi sur la promotion économique [LPEc ; RSF 900.1].

Table des matières

1	Introduction et cadre général	3
2	Programme NPR pluriannuel 2024-2031 de la Confédération	3
2.1	Le Conseil fédéral veut renforcer la compétitivité et promouvoir l'innovation des PME et des régions	3
2.2	La Nouvelle Politique Régionale	4
2.2.1	Le Programme de mise en œuvre cantonal	4
3	Enseignements de la période 2020-2023	5
3.1	Utilisation globale du crédit d'engagement	5
3.2	Analyse critique de la période 2020-2023	6
3.3	Points d'améliorations pour la période 2024-2027	7
4	Programme de mise en œuvre (PMO) 2024-2027	7
4.1	Le PMO 2024-2027 en un clin d'œil	8
4.2	Financement de projets d'innovation	8
4.2.1	Projets touristiques innovants	8
4.2.2	Les projets industriels	9
4.2.3	Les projets transfrontaliers	9
4.2.4	Loi sur l'innovation	9
4.3	Organismes de soutien cantonaux	10
4.4	Les organismes de soutien intercantonaux	10
4.5	Périmètre d'application	11
4.6	Eligibilité des projets	11
5	Engagement financier de l'Etat	11

5.1	Comparaison 2020-2023 / 2024-2027	11
5.2	Aperçu global	12
5.3	Stratégie cantonale : engagement financier du PMO 2024 -2027	12
5.4	Financement de l'engagement cantonal pour le PMO 2024-2027	12
6	Conclusion	13

1 Introduction et cadre général

Selon l'article 25 de la loi sur la promotion économique (LPEc), le total des contributions financières prévues par la législation fédérale sur la politique régionale, dévolue à la Direction de l'économie, de l'emploi et de la formation professionnelle, doit être arrêté par voie de décret pour une période maximale de cinq ans.

Le canton de Fribourg a présenté à la Confédération son programme cantonal pluriannuel de mise en œuvre pour la période 2024-2027. Il convient dès lors de faire coïncider la durée du crédit d'engagement prévu par la LPEc à une période identique, à savoir les années 2024-2027, tout en autorisant le Conseil d'Etat à prolonger d'une année la période d'utilisation du crédit d'engagement.

La loi fédérale sur la politique régionale (RS 901.0) est entrée en vigueur le 1er janvier 2008. Le programme pluriannuel de la Confédération (PPA3) de la Nouvelle Politique Régionale (NPR) s'étend sur 8 ans de 2024 à 2031.

L'objet du présent décret est de doter la première phase (2024-2027) des moyens nécessaires à sa mise en œuvre, à savoir d'un nouveau programme pluriannuel cantonal et d'un crédit d'engagement correspondant.

2 Programme NPR pluriannuel 2024-2031 de la Confédération

La Suisse est l'un des pays les plus compétitifs du monde et ses petites et moyennes entreprises (PME) doivent, au vu de la forte concurrence économique, continuer à investir dans l'innovation pour garder cet avantage concurrentiel. La NPR est, à cet égard, un des instruments essentiels qui permet de faire face aux changements toujours plus rapides des structures économiques et des exigences d'une économie globalisée. Ce programme contribue à promouvoir le transfert de connaissances, la qualification de la main d'œuvre régionale et le soutien à l'innovation pour les PME et les acteurs touristiques en général. La digitalisation et le développement durable deviennent des éléments essentiels qui accompagnent non seulement les changements structurels d'une économie globalisée mais qui permettent une résilience majeure face aux crises.

2.1 Le Conseil fédéral veut renforcer la compétitivité et promouvoir l'innovation des PME et des régions

Dans son message¹ sur la promotion économique, le Conseil fédéral souhaite encore accentuer les efforts en faveur des PME et des régions du pays, et valoriser les thématiques du développement durable et de la numérisation. En approuvant le message sur la promotion économique pour les années 2024 à 2027 avec un crédit de 217,3 millions, le parlement fédéral a validé les bases stratégiques de la promotion économique de la Confédération avec ses cinq objectifs principaux :

- > Améliorer les conditions-cadre des PME ;
- > Renforcer les régions ;
- > Contribuer au développement durable ;
- > Saisir les opportunités du numérique ;
- > Renforcer l'attrait de la place économique et touristique suisse.

¹ Message sur la promotion économique pour les années 2024 à 2027 du 25 janvier 2023

2.2 La Nouvelle Politique Régionale

La NPR soutient le développement économique des régions de montagne, des espaces ruraux et des régions frontalières. La Confédération et les cantons financent, avec le concours d'acteurs du secteur privé et d'autres tiers, des projets concrets, des activités de réseautage et des prestations de coaching visant à améliorer la compétitivité et l'innovation de ces régions et à stimuler ainsi la création de valeur. La NPR promeut l'exploitation économique des potentiels endogènes dans les régions cibles en s'appuyant sur les objectifs concrets des programmes régionaux². Le canton de Fribourg entame ainsi, avec ce nouveau programme, sa cinquième période quadriennale depuis 2008 avec un bagage d'expérience lui permettant une valorisation de cette Politique fédérale en faveur des régions de manière toujours plus efficace.

En 2024, les domaines d'encouragement prioritaires actuels, à savoir l'industrie et le tourisme, vont être poursuivis. Une attention toute particulière sera donnée aux thèmes transversaux, à savoir, au-delà de la numérisation, le développement durable et l'économie locale - qui complète le principe de « base d'exportation » de la NPR. Concernant la politique du tourisme, les priorités thématiques porteront sur le développement de la promotion des investissements, le développement durable ainsi que la transformation numérique du secteur touristique.

2.2.1 Le Programme de mise en œuvre cantonal

Le Programme de mise en œuvre (PMO) cantonal constitue le document de référence pour la concrétisation de la NPR et la base contractuelle pour la convention conclue entre la Confédération et le canton de Fribourg concernant l'allocation des moyens fédéraux. Le principal axe de la NPR est l'encouragement de projets impliquant plusieurs partenaires dans le cadre des priorités thématiques que sont le tourisme et l'industrie. Ceci s'effectue au moyen des instruments suivants :

- > Les projets NPR ordinaires encadrés par les cantons ;
- > Les systèmes régionaux d'innovation (RIS) ;
- > Les programmes transfrontaliers avec des régions limitrophes (Interreg) ;
- > Les programmes spéciaux, à l'instar des mesures pilotes pour les régions de montagne en 2020-2023.

Le PMO 2024-2027 s'intègre de manière coordonnée avec les différentes stratégies mises en place ces dernières années (de développement économique, d'accompagnement de start-up, agroalimentaire, de développement durable, de développement du tourisme fribourgeois, Plan Climat, etc.). L'appui de la NPR renforce ces dernières et, inversement, ces dernières supportent les efforts d'une politique de développement et d'innovation en faveur d'un territoire compétitif et orienté vers une meilleure rentabilité de ses entreprises.

Pour la période 2024-2027, trois changements notables en lien avec la NPR ont été entérinés au niveau du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO). Le développement durable et l'économie locale deviennent des thèmes transversaux, au même titre que la numérisation, déjà présente dans le programme précédent. Le troisième changement concerne les projets de petites infrastructures, qui bénéficieront de critères assouplis issu des enseignements tirés des mesures pilotes pour les régions de montagnes (PMO 2020-2023).

A noter que les objectifs centraux de la NPR ne sont pas modifiés par son positionnement en tant qu'instrument pour un développement régional durable. Pour que la NPR puisse investir dans un projet, il faudra démontrer un impact économique régional pertinent.

En ligne avec les défis du programme gouvernemental du canton de Fribourg de la période 2021-2026, la stratégie du programme cantonal de mise en œuvre de la NPR 2024-2027 s'appuie sur une volonté de valorisation d'activités économiques et touristiques qui renforcent la compétitivité des différents acteurs à travers l'innovation, qui développent l'emploi à travers des places de travail attrayantes et qui intègrent les nouvelles tendances industrielles (bioéconomie, digitalisation) et sociétales (développement durable, économie de proximité).

² Message sur la promotion économique pour les années 2024–2027, paragraphe 4.2.1

3 Enseignements de la période 2020-2023

3.1 Utilisation globale du crédit d'engagement

Malgré la crise sanitaire qui a durement frappé les priorités thématiques dans lesquelles la NPR est active dans le canton (industrie et tourisme) en 2020-2021 puis la crise énergétique en 2022, le spectre des porteurs de projets a continué à s'agrandir et le nombre de projets soutenus est en augmentation par rapport à la période précédente (76 en 2020-2023 contre 61 en 2016-2019).

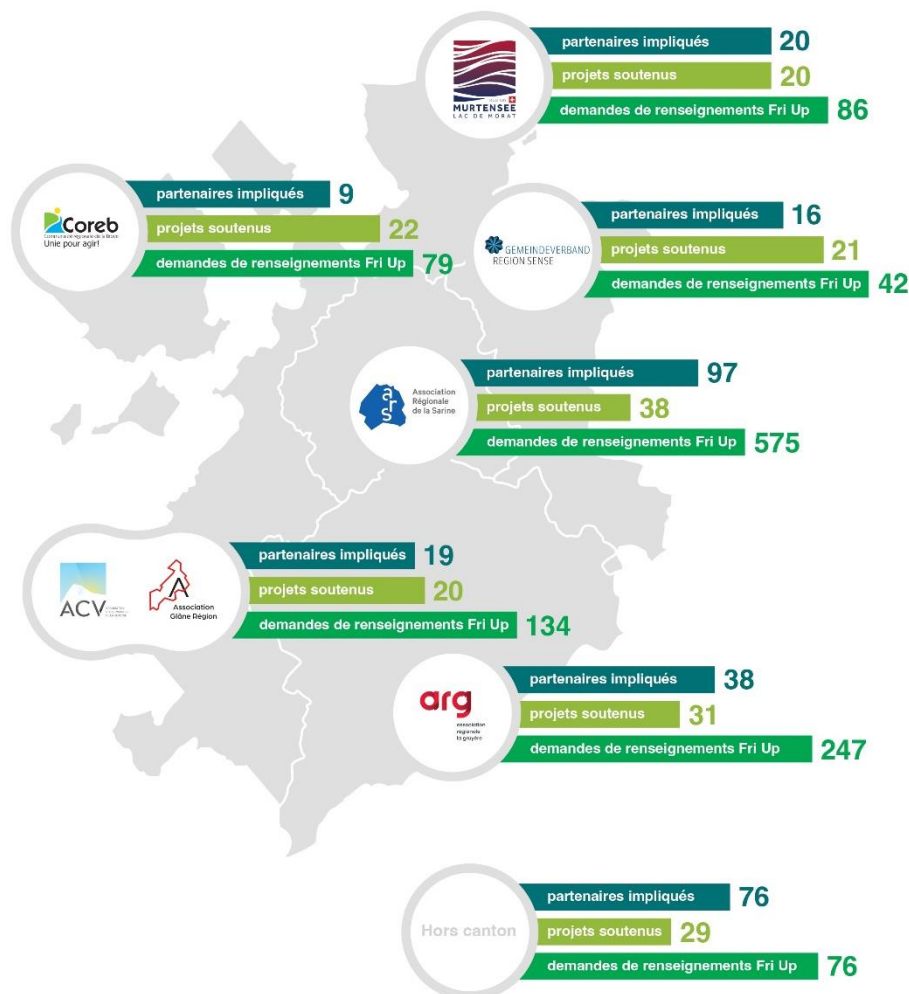
Les organismes de soutien (clusters, Fri Up, Innoreg-FR et INNOSQUARE) qui sont les principaux répondants sur le terrain, ont joué et continueront à jouer un rôle essentiel dans la mise en place de la NPR dans le canton. L'intégration de ces infrastructures dans l'écosystème fribourgeois appuie, de manière toujours plus efficace et coordonnée, les différentes stratégies cantonales.

Les budgets prévus ont été quasiment complètement engagés, ce qui d'une part démontre l'exactitude prévisionnelle cantonale dans la demande des moyens financiers mis à disposition et, d'autre part, que la NPR est fortement ancrée dans le paysage économique du canton avec toujours plus de porteurs de projet divers intéressés à se lancer dans des projets d'innovations. Au total, ce ne sont pas moins de 74 projets qui ont bénéficié d'un soutien à fonds perdu (AFP) pour un total de 13,06 millions de francs et 2 projets sous la forme d'un prêt pour un total de 600 000 francs.

Utilisation des AFP	FINANCEMENT			
	Total Budget NPR	Montants engagés	Montants engagés	Nombre de projets
	CHF	CHF	%	
Stratégie cantonale	10 590 000	10 280 741	97	68
Stratégie intercantonale	1 992 000	1 992 000	100	1
Stratégie transfrontalière	800 000	790 000	100	7
Total général	13 382 000	13 062 741	98	76

Plus de 270 acteurs différents ont été impliqués dans un projet NPR de manière directe ou indirecte depuis 2020 (72 % du canton de Fribourg). L'illustration ci-dessous permet de démontrer l'impact de la NPR sur toutes les régions en prenant en compte les nombres de partenaires impliqués dans les projets soutenus, le nombre de projets ayant un impact sur la région concernée ainsi que le nombre de demandes de renseignements auprès de Fri Up par région. Etant donné que des partenaires de plusieurs régions différentes peuvent être impliqués dans un même projet, une analyse des retombées économiques par région n'est pas envisageable.

Répartition des partenaires



3.2 Analyse critique de la période 2020-2023

Malgré les crises sanitaires et énergétiques ayant perturbé la période 2020-2023, le nombre de projets soutenus par la NPR dans le canton de Fribourg a augmenté. Les organismes de soutien tels que Innoreg-FR et INNOSQUARE sont devenus des acteurs clés dans l'écosystème fribourgeois, soutenant efficacement les porteurs de projets. Cependant, les demandes de prêts pour les projets touristiques restent en deçà des espérances, mais leur attractivité devrait croître à l'avenir, notamment avec l'augmentation des taux d'intérêts bancaires. Les mesures pilotes pour les régions de montagne ont élargi la gamme de projets éligibles, en mettant notamment l'accent sur les petites infrastructures avec des soutiens à fonds perdus. L'analyse de l'impact économique de la NPR reste délicate en raison de deux facteurs : les retours économiques sont différés dans le temps et souvent indirects.

Au niveau des organismes de soutien, Fri Up a joué un rôle essentiel dans le soutien aux start-up du canton, avec une augmentation significative des demandes de conseils et des levées de fonds malgré la conjoncture économique. La réorientation de la plateforme INNOSQUARE a été bénéfique puisque depuis janvier 2020, plus de 190 idées de projets collaboratifs ont été discutées dont 23 ont abouties à des projets collaboratifs financés par la NPR. Ce sont ainsi 139 entreprises et 10 partenaires académiques qui ont été impliqués dans des projets collaboratifs. Du côté

d’Innoreg-FR, les objectifs en termes de soutien aux porteurs de projet pour l’entier de la période ont été remplis : plus de 210 idées de projets sont arrivées dont 41 ont bénéficiés d’un soutien NPR.

Les trois clusters thématiques (Building Innovation Cluster, Cluster Food & Nutrition, Swiss Plastics Cluster) ont également enregistré des succès, en augmentant leur nombre de membres et en favorisant l’innovation et la collaboration au sein de leurs secteurs respectifs.

3.3 Points d’améliorations pour la période 2024-2027

Dans le cadre de la période NPR 2024-2027, la collaboration entre les divers organismes de soutien sera un élément central afin d’atteindre les objectifs donnés. Les principaux points d’améliorations pour la prochaine période sont :

- > Renforcement de l’impact des projets collaboratifs : l’accent sera mis sur le soutien à l’innovation après la clôture des projets collaboratifs, avec l’objectif d’augmenter leurs impacts. Cela nécessite une coordination entre les différents acteurs impliqués.
- > Complexité des projets touristiques ayant un impact sur l’environnement : une attention particulière sera portée aux projets touristiques nécessitant des infrastructures hors zones ou ayant un impact sur l’aménagement du territoire. Le développement d’un tourisme 4-saisons, notamment dans les Préalpes ainsi que les projets liés à la mobilité douce – VTT – sont particulièrement touchés par cette notion. Une coordination avec les diverses parties prenantes et les services d’Etat concernés sera nécessaire dans les phases de planification de ces différents projets.
- > Évolution des organismes de soutien : chaque organisme de soutien, comme Fri Up, INNOSQUARE, et Innoreg-FR, se concentre sur des domaines spécifiques tout en cherchant à renforcer la collaboration avec d’autres structures de soutien. Par exemple, Fri Up souhaite intervenir davantage dans la validation de marché, tandis qu’INNOSQUARE vise à digitaliser ses processus de services et à intensifier le soutien à l’innovation en réseau.
- > Focus sur la durabilité et la transformation numérique : le Swiss Plastics Cluster (SPC) mettra l’accent sur la durabilité et la transformation numérique des industries, en renforçant les liens avec d’autres clusters et entités de soutien. Le Cluster Food & Nutrition (CFN) cherchera à initier davantage de projets collaboratifs multidisciplinaires dans le secteur agroalimentaire. Enfin, le Building Innovation Cluster (BIC) se concentrera sur l’intégration de l’approche du développement durable dans les structures économiques du secteur de la construction, en anticipant les innovations futures. La collaboration entre ces clusters et d’autres acteurs sera essentielle pour atteindre ces objectifs.

Au vu des éléments présentés, on peut en conclure que la mise en œuvre de la NPR dans le canton de Fribourg a atteint sa vitesse de croisière durant cette période. L’apport des organismes de soutien comme INNOSQUARE et Innoreg-FR sont des piliers essentiels dans la mise en œuvre du programme puisqu’ils permettent d’identifier les publics-cibles, de soutenir les porteurs de projets potentiels et d’assurer le suivi des projets soutenus. Les collaborations entre les acteurs académiques et les entreprises sont un point fort de la NPR dans le canton de Fribourg et le maintien de cette culture de collaboration intersectorielle sera à nouveau un pilier de la priorité thématique Industrie et Services pour la prochaine période. Durant ce PMO, une attention particulière a été portée sur la gouvernance des projets, qui est un élément essentiel dans la réussite des projets par la suite. Pour la prochaine période, des réflexions sur le renforcement des synergies entre les diverses entités de soutien seront nécessaires afin de maintenir, voire de développer, l’attractivité de la NPR pour les porteurs de projet potentiels.

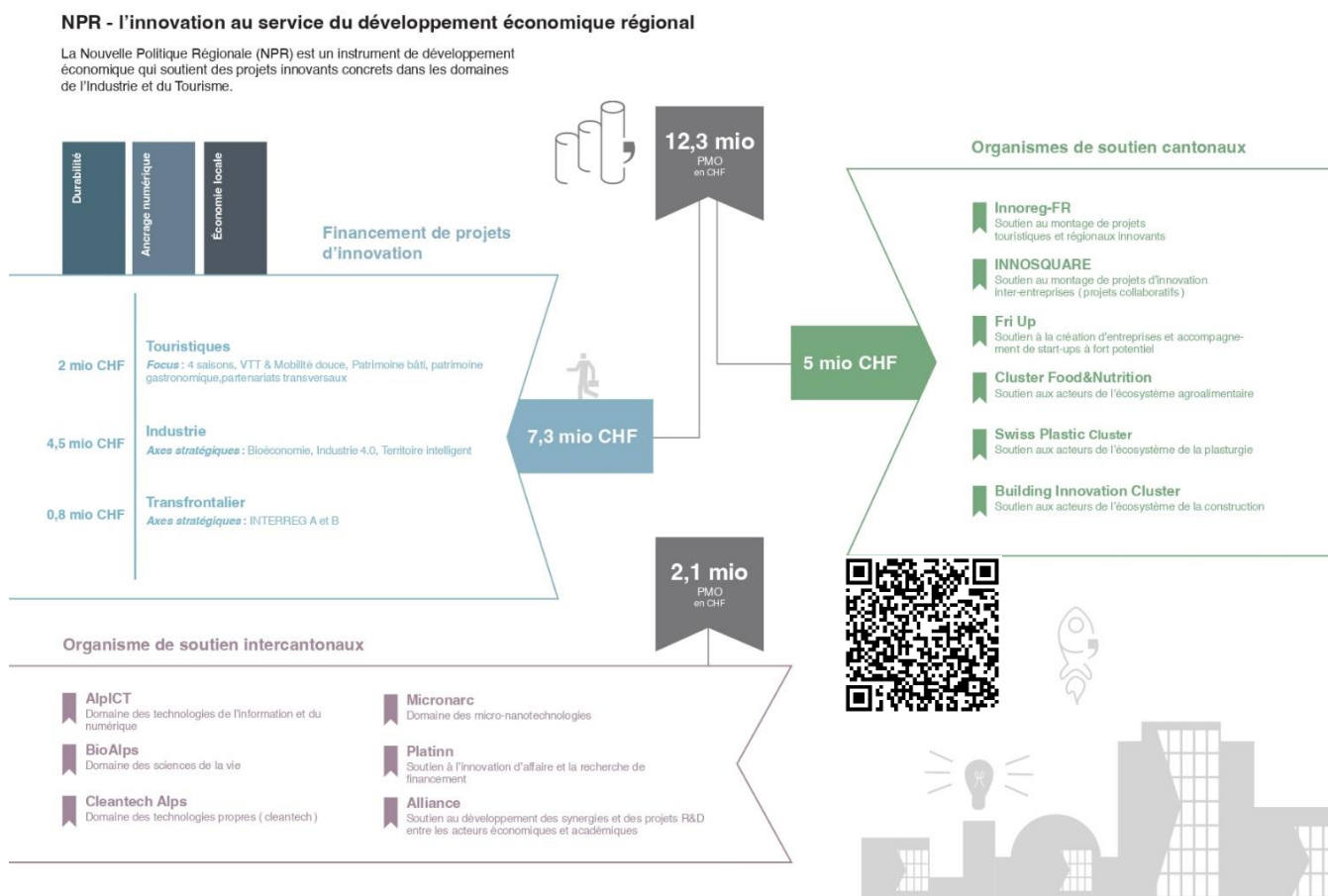
4 Programme de mise en œuvre (PMO) 2024-2027

L’objectif du PMO 2024-2027 est de continuer à soutenir la stratégie d’innovation du canton de Fribourg. Cette stratégie implique notamment de consolider et de valoriser le capital territorial cantonal, ainsi que de développer des synergies avec les cantons limitrophes, permettant une meilleure efficacité des instruments NPR. A terme, cette

stratégie vise à améliorer l'attractivité, à accroître la compétitivité et à augmenter le PIB par habitant du canton tout en favorisant une croissance qualitative et durable.

4.1 Le PMO 2024-2027 en un clin d'œil

L'écosystème NPR mis en place par le canton de Fribourg doit, selon les objectifs fixés par la Confédération, promouvoir l'innovation, augmenter la compétitivité des régions, maintenir et créer les places de travail et réduire les disparités régionales. Pour ce faire, différents dispositifs sont appuyés et doivent, de manière coordonnée, travailler main dans la main, pour atteindre ces objectifs communs. Les organes de soutien doivent, entre autres, accompagner sur le terrain les différents porteurs de projet (PME et organisme touristiques) pour développer des projets d'innovation concrets. Cet écosystème a fait ces preuves et permet au canton de Fribourg une utilisation efficace de cet outil d'impulsion économique.



4.2 Financement de projets d'innovation

4.2.1 Projets touristiques innovants

Afin d'aider les organisations touristiques et les prestataires touristiques, la priorité thématique touristique NPR cantonale 2024-2027 prévoit de soutenir le développement d'infrastructures touristiques et le développement de projets visant à valoriser les atouts du tourisme fribourgeois via des nouvelles offres. Dans ce contexte, la NPR contribuera à l'augmentation de la valeur ajoutée générée par le secteur touristique dans le canton, principalement dans les thématiques suivantes.

Cinq focus ont été identifiés pour cette nouvelle période :

- > Tourisme quatre saisons afin de mieux lisser les flux de visiteurs sur les périodes plus longues ;
- > VTT et mobilité douce qui doivent à l'avenir permettre de mieux positionner le canton de Fribourg ;
- > Patrimoine gastronomique afin de maintenir la position dominante du canton en matière de tourisme gourmand ;
- > Patrimoine bâti avec notamment la valorisation des patrimoines médiévaux et alpestres ;
- > Partenariats transversaux avec les autres domaines tels que le sport, la culture, les produits régionaux, etc.

Les projets touristiques et régionaux sont dans la grande majorité des cas accompagnés par Innoreg-FR pour la préparation de la demande NPR.

4.2.2 Les projets industriels

Les projets collaboratifs ont pour ambition de résoudre un défi de niveau pré-concurrentiel et innovant, exprimé par plusieurs entreprises, avec l'aide d'un organisme de recherche public au minimum. A la fin du projet, les résultats obtenus peuvent être utilisés par chaque entreprise afin de développer leur propre avantage concurrentiel. Les entreprises partenaires du projet peuvent aussi former une chaîne de valeur à même de produire un produit ou un service commun. Ils restent le moyen d'intervention le plus efficace du volet Industrie avec comme ambition renouvelée le renforcement du potentiel d'innovation et de compétitivité de l'industrie : le transfert de savoir et de technologie représente une composante essentielle de l'écosystème économique fribourgeois.

Pour ces projets, trois axes stratégiques ont été retenus. Il s'agit d'abord **de la bioéconomie (surtout la valorisation de la biomasse) et de l'industrie agroalimentaire** qui représentent un axe de développement important pour le canton de Fribourg qui veut devenir leader dans ce secteur. La poursuite d'une valorisation de ces axes a pour but de favoriser l'attractivité, les emplois, le dynamisme et de manière générale, la compétitivité de ces secteurs dans l'économie fribourgeoise.

Le deuxième axe est **l'Industrie 4.0**, portée par des technologies de pointe comme l'Internet des objets, l'intelligence artificielle, le big data, la fabrication avancée, l'automatisation et la robotisation ou encore l'impression 3D, elle bouleverse la manière de fonctionner des entreprises. Les acteurs économiques doivent opérer une transformation digitale et numérique leur permettant de garder l'avantage concurrentiel qui maintient notre tissu économique compétitif. La maîtrise de ces nouvelles technologies devient un enjeu essentiel pour les PME de notre pays et de notre canton.

Finalement les orientations du canton dans le domaine du **territoire intelligent (smart territory)** et ces nombreuses opportunités permettront de promouvoir l'innovation des entreprises afin de développer des produits et services. Une orientation « territoire intelligent » permet de fédérer les entreprises du canton dans des projets d'avenir, d'accompagner leur montée en compétences dans les technologies et activités les plus sophistiquées, de leur offrir des formations adaptées à leurs besoins. A noter que les projets collaboratifs sont accompagnés par INNOSQUARE avec le soutien des trois clusters selon la typologie de projet.

4.2.3 Les projets transfrontaliers

Les projets Interreg offrent aux régions la possibilité de se développer via des projets transfrontaliers concrets. L'UE, les pays limitrophes, les cantons, la Confédération et des privés financent la coopération dans de nombreux domaines. La coopération transfrontalière apporte une plus-value dans les projets par la possibilité d'élargir les partenariats au-delà de nos frontières nationales. Il s'agit de saisir des opportunités qui se présentent dans les domaines et objectifs du PMO cantonal. Les domaines visés sont le tourisme, la bioéconomie (par exemple avec la région du Grand Est), l'agroalimentaire et l'ancrage numérique en y associant des instituts académiques et des entreprises.







4.2.4 Loi sur l'innovation

La loi sur l'innovation, en gestation depuis quelques semaines, ne modifiera pas, dans ses grandes lignes, le volet concernant la Nouvelle Politique Régionale (NPR). En effet, comme écrit dans le chapitre 2.2, l'objectif principal restera celui d'améliorer la compétitivité des régions en stimulant la création de valeur. Concrètement cela se traduira, aussi dans cette nouvelle loi, par la stimulation de l'innovation (industrielle et touristique) à travers des aides

à des acteurs ciblés. L'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur l'innovation n'exercera pas une influence directe sur le programme NPR 2024-2027. En effet, la décision des montants à y allouer (cantonaux et fédéraux) sont décidés cette année pour le programme qui se terminera en 2027. En revanche, la nouvelle loi pourrait prévoir l'attribution de crédits d'engagements et d'orientations différents pour les années 2028-2031.

4.3 Organismes de soutien cantonaux

Les organismes de soutiens sont indispensables dans la stratégie d'innovation du canton de Fribourg. Preuve en est l'accompagnement de la quasi-totalité des projets avant la soumission par une ou plusieurs de ces structures. Chacune de ces entités répond à un besoin spécifique et s'intègre de manière coordonnée dans l'écosystème fribourgeois. La proximité du terrain de ces entités est aussi d'une grande importance pour communiquer auprès du public-cible. Toutes ces tâches, concentrées à un niveau suprarégional, permettent une meilleure répartition des soutiens dans les régions et garantissent un standard de qualité des projets similaires sur tout le territoire cantonal. Ce modèle, plébiscité par le SECO, permet enfin une meilleure allocation des ressources qui priorisent les missions en lien avec la NPR.

<p>INNOSQUARE Soutien au montage de projets d'innovation inter-entreprises (projets collaboratifs)</p> 	<p>FRI UP Soutien à la création d'entreprise et à l'accompagnement de start-up à fort potentiel</p> 	<p>INNOREG-FR Soutien au montage de projets touristiques et régionaux innovants</p> 
<p>BUILDING INNOVATION CLUSTER Soutien aux acteurs de l'écosystème de la construction</p> 	<p>CLUSTER FOOD & NUTRITION Soutien aux acteurs de l'écosystème de l'agroalimentaire</p> 	<p>SWISS PLASTIC CLUSTER Soutien aux acteurs de l'écosystème de la plasturgie</p> 

4.4 Les organismes de soutien intercantonaux

L'Association Réseau Innovation Suisse Occidentale (ARI-SO), est un réseau interactif couvrant la Suisse occidentale (FR, VD, VS, NE, GE, JU) et permettant aux PME et start-up de développer et de mener à bien des projets innovants. La collaboration des cantons de Suisse occidentale dans le RIS-SO permet à nos entreprises de bénéficier des prestations de **Platinn**, **d'Alliance** et des quatre plateformes sectorielles – **AlpICT**, **BioAlps**, **Cleantech Alps** et **Micronarc**. Le fonctionnement mis en place avec la PromFR comme antenne cantonale, qui conseille et oriente les entreprises (état au 31.12.2022 : 251 entreprises) vers le prestataire le plus apte à les aider dans leur projet d'innovation, a prouvé son efficacité

4.5 Périmètre d'application

La demande du canton de Fribourg d'intégrer les deux communes de Basse Singine, à savoir Bösinggen et Wünnewil-Flamatt, dans le périmètre de la NPR pour la période 2024-2027, conformément à l'article 1 al. 2 let. a de l'Ordonnance sur la politique régionale (OPR), a été acceptée par le SECO, comme c'était le cas pour la période 2020-2023.

4.6 Eligibilité des projets

L'évaluation de l'éligibilité des projets au titre de la NPR sera effectuée sur la base des critères déjà en vigueur pour la première phase de la politique régionale, comprenant notamment :

- > La dynamisation de la création de valeur à l'échelle régionale ;
- > L'amélioration de la capacité d'exportation au niveau régional ;
- > La contribution au maintien/à la création d'emplois ;
- > La viabilité à terme sans apports de fonds de la politique régionale ;
- > Le potentiel d'innovation pour la région ;
- > La contribution au développement durable ;
- > L'effet positif sur la mise en réseau des acteurs.

Il sied finalement de relever que l'évaluation de la contribution au développement durable des projets sera effectuée. Tout projet relevant de l'une des politiques sectorielles fera l'objet d'une demande de préavis auprès des services compétents de l'administration cantonale.

De manière systématique, il sera demandé dans la prochaine période d'incorporer dans l'exécution du projet (lorsque cela peut être considéré comme réaliste) les indicateurs permettant de quantifier l'impact économique du projet.

5 Engagement financier de l'Etat

5.1 Comparaison 2020-2023 / 2024-2027

Comparaison entre le budget 2020-2023 et le plan budgétaire 2024-2027 :

	Canton		Confédération		Total	
	AFP CHF	Prêts CHF	AFP CHF	Prêts CHF	AFP CHF	Prêts CHF
Total 2020-2023	7 386 000	3 600 000	5 996 000	2 000 000	13 382 000	5 600 000
Total 2024-2027	7 386 000	2 000 000	7 041 000	2 000 000	14 427 000	4 000 000
Différence	+0 %	-45 %	+17 %	0%	+8 %	-29 %

Les montants **cantonaux** à fonds perdu mis à disposition pour la période 2024-2027 restent identiques. Les montants pour les prêts, au vu de leur faible utilisation, ont été revus à la baisse. La Confédération augmente sa contribution à fonds perdu de 17 % en raison de la satisfaction de la mise en œuvre du PMO 2020-2023 et de la stratégie présentée dans le PMO 2024-2027.

5.2 Aperçu global

Le budget du PMO 2024-2027 est réparti de la manière suivante entre les **trois niveaux stratégiques** de la NPR :

STRATEGIE	FINANCEMENT			
	CANTON		CONFEDERATION	
	AFP CHF	Prêts CHF	AFP CHF	Prêts CHF
Stratégie cantonale	5 945 000	2 000 000	5 600 000	2 000 000
Stratégie intercantonale	1 041 000		1 041 000	
Stratégie transfrontalière	400 000		400 000	
Total général	7 386 000	2 000 000	7 041 000	2 000 000

Conformément à la convention-programme entre la Confédération et l'Etat de Fribourg concernant l'encouragement du programme cantonal de mise en œuvre de la politique régionale 2024-2027, la Confédération s'engage pour un montant global de 7 041 000 francs des aides à fonds perdu et des prêts remboursables à hauteur de deux millions de francs.

Il sied également de relever que seuls les fonds attribués à la stratégie cantonale sont versés au canton de Fribourg. Les aides octroyées aux deux autres stratégies sont versées par la Confédération directement aux cantons leaders, qui sont les partenaires contractuels de celle-ci pour les stratégies intercantonale et transfrontalière.

5.3 Stratégie cantonale : engagement financier du PMO 2024 -2027

Le tableau ci-dessous démontre de quelle manière les fonds cantonaux et fédéraux attribués à la **stratégie cantonale** du PMO 2024-2027 sont répartis entre les différents volets de cette stratégie.

VOLET	CHAMP D' ACTIONS	Canton AFP CHF	Confédération AFP CHF	Canton Prêts CHF	Confédération Prêts CHF
Financement de projets d'innovation	Projets collaboratifs industrie	1 500 000	1 500 000		
	Projets nouvelles thématiques + push innovation	755 000	755 000		
	Projets touristiques	1 000 000	1 000 000	2 000 000	2 000 000
	TOTAL	3 255 000	3 255 000	2 000 000	2 000 000
Organismes de soutien*	Fri Up	995 000	850 000		
	INNOSQUARE	310 000	310 000		
	Innoreg-FR	635 000	435 000		
	Clusters	750 000	750 000		
	TOTAL	2 690 000	2 345 000		
TOTAL		5 945 000	5 600 000	2 000 000	2 000 000

*Les organismes de soutien feront l'objet d'une demande de subvention NPR (avec Business Plan et objectifs à atteindre) qui sera traitée et préavisée par la Commission des mesures d'aide en matière de promotion économique (CAPE).

5.4 Financement de l'engagement cantonal pour le PMO 2024-2027

Conformément à l'article 16 al. 2 de la loi fédérale sur la politique régionale, les cantons sont tenus d'apporter à la réalisation de leurs programmes de mise en œuvre une contribution financière au minimum égale à celle de la Confédération. Les cantons sont libres d'engager des moyens financiers supplémentaires dans des domaines

stratégiques pour leur développement économique. Le canton de Fribourg utilise cette possibilité et prévoit d'allouer 5 % de plus que le minimum requis selon le droit fédéral.

Le total des engagements du canton pour la mise en œuvre du PMO 2024-2027 de la NPR s'élève donc à 9 386 000 francs, soit :

- > 7 386 000 francs pour des aides à fonds perdus ;
- > 2 000 000 de francs pour des prêts.

Il est prévu de financer ces montants de la manière suivante :

- > Par l'octroi d'un nouveau crédit d'engagement à hauteur de 9 386 000 francs permettant de couvrir les besoins financiers exprimés ci-dessus ;

6 Conclusion

Selon la loi fédérale sur la politique régionale et selon la législation cantonale, le présent projet de décret doit permettre d'obtenir les moyens suffisants pour l'application de la NPR pour la période 2024-2027.

Par conséquent, le programme d'allocation des contributions financières en faveur de la politique régionale pour la période 2024 à 2027 s'élève à 18 427 000 francs, dont 14 427 000 francs sous forme d'aides à fonds perdus et de 4 000 000 francs sous forme de prêts remboursables.

S'agissant d'une dépense brute et unique inférieure à la limite légale, puisque le montant à charge du canton s'élève à 9 386 000 francs, le projet devra faire l'objet du vote à la majorité des membres du Grand Conseil, selon le prescrit des articles 140 et 141 al.2 let. a de la loi du 6 septembre 2006 sur le Grand Conseil (LGC ; RSF 121.1).

Le décret, compte tenu du montant du crédit proposé, n'est pas soumis au référendum financier facultatif.

Le présent projet n'influence pas la répartition des tâches Etat-communes. Il ne soulève aucun problème sous l'angle de la conformité au droit de l'Union Européenne.

Le Conseil d'Etat propose au Grand Conseil d'adopter le présent projet de décret.



Botschaft 2023-DEEF-42

12. Dezember 2023

Dekretsentwurf über einen Verpflichtungskredit für die Neue Regionalpolitik für die Jahre 2024-2027

Wir unterbreiten Ihnen einen Dekretsentwurf über einen Verpflichtungskredit für die Jahre 2024–2027 nach Artikel 25a des Gesetzes über die Wirtschaftsförderung (WFG; SGF 900.1).

Inhalt

1	Einleitung und allgemeiner Rahmen	3
2	NRP-Mehrjahresprogramm 2024-2031 des Bundes	3
2.1	Der Bundesrat möchte die Wettbewerbsfähigkeit stärken und die Innovation der KMU und der Regionen fördern.	3
2.2	Neue Regionalpolitik	4
2.2.1	Das kantonale Umsetzungsprogramm	4
3	Erkenntnisse aus dem Zeitraum 2020-2023	5
3.1	Verwendung des Verpflichtungskredits	5
3.2	Kritische Analyse der Phase 2020-2023	6
3.3	Verbesserungsmöglichkeiten für den Zeitraum 2024-2027	7
4	Kantonales Umsetzungsprogramm (KUP) 2024-2027	8
4.1	Das KUP 2024-2027 im Überblick	8
4.2	Finanzierung von innovativen Projekten	9
4.2.1	Innovative Tourismusprojekte	9
4.2.2	Industrielle Projekte	9
4.2.3	Die grenzüberschreitenden Projekte	9
4.2.4	Innovationsgesetz	10
4.3	Kantonale Fördereinrichtungen	10
4.4	Die interkantonalen Fördereinrichtungen	11
4.5	Anwendungsbereich	11
4.6	Projektauswahl	11
5	Finanzielle Verpflichtung des Staats	11

5.1	Vergleich 2020-2023 / 2024-2027	11
5.2	Übersicht	12
5.3	Kantonale Strategie: für das KUP 2024-2027 bereitgestellte Mittel	12
5.4	Finanzierung der kantonalen Mittel für das KUP 2024-2027	13
6	Schluss	13

1 Einleitung und allgemeiner Rahmen

Gemäss Artikel 25 des Gesetzes über die Wirtschaftsförderung (WFG) muss der Gesamtwert der nach Bundesgesetzgebung über die Regionalpolitik vorgesehenen finanziellen Mittel, die der Volkswirtschafts- und Berufsbildungsdirektion übertragen werden, in einem Dekret für einen Zeitraum von höchstens fünf Jahren festgelegt werden.

Der Kanton Freiburg hat dem Bund sein mehrjähriges kantonales Umsetzungsprogramm für die Jahre 2024-2027 vorgelegt. Deshalb sollte sich der im WFG vorgesehene Verpflichtungskredit auf den gleichen Zeitraum beziehen, nämlich auf die Jahre 2024-2027, wobei der Staatsrat die Frist für die Nutzung des Verpflichtungskredits um ein Jahr verlängern kann.

Das Bundesgesetz über Regionalpolitik (SR 901.0) ist am 1. Januar 2008 in Kraft getreten. Das Mehrjahresprogramm des Bundes (MJP3) für die neue Regionalpolitik (NRP) erstreckt sich über acht Jahre, nämlich von 2024 bis 2031.

Mit dem vorliegenden Dekret soll die Umsetzung der ersten Phase (2024-2027) gewährleistet werden, indem ein neues kantonales Mehrjahresprogramm aufgestellt und ein entsprechender Verpflichtungskredit bereitgestellt werden.

2 NRP-Mehrjahresprogramm 2024-2031 des Bundes

Die Schweiz gehört zu den wettbewerbsfähigsten Ländern der Welt und ihre kleinen und mittleren Unternehmen (KMU) müssen angesichts der starken Konkurrenz auch in Zukunft in die Innovation investieren, um ihren Wettbewerbsvorteil zu behalten. Die NRP ist diesbezüglich eines der zentralen Instrumente, die es ermöglichen, auf die immer rascheren Veränderungen der Wirtschaftsstrukturen und Anforderungen einer globalisierten Wirtschaft zu reagieren. Das Mehrjahresprogramm trägt dazu bei, den Wissenstransfer zu fördern, die regionalen Arbeitskräfte auszubilden und die Innovation für die KMU und die touristischen Akteure allgemein zu unterstützen. Die Digitalisierung und die nachhaltige Entwicklung entwickeln sich zu zentralen Faktoren, die nicht nur die strukturellen Veränderungen einer globalisierten Wirtschaft begleiten, sondern auch das Wirtschaftsgefüge krisenresistenter machen.

2.1 Der Bundesrat möchte die Wettbewerbsfähigkeit stärken und die Innovation der KMU und der Regionen fördern.

In seiner Botschaft¹ über die Standortförderung will der Bundesrat die Anstrengungen zugunsten der KMU und der Regionen des Landes weiter steigern, indem die Themen «nachhaltige Entwicklung» und «Digitalisierung» aufgewertet werden. Mit seiner Genehmigung der Botschaft über die Standortförderung für die Jahre 2024 bis 2027 und dem damit verbundenen Kredit von 217,3 Millionen Franken hat das Bundesparlament die strategischen Grundlagen der Standortförderung des Bundes abgesegnet, die die folgenden fünf Hauptziele verfolgt:

- > Die Rahmenbedingungen für KMU verbessern.
- > Die Regionen stärken.
- > Zur Nachhaltigen Entwicklung beitragen.
- > Die Chancen der Digitalisierung nutzen.
- > Die Attraktivität des Wirtschafts- und Tourismusstandorts stärken.

¹ Botschaft über die Standortförderung für die Jahre 2024 bis 2027 vom 25. Januar 2023

2.2 Neue Regionalpolitik

Die NRP unterstützt Berggebiete, ländliche Räume und Grenzregionen in ihrer wirtschaftlichen Entwicklung. Bund und Kantone finanzieren gemeinsam mit privatwirtschaftlichen Akteurinnen und Akteuren sowie Dritten konkrete Projekte sowie Vernetzungs- und Coaching-Angebote, mit denen die Regionen wettbewerbsfähiger werden und ihre Wertschöpfung steigern können. Die NRP fördert in den Zielregionen die wirtschaftliche Nutzung endogener Potenziale auf Basis konkreter Programmziele.² Der Kanton Freiburg startet also mit diesem neuen Programm in seine vierte Vierjahresperiode seit 2008. Dank der in dieser Zeit gesammelten Erfahrung gelingt es ihm, die Bundespolitik zugunsten der Regionen immer effizienter zu nutzen.

Ab 2024 werden die aktuellen Förderschwerpunkte, nämlich die Industrie und der Tourismus fortgesetzt. Besondere Beachtung wird den Querschnittsthemen geschenkt, das heisst der Digitalisierung, sowie der nachhaltigen Entwicklung und der lokalen Wirtschaft – die den NRP-Grundsatz der «Exportbasis» ergänzt. Was die Tourismuspolitik betrifft, wird das Gewicht auf die verstärkte Investitionsförderung, die nachhaltige Entwicklung und den digitalen Wandel des Tourismussektors gelegt.

2.2.1 Das kantonale Umsetzungsprogramm

Das kantonale Umsetzungsprogramm (KUP) ist das Referenzwerk für die Realisierung der NRP und die Grundlage für die Vereinbarung zwischen dem Bund und dem Kanton Freiburg über die Gewährung von Bundesmitteln. Die wichtigste Handlungsachse der NRP besteht in der Förderung von Projekten mit mehreren Partnern im Bereich der thematischen Förderschwerpunkte, also im Tourismus und in der Industrie. Die folgenden Instrumente werden dafür eingesetzt:

- > die ordentlichen NRP-Projekte, die von den Kantonen begleitet werden;
- > die Regionalen Innovationssysteme (RIS);
- > die grenzüberschreitenden Programme mit den Grenzregionen (Interreg);
- > die Spezialprogramme wie etwa die Pilotmassnahmen für die Bergregionen in den Jahren 2020-2023.

Das KUP 2024-2027 fügt sich nahtlos in die verschiedenen Strategien ein, die in den letzten Jahren aufgestellt wurden (Wirtschaftsförderungs-, Start-up-, Lebensmittel-, Nachhaltigkeits- und Tourismusstrategie, Klimaplan usw.). Die Unterstützung der NRP stärkt diese Strategien und im Gegenzug unterstützen diese eine Entwicklungs- und Innovationspolitik zugunsten eines wettbewerbsfähigen Kantonsgebiets, das eine höhere Rentabilität seiner Unternehmen anstrebt.

Für den Zeitraum 2024-2027 hat das Staatssekretariat für Wirtschaft (SECO) drei bedeutende Änderungen in Verbindung mit der NRP beschlossen. Die nachhaltige Entwicklung und die lokale Wirtschaft gehören neu zu den Querschnittsthemen wie die Digitalisierung, die bereits im vorangehenden Programm integriert war. Die dritte Neuerung betrifft die Projekte von Kleininfrastrukturen, die von erleichterten Kriterien profitieren, dies dank den Erfahrungen, die mit den Pilotmassnahmen für die Bergregionen (KUP 2020-2023) gesammelt werden konnten.

Die Eckwerte der NRP als Instrument für eine nachhaltige regionale Entwicklung bleiben hingegen die gleichen. Damit die NRP in ein Projekt investieren kann, muss eine relevante regionalwirtschaftliche Wirkung aufgezeigt werden.

In Übereinstimmung mit den Herausforderungen des Regierungsprogramms des Kantons Freiburg für den Zeitraum 2021-2026 zielt die Strategie des kantonalen NRP-Umsetzungsprogramms 2024-2027 darauf ab, wirtschaftliche und touristische Tätigkeiten zu stärken, die die Wettbewerbsfähigkeit der verschiedenen Akteure dank Innovation steigern, die Beschäftigung dank attraktiver Arbeitsplätze entwickeln und die neuen industriellen (Biowirtschaft, Digitalisierung) und gesellschaftlichen Trends (Nachhaltigkeit, lokale Wirtschaft) berücksichtigen.

² Botschaft über die Standortförderung für die Jahre 2024–2027, Kapitel 4.2.1

3 Erkenntnisse aus dem Zeitraum 2020-2023

3.1 Verwendung des Verpflichtungskredits

Trotz der Gesundheitskrise, die die thematischen Förderschwerpunkte, in denen die NRP im Kanton aktiv ist (Industrie und Tourismus), in den Jahren 2020-2021 schwer getroffen hat, und trotz der Energiekrise im Jahr 2022 haben sich das Spektrum der Projektträger und die Zahl der unterstützten Projekte gegenüber der vorherigen Umsetzungsperiode vergrössert (76 im Zeitraum 2020-2023 gegen 61 im Zeitraum 2016-2019).

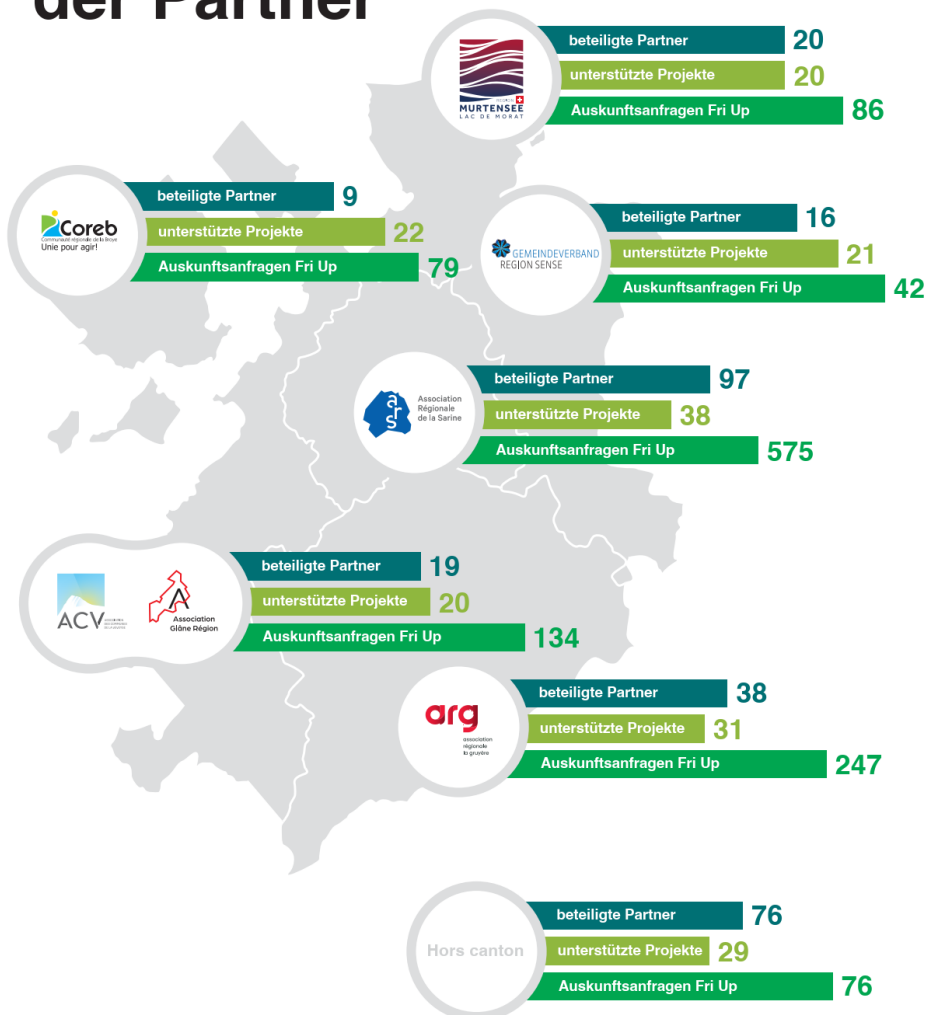
Die Fördereinrichtungen (Cluster, Fri Up, Innoreg-FR und INNOSQUARE), die wichtigsten Ansprechpartner der Wirtschaftsakteure, haben eine wichtige Rolle bei der Umsetzung der NRP im Kanton gespielt und werden auch in Zukunft eine wichtige Rolle einnehmen. Die Integration dieser Infrastrukturen in das Freiburger Wirtschaftsgefüge nützt den verschiedenen kantonalen Strategien, und dies je länger je besser und koordinierter.

Die bereitgestellten Mittel wurden fast vollständig aufgebraucht, was zeigt, dass der Staat hinsichtlich des finanziellen Aufwands richtig kalkuliert hat, und dass die NRP inzwischen in der kantonalen Wirtschaft Fuss gefasst hat. So gibt es immer mehr Projektträger, die sich dafür interessieren, Innovationsprojekte zu lancieren. Insgesamt konnten 74 Projekte mit einem A-fonds-perdu-Beitrag (AFP-Beitrag) unterstützt werden. Die Gesamtausgaben dafür belaufen sich auf 13,06 Millionen Franken. Zudem haben zwei Projekte ein Darlehen in der Höhe von insgesamt 600 000 Franken erhalten.

Verwendung der AFP-Beiträge	FINANZIERUNG			
	Total NRP-Budget	Verpflichtete Beträge	Verpflichtete Beträge	Anzahl Projekte
	CHF	CHF	%	
Kantonale Strategie	10 590 000	10 280 741	97	68
Interkantonale Strategie	1 992 000	1 992 000	100	1
Grenzüberschreitende Strategie	800 000	790 000	100	7
Gesamtsumme	13 382 000	13 062 741	98	76

Mehr als 270 verschiedene Akteure waren seit 2020 direkt oder indirekt an einem NRP-Projekt beteiligt (72 % des Kantons Freiburg). Die untenstehende Grafik illustriert die Wirkung der NRP auf alle Regionen unter Angabe der Anzahl Partner, die an den unterstützten Projekten beteiligt sind, der Anzahl Projekte, die sich auf die betreffende Region auswirken, sowie der Anzahl Auskunftsanfragen, die bei Fri Up pro Region eingegangen sind. Eine Analyse der wirtschaftlichen Auswirkung pro Region ist jedoch nicht möglich, da an einem bestimmten Projekt Partner aus verschiedenen Regionen beteiligt sein können.

Aufteilung der Partner



3.2 Kritische Analyse der Phase 2020-2023

Trotz der Gesundheitskrise und der Energiekrise, die sich störend auf den Zeitraum 2020-2023 ausgewirkt haben, hat die Zahl der von der NRP unterstützten Projekte im Kanton Freiburg zugenommen. Die Fördereinrichtungen wie Innereg-FR und INNOSQUARE haben sich zu wichtigen Akteuren im Freiburger Wirtschaftsökosystem entwickelt und bieten den Projektträgern eine wirksame Unterstützung. Bei den touristischen Projekten bleiben jedoch die Darlehensanträge unter den Erwartungen. Besonders angesichts der steigenden Bankzinsen dürfte die Attraktivität der Darlehen künftig allerdings steigen. Die Pilotmassnahmen für Bergregionen haben die Palette der Projekte erweitert, die unterstützt werden können. Damit können neu insbesondere Projekte für Kleininfrastrukturen mit einem A-fonds-perdu-Beitrag unterstützt werden. Die Analyse der wirtschaftlichen Auswirkungen der NRP bleibt aufgrund von zwei Faktoren schwierig: Die Wirkung der Projekte zeigt sich erst mit der Zeit und oft indirekt.

Was die Fördereinrichtungen betrifft, hat Fri Up eine wichtige Rolle bei der Unterstützung der Start-ups im Kanton gespielt. Insbesondere hat der Verein deutlich mehr Beratungsanfragen entgegengenommen und Mittel beschafft und dies trotz der Konjunkturlage. Die Neuausrichtung der Plattform INNOSQUARE war erfolgreich, denn seit Januar 2020 wurden über 190 Projektideen besprochen, von denen 23 in einem Gemeinschaftsprojekt resultierten, das durch die NRP unterstützt wurde. Insgesamt waren in der Folge 139 Unternehmen und 10 akademische Partner an Gemeinschaftsprojekten beteiligt. Der Verein Innoreg-FR hat seine Ziele hinsichtlich der Unterstützung von Projektträgern für die gesamte Umsetzungsperiode erfüllt: Über 210 Projektideen sind eingegangen und 41 davon wurden von der NRP unterstützt.

Die drei thematischen Cluster (Building Innovation Cluster, Cluster Food & Nutrition, Swiss Plastics Cluster) waren ebenfalls erfolgreich und konnten ihre Mitgliederzahlen steigern und die Innovation und die Zusammenarbeit auf ihrem jeweiligen Gebiet fördern.

3.3 Verbesserungsmöglichkeiten für den Zeitraum 2024-2027

In der NRP-Umsetzungsperiode 2024-2027 wird die Zusammenarbeit zwischen den verschiedenen Fördereinrichtungen ein zentraler Faktor sein, um die gesetzten Ziele zu erreichen. Die wichtigsten Verbesserungen, die für die nächste Umsetzungsperiode vorgenommen werden, sind:

- > Wirkungssteigerung von Gemeinschaftsprojekten: Besondere Beachtung wird der Innovationsförderung nach Abschluss der Gemeinschaftsprojekte geschenkt, um ihre Wirkung zu steigern. Dies verlangt von den beteiligten Akteuren, dass sie sich koordinieren.
- > Komplexität von Tourismusprojekten mit Auswirkungen auf die Umwelt: Den Tourismusprojekten, die Infrastrukturen ausserhalb von Bauzonen erfordern oder die sich auf die Raumplanung auswirken, wird besondere Beachtung geschenkt. Besonders davon betroffen sind die Entwicklung des Ganzjahrestourismus hauptsächlich in den Voralpen und die Projekte im Zusammenhang mit dem Langsam- und dem MTB-Verkehr. In den Planungsphasen dieser verschiedenen Projekte wird eine Koordination mit den verschiedenen beteiligten Akteuren und den zuständigen staatlichen Stellen erforderlich sein.
- > Entwicklung der Fördereinrichtungen: Jede Fördereinrichtung wie Fri Up, INNOSQUARE und Innoreg-FR, konzentriert sich auf bestimmte Bereiche und strebt gleichzeitig eine stärkere Zusammenarbeit mit den anderen Fördereinrichtungen an. So möchte Fri Up beispielsweise stärker in der Marktvalidierungsphase aktiv sein, während INNOSQUARE seine Dienstleistungsprozesse digitalisieren und die vernetzte Innovationsförderung intensivieren möchte.
- > Fokus auf die Nachhaltigkeit und die Digitalisierung: Der Swiss Plastics Cluster (SPC) wird besonderes Gewicht auf die Nachhaltigkeit und die Digitalisierung der Industrie legen, indem er die Kontakte mit anderen Clustern und Fördereinrichtungen stärkt. Der Cluster Food & Nutrition (CFN) wird sich darum bemühen, mehr multidisziplinäre Gemeinschaftsprojekte im Lebensmittelbereich zu starten. Der Building Innovation Cluster (BIC) seinerseits wird sich auf die Integration des Nachhaltigkeitsansatzes in die Wirtschaftsstrukturen des Bausektors konzentrieren und dabei künftige Innovationen vorwegnehmen. Die Zusammenarbeit zwischen den Clustern und weiteren Akteuren wird zentral sein, um diese Ziele zu erreichen.

Diese Darlegungen lassen den Schluss zu, dass die Umsetzung der NRP im Kanton Freiburg in der aktuellen Umsetzungsperiode volle Fahrt aufgenommen hat. Der Beitrag von Fördereinrichtungen wie INNOSQUARE und Innoreg-FR ist für die Umsetzung des Programms von zentraler Bedeutung, denn sie erlauben es, das Zielpublikum zu identifizieren, die potenziellen Projektträger zu unterstützen und die Betreuung der unterstützten Projekte zu gewährleisten. Die Zusammenarbeit zwischen den akademischen Akteuren und den Unternehmen ist eine Stärke der NRP im Kanton Freiburg und der Erhalt dieser Kultur der fächerübergreifenden Zusammenarbeit wird auch in der kommenden Periode für den prioritären Bereich Industrie und Dienstleistungen von Bedeutung sein. In der aktuellen Umsetzungsperiode wurde der Projektführung besondere Beachtung geschenkt, denn der spätere Erfolg der Projekte hängt stark davon ab. Für die nächste Umsetzungsperiode müssen noch Überlegungen zur Stärkung der Synergien zwischen den verschiedenen Fördereinrichtungen angestellt werden, um die Attraktivität der NRP für die potenziellen Projektträger zu erhalten und zu steigern.

4 Kantonales Umsetzungsprogramm (KUP) 2024-2027

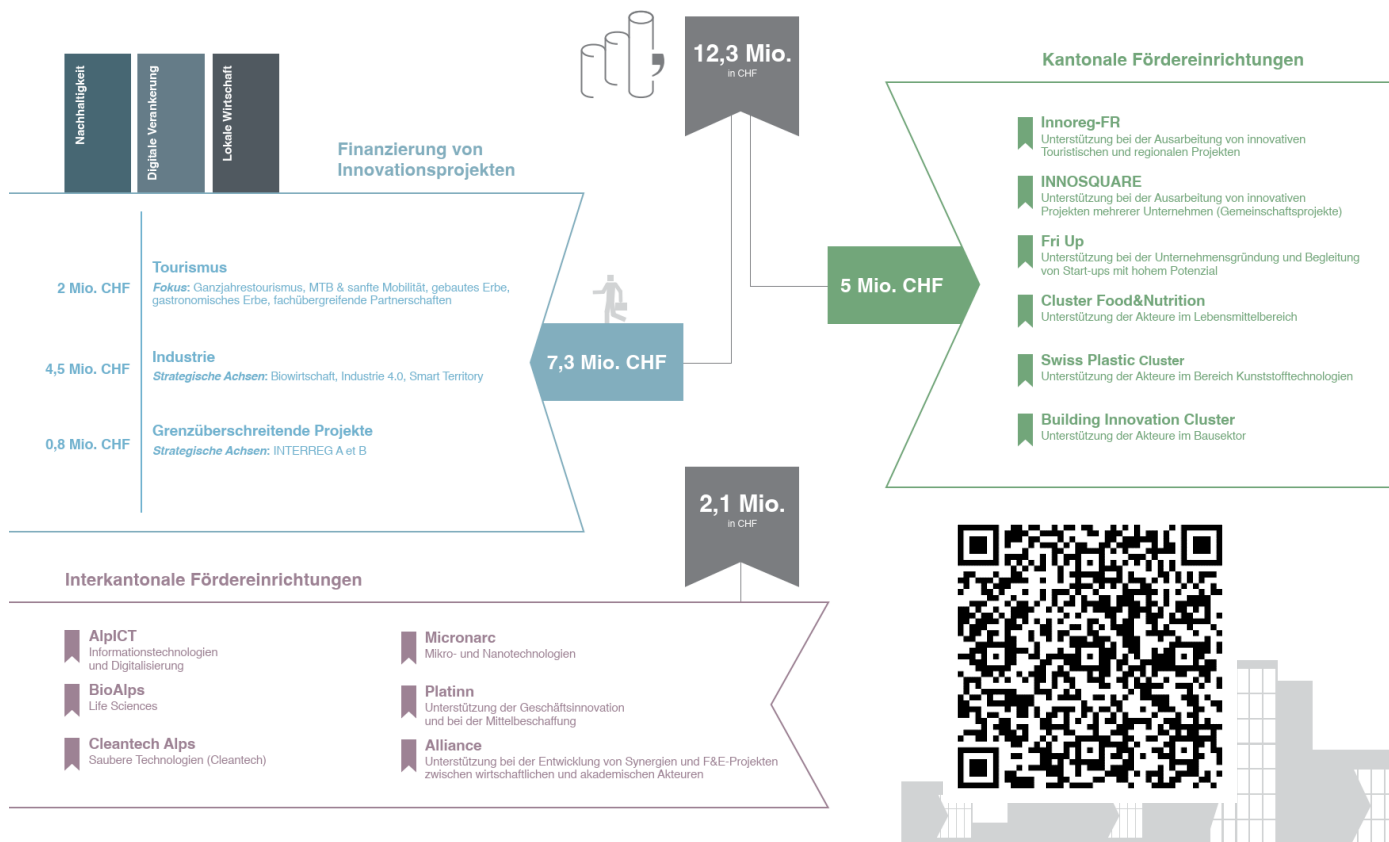
Das Ziel des KUP 2024-2027 ist es, weiterhin zur Umsetzung der kantonalen Innovationsstrategie beizutragen. Diese Strategie bedeutet insbesondere, dass das gebietseigene Kapital des Kantons konsolidiert und genutzt wird und dass Synergien mit den angrenzenden Kantonen entwickelt werden, damit die Instrumente der NRP eine höhere Wirkung erzielen. Die Strategie des Kantons zielt langfristig darauf ab, die Attraktivität, die Wettbewerbsfähigkeit und das BIP pro Kopf zu steigern, indem ein nachhaltiges und qualitatives Wachstum begünstigt wird.

4.1 Das KUP 2024-2027 im Überblick

Das im Kanton Freiburg eingeführte NRP-Ökosystem muss gemäss den Zielen des Bundes die Innovation fördern, die Wettbewerbsfähigkeit der Regionen stärken, Arbeitsplätze erhalten und schaffen und regionale Disparitäten abbauen. Zu diesem Zweck werden verschiedene Einrichtungen unterstützt, die Hand in Hand arbeiten müssen, um diese gemeinsamen Ziele zu erreichen. Die Fördereinrichtungen müssen unter anderem die verschiedenen Projektträger (KMU und touristische Organisationen) begleiten, um konkrete innovative Projekte zu entwickeln. Dieses Ökosystem hat seinen Nutzen erwiesen und erlaubt es dem Kanton Freiburg, dieses Wirtschaftsförderungsinstrument effizient einzusetzen.

NRP – Die Innovation im Dienste der Regionalentwicklung

Die Neue Regionalpolitik (NRP) ist ein Instrument zur Förderung der Wirtschaftsentwicklung, das konkrete innovative Projekte in den Bereichen Industrie und Tourismus unterstützt.



4.2 Finanzierung von innovativen Projekten

4.2.1 Innovative Tourismusprojekte

Zur Unterstützung der Tourismusorganisationen und der Tourismusdienstleister sieht der thematische Schwerpunkt Tourismus des kantonalen NRP-Umsetzungsprogramms 2024-2027 vor, die Entwicklung von touristischen Infrastrukturen und von Projekten für neue Angebote zu fördern, die die touristischen Trümpfe des Kantons nutzen. Die NRP wird also zur Steigerung der Wertschöpfung durch die Tourismusbranche im Kanton beitragen.

Fünf Schwerpunkte wurden für die neue Umsetzungsperiode festgelegt:

- > Ganzjahrestourismus, um die Besucherflüsse über einen längeren Zeitraum zu verteilen.
- > MTB und sanfte Mobilität, die es dem Kanton Freiburg künftig ermöglichen sollen, sich besser zu positionieren.
- > Gastronomisches Erbe, um die Führungsposition in Bezug auf den Schlemmertourismus zu behalten.
- > Gebautes Erbe, namentlich mit der Nutzung des mittelalterlichen und alpinen Erbes.
- > Fachübergreifende Partnerschaften mit anderen Bereichen wie Sport, Kultur, regionale Produkte usw.

Die grosse Mehrheit der touristischen und regionalen Projekte wird von Innoreg-FR bei der Vorbereitung ihres Gesuchs um NRP-Beiträge begleitet.

4.2.2 Industrielle Projekte

Gemeinschaftsprojekte bezwecken die Lösung einer vorwettbewerblichen und innovativen Fragestellung mehrerer Unternehmen mit der Unterstützung von mindestens einem Forschungsinstitut. Am Ende des Projekts können die erhaltenen Resultate von allen beteiligten Unternehmen genutzt werden, um sich einen eigenen Wettbewerbsvorteil zu verschaffen. Die am Projekt beteiligten Unternehmen können auch eine Wertschöpfungskette bilden, die ein gemeinsames Produkt oder eine gemeinsame Dienstleistung hervorbringt. Diese Projekte bleiben das effizienteste Instrument des Industriebereichs und verfolgen weiterhin das Ziel, das Innovationspotenzial und die Wettbewerbsfähigkeit der Industrie zu stärken: Der Wissens- und Technologietransfer bildet eine zentrale Komponente des Freiburger Wirtschaftsgefüges.

Für diese Projekte wurden drei strategische Achsen definiert. Die erste besteht in der **Biowirtschaft (vor allem die Nutzung der Biomasse) und der Lebensmittelindustrie**, die eine wichtige Entwicklungsachse für den Kanton Freiburg darstellen, der in diesem Bereich führend werden will. Indem an der Aufwertung dieser Achsen weitergearbeitet wird, soll die Attraktivität, die Beschäftigung, die Dynamik und allgemein die Wettbewerbsfähigkeit dieser Sektoren der Freiburger Wirtschaft gefördert werden.

Die zweite Achse besteht in der **Industrie 4.0**, die von Spitzentechnologien getragen wird, wie dem Internet der Dinge, der künstlichen Intelligenz, Big Data, dem Advanced Manufacturing, der Automatisierung und Robotisierung oder dem 3D-Druck. Sie verändert die Funktionsweise der Unternehmen von Grund auf. Die Wirtschaftsakteure müssen einen digitalen Wandel vollziehen, der es ihnen erlaubt, ihren Wettbewerbsvorteil zu behalten, was unser Wirtschaftsgefüge konkurrenzfähig hält. Die Beherrschung dieser neuen Technologien entwickelt sich zu einem wichtigen Überlebensfaktor für die KMU unseres Landes und unseres Kantons.

Die dritte Achse schliesslich beinhaltet die Ausrichtung des Kantons auf das **Smart Territory** mit seinen zahlreichen Möglichkeiten, dank denen die Innovation der Unternehmen gefördert werden kann, um neue Produkte und Dienstleistungen zu entwickeln. Eine Ausrichtung auf das Smart Territory erlaubt es, die Unternehmen im Kanton an Zukunftsprojekten teilhaben zu lassen, die Steigerung ihres Know-hows in Technologien und komplexeren Anwendungen zu begleiten und ihnen Schulungen anzubieten, die ihren Bedürfnissen entsprechen. Zu erwähnen ist, dass die Gemeinschaftsprojekte von INNOSQUARE begleitet werden, dies je nach Art des Projekts mit der Unterstützung der drei Cluster.

4.2.3 Die grenzüberschreitenden Projekte

Die Interreg-Projekte bieten den Regionen die Möglichkeit, sich über konkrete grenzüberschreitende Projekte zu entwickeln. Die EU, die Nachbarländer, die Kantone, der Bund und Private finanzieren die Zusammenarbeit auf zahlreichen Gebieten. Die grenzüberschreitende Zusammenarbeit bietet den Projekten einen Mehrwert, da sie es







ermöglichen, die Partnerschaften über die Landesgrenzen hinaus zu erweitern. Es gilt, Chancen zu nutzen, die sich bieten, wenn sie den Bereichen und Zielen des kantonalen KUP entsprechen. Zielbereiche sind der Tourismus, die Biowirtschaft (z. B. mit der Region Grand Est), der Lebensmittelbereich und die digitale Verankerung unter Einbezug von akademischen Instituten und Unternehmen.

4.2.4 Innovationsgesetz

Das Innovationsgesetz, das seit einigen Wochen in Vorbereitung ist, wird die Regelung der neuen Regionalpolitik (NRP) nicht grundsätzlich verändern. Wie in Kapitel 2.2 erwähnt, bleibt es das Hauptziel, die Wettbewerbsfähigkeit der Regionen zu steigern und die Wertschöpfung anzuregen. Konkret läuft dies auch im neuen Gesetz darauf hinaus, die Innovationen (Industrie und Tourismus) durch Beiträge an gezielte Akteure zu stimulieren. Das Inkrafttreten des neuen Gesetzes wird keinen direkten Einfluss auf das NRP-Umsetzungsprogramm 2024-2027 haben. Denn der Entscheid über die dafür bereitzustellenden Beträge des Kantons und des Bundes wird dieses Jahr für das gesamte Programm gefällt, das 2027 zu Ende geht. Das neue Gesetz könnte hingegen die Vergabe anderer Verpflichtungskredite und anderer Ausrichtungen für die Jahre 2028-2031 vorsehen.

4.3 Kantonale Fördereinrichtungen

Die Fördereinrichtungen sind ein unverzichtbarer Bestandteil der Innovationsstrategie des Kantons Freiburg. Ein Beweis dafür ist, dass fast alle Projekte von einer oder mehreren dieser Strukturen begleitet werden, bevor sie eingereicht werden. Jede dieser Einrichtungen entspricht einem spezifischen Bedürfnis und reiht sich nahtlos in das Freiburger Förderökosystem ein. Ein Vorteil dieser Einrichtungen ist ihre Nähe zu den Akteuren, was die Kommunikation mit ihrem Zielpublikum erleichtert. All diese Aufgaben, die auf einer überregionalen Ebene angesiedelt sind, ermöglichen eine bessere Verteilung der Unterstützung auf die Regionen und garantieren einen einheitlichen Qualitätsstandard für die Projekte auf dem gesamten Kantonsgebiet. Dieses Modell, das vom SECO befürwortet wird, ermöglicht schliesslich einen besseren Mitteleinsatz, um die Aufgaben im Zusammenhang mit der NRP zu priorisieren.

<p>INNOSQUARE Unterstützung bei der Ausarbeitung von innovativen Projekten mehrerer Unternehmen (Gemeinschaftsprojekte)</p> 	<p>FRI UP Unterstützung bei der Unternehmensgründung und Begleitung von Start-ups mit hohem Potenzial</p> 	<p>INNOREG-FR Unterstützung bei der Ausarbeitung von innovativen touristischen und regionalen Projekten</p> 
<p>Building Innovation Cluster Unterstützung der Akteure im Bausektor</p> 	<p>Cluster Food&Nutrition Unterstützung der Akteure im Lebensmittelbereich</p> 	<p>SWISS PLASTICS CLUSTER Unterstützung der Akteure im Bereich der Kunststofftechnologien</p> 

4.4 Die interkantonalen Fördereinrichtungen

Der *Verein Réseau Innovation Suisse Occidentale* (ARI-SO) ist ein interaktives Netzwerk, das in der Westschweiz tätig ist (FR, VD, VS, NE, GE, JU) und es den KMU und Start-ups ermöglicht, innovative Projekte zu entwickeln und erfolgreich umzusetzen. Die Zusammenarbeit der Westschweizer Kantone im Rahmen des RIS-SO ermöglicht es unseren Unternehmen, in den Genuss von Dienstleistungen von **Platinn, Alliance** und den vier thematischen Fachplattformen – **AlpICT, BioAlps, Cleantech Alps und Micronarc** zu kommen. Die aufgestellte Funktionsweise mit der WIF als kantonale Anlaufstelle, die die Unternehmen berät (Stand am 31.12.2022: 251 Unternehmen) und an den Leistungsanbieter weiterverweist, der sie am besten bei ihrem innovativen Projekt unterstützen kann, hat sich als effizient erwiesen.

4.5 Anwendungsbereich

Der Antrag des Kantons Freiburg, zwei Gemeinden des unteren Sensebezirks, nämlich Bösinggen und Wünnwil-Flamatt, gemäss Artikel 1 Abs. 2 Bst. a der Verordnung über Regionalpolitik (VRP) in den Wirkungsbereich der NRP für den Zeitraum 2024-2027 aufzunehmen, wurde vom SECO wie bereits für 2020-2023 genehmigt.

4.6 Projektauswahl

Die Bewertung der Projekte erfolgt nach den NRP-Auswahlkriterien, die bereits für die erste Phase der Regionalpolitik galten. Die Projekte müssen folglich insbesondere:

- > die Wertschöpfung auf regionaler Ebene ankurbeln;
- > die Exportfähigkeit einer Region verbessern;
- > zum Erhalt oder zur Schaffung von Arbeitsplätzen beitragen;
- > langfristig ohne Mittel der Regionalpolitik überleben können;
- > Innovationspotenzial für die Region haben;
- > zur nachhaltigen Entwicklung beitragen;
- > die Vernetzung der Akteure positiv beeinflussen.

Zudem wird der Einfluss der Projekte auf die nachhaltige Entwicklung beurteilt. Für Projekte, die eine der Sektoralpolitiken betreffen, werden die zuständigen Dienststellen der Kantonsverwaltung um Stellungnahme gebeten.

In der neuen Umsetzungsphase wird verlangt, dass bei der Ausführung eines Projekts systematisch Indikatoren verwendet werden, die es erlauben, den Einfluss des Projekts auf die Wirtschaft zu messen (sofern dies als realistisch erscheint).

5 Finanzielle Verpflichtung des Staats

5.1 Vergleich 2020-2023 / 2024-2027

Vergleich zwischen dem Budget 2020-2023 und dem Budgetplan 2024-2027:

	Kanton		Bund		Total	
	AFP-Beiträge CHF	Darlehen CHF	AFP-Beiträge CHF	Darlehen CHF	AFP-Beiträge CHF	Darlehen CHF
Total 2020-2023	7 386 000	3 600 000	5 996 000	2 000 000	13 382 000	5 600 000
Total 2024-2027	7 386 000	2 000 000	7 041 000	2 000 000	14 427 000	4 000 000
Differenz	+0 %	-45 %	+17 %	0%	+8 %	-29 %

Die **kantonalen** Mittel, die für die A-fonds-perdu-Beiträge für den Zeitraum 2024-2027 bereitgestellt werden, bleiben unverändert. Die für die Darlehen bereitgestellten Mittel wurden hingegen gesenkt, da sie wenig genutzt werden. Der Bund erhöht seinen A-fonds-perdu-Beitrag um 17 % da er mit der Umsetzung des KUP 2020-2023 und der Strategie des KUP 2024-2027 zufrieden ist.

5.2 Übersicht

Das Budget des KUP 2024-2027 ist wie folgt aufgeteilt:

STRATEGIE	FINANZIERUNG			
	KANTON		BUND	
	AFP-Beiträge CHF	Darlehen CHF	AFP-Beiträge CHF	Darlehen CHF
Kantonale Strategie	5 945 000	2 000 000	5 600 000	2 000 000
Interkantonale Strategie	1 041 000		1 041 000	
Grenzüberschreitende Strategie	400 000		400 000	
Gesamtsumme	7 386 000	2 000 000	7 041 000	2 000 000

Gemäss der Programmvereinbarung zwischen dem Bund und dem Staat Freiburg über die Förderung des kantonalen Umsetzungsprogramms zur Regionalpolitik 2024-2027 gewährt der Bund einen Globalbeitrag von 7 041 000 Franken für A-fonds-perdu-Beiträge und einen Betrag von zwei Millionen Franken für rückzahlbare Darlehen.

Allerdings wird dem Kanton Freiburg nur der Beitrag an die kantonale Strategie ausgezahlt. Die Beiträge an die beiden anderen Strategien gehen direkt an die Kantone, die als Vertragspartner des Bundes die Führung für die interkantonale und die grenzüberschreitende Strategie übernehmen.

5.3 Kantonale Strategie: für das KUP 2024-2027 bereitgestellte Mittel

Die untenstehende Tabelle bietet eine Übersicht über die Aufteilung der Mittel des Bundes und des Kantons auf die verschiedenen Bereiche der **kantonalen Strategie** des KUP 2024-2027.

BEREICH	AKTIONSGEBIET	Kanton AFP-Beiträge CHF	Bund AFP-Beiträge CHF	Kanton Darlehen CHF	Bund Darlehen CHF
Finanzierung von innovativen Projekten	Gemeinschaftsprojekte Industrie	1 500 000	1 500 000		
	Projekte «Neue Themen» + Push Innovation	755 000	755 000		
	Touristische Projekte	1 000 000	1 000 000	2 000 000	2 000 000
	Total	3 255 000	3 255 000	2 000 000	2 000 000
Fördereinrich- tungen*	Fri Up	995 000	850 000		
	INNOSQUARE	310 000	310 000		
	Innoreg-FR	635 000	435 000		
	Cluster	750 000	750 000		
Total	2 690 000	2 345 000			
Total		5 945 000	5 600 000	2 000 000	2 000 000

*Für die Fördereinrichtungen wird ein NRP-Beitragsgesuch gestellt (mit Business Plan und zu erreichenden Zielen), das von der Kommission für Wirtschaftsförderungsmassnahmen (CAPE) bearbeitet und mit ihrer Stellungnahme versehen wird.

5.4 Finanzierung der kantonalen Mittel für das KUP 2024-2027

Gemäss Artikel 16 Abs. 2 des Bundesgesetzes über Regionalpolitik sind die Kantone verpflichtet, sich mindestens im gleichen Ausmass finanziell an der Realisierung ihrer Umsetzungsprogramme zu beteiligen wie der Bund. Den Kantonen steht es frei, in Bereichen, die für ihre Wirtschaftsentwicklung von strategischer Bedeutung sind, zusätzliche Mittel bereitzustellen. Der Kanton Freiburg nutzt diese Möglichkeit und sieht vor, 5 % mehr Mittel als den nach Bundesrecht verlangten Mindestanteil einzusetzen.

Die gesamten Verpflichtungen des Kantons für die Umsetzung des KUP 2024-2027 belaufen sich auf 9 386 000 Franken, das heisst:

- > 7 386 000 Franken für A-fonds-perdu-Beiträge;
- > 2 000 000 Franken für Darlehen.

Es ist vorgesehen, diese Verpflichtungen wie folgt zu finanzieren:

- > über die Gewährung eines neuen Verpflichtungskredits von 9 386 000 Franken zur Deckung des oben erwähnten Mittelbedarfs.

6 Schluss

Über das vorliegende Dekret muss gestützt auf das Bundesgesetz über Regionalpolitik und die kantonale Gesetzgebung ein ausreichender Betrag für die Umsetzung der NRP für den Zeitraum 2024-2027 bereitgestellt werden.

Folglich belaufen sich die gesamten Mittel zugunsten der Regionalpolitik für den Zeitraum 2024-2027 auf 18 427 000 Franken. Von diesem Betrag sind 14 427 000 Franken für A-fonds-perdu-Beiträge und 4 000 000 Franken für rückzahlbare Darlehen bestimmt.

Es handelt sich um eine einmalige Bruttoausgabe, die unter der gesetzlichen Grenze liegt, da sich der Betrag zulasten des Kantons auf 9 386 000 Franken beläuft. Deshalb muss die Vorlage gemäss Artikel 140 und 141 Abs. 2 Bst. a des Grossratsgesetzes vom 6. September 2006 (GRG; SGF 121.1) von der Mehrheit der Mitglieder des Grossen Rates genehmigt werden.

Das Dekret unterliegt nicht dem fakultativen Finanzreferendum, da der Betrag des darin vorgesehenen Kredits unter der entsprechenden Grenze liegt.

Der vorliegende Entwurf hat keinen Einfluss auf die Aufgabenverteilung zwischen Kanton und Gemeinden und ist europaverträglich.

Der Staatsrat lädt den Grossen Rat ein, den vorliegenden Dekretsentwurf anzunehmen.

Annexe

GRAND CONSEIL

2023-DEEF-42

Projet de décret :

Décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement pour la nouvelle politique régionale pour la période 2024-2027

Proposition de la commission ad hoc CAH-2023-033

Présidence : Roulin Daphné

Membres : Bapst Pierre-Alain, Berset Christel, Fahrni Marc, Genoud (Braillard) François, Ingold François, Jaquier Armand, Kolly Gabriel, Remy-Ruffieux Annick, Savary-Moser Nadia, Wicht Jean-Daniel.

Entrée en matière

La commission propose au Grand Conseil tacitement d'entrer en matière sur ce projet de décret.

Vote final

Par 8 voix contre 0 et 1 abstention (2 membres sont absents), la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de décret selon la proposition initiale du Conseil d'Etat.

Catégorisation du débat

La Commission propose au Bureau que l'objet soit traité par le Grand Conseil selon la catégorie I (débat libre).

Le 8 janvier 2024

Anhang

GROSSER RAT

2023-DEEF-42

Dekretsentwurf:

Dekret über einen Verpflichtungskredit für die Neue Regionalpolitik für die Jahre 2024-2027

Antrag der Ad-hoc-Kommission AHK-2023-033

Präsidium: Roulin Daphné

Mitglieder: Bapst Pierre-Alain, Berset Christel, Fahrni Marc, Genoud (Braillard) François, Ingold François, Jaquier Armand, Kolly Gabriel, Remy-Ruffieux Annick, Savary-Moser Nadia, Wicht Jean-Daniel.

Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen Dekretsentwurf einzutreten.

Schlussabstimmung

Mit 8 zu 0 Stimmen bei 1 Enthaltung (2 Mitglieder sind abwesend) beantragt die Kommission dem Grossen Rat, diesen Dekretsentwurf in der ursprünglichen Fassung des Staatsrats anzunehmen.

Kategorie der Behandlung

Die Kommission beantragt dem Büro, dass dieser Gegenstand vom Grossen Rat nach der Kategorie I (freie Debatte) behandelt wird.

Den 8. Januar 2024

Annexe

GRAND CONSEIL

2023-DEEF-42

Projet de décret :
Programme de mise en œuvre NPR 2024-2027

Propositions de la Commission des finances et de gestion CFG

Présidence : Claude Brodard

Vice-présidence : Bruno Riedo

Membres : Catherine Beaud, Christel Berset, Laurent Dietrich, Andreas Freiburghaus, Benoît Glasson, François Ingold, Armand Jaquier, Gabriel Kolly, Marie Levrat, Luana Menoud-Baldi, Stéphane Peiry, Benoît Rey, Jean-Daniel Schumacher

Entrée en matière

Par décision tacite, la commission propose au Grand Conseil d'entrer en matière sur ce projet de décret.

Vote final

Par 15 voix contre 0 et 0 abstention, la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de décret selon la version initiale du Conseil d'Etat.

Le 6 mars 2024

Anhang

GROSSER RAT

2023-DEEF-42

Dekretsentwurf:
Umsetzungsprogramm NRP 2024-2027

Antrag der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission FGK

Präsidium : Claude Brodard

Vize-Präsidium : Bruno Riedo

Mitglieder : Catherine Beaud, Christel Berset, Laurent Dietrich, Andreas Freiburghaus, Benoît Glasson, François Ingold, Armand Jaquier, Gabriel Kolly, Marie Levrat, Luana Menoud-Baldi, Stéphane Peiry, Benoît Rey, Jean-Daniel Schumacher

Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen Dekretsentwurf einzutreten.

Schlussabstimmung

Mit 15 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen beantragt die Kommission dem Grossen Rat, diesen Dekretsentwurf in der ursprünglichen Fassung des Staatsrats anzunehmen.

Den 6. März 2024



Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

Mandat 2023-GC-172

Promotion et développement des infrastructures d'énergies renouvelables

Auteur-e-s :	Mauron Pierre / Kolly Nicolas / Dafflon Hubert / Dorthe Sébastien / Ingold François / Levrat Marie / Lauber Pascal / Clément Christian / Kolly Gabriel / Roulin Daphné
Nombre de cosignataires :	0
Dépôt :	11.07.2023
Développement :	11.07.2023
Transmission au Conseil d'Etat :	11.07.2023
Réponse du Conseil d'Etat :	16.01.2024

I. Résumé du mandat

Par mandat déposé et développé le 11 juillet 2023, les dépositaires évoquent la nécessité de développer les moyens de production d'électricité à base d'énergies renouvelables en se référant à la stratégie énergétique de la Confédération acceptée en votation populaire en mai 2017. Ils relèvent également qu'il appartient à la Confédération et aux cantons de créer les conditions cadres générales nécessaires pour que la branche énergétique puisse assurer de manière optimale l'approvisionnement du pays.

Il est dès lors demandé au Conseil d'Etat de donner un coup d'accélérateur au développement des infrastructures de production d'énergies renouvelables dans le canton, en particulier s'agissant de certaines technologies.

Pour le solaire, il s'agit d'étudier le potentiel disponible dans le canton de Fribourg, les zones bénéficiant d'une situation d'ensoleillement intéressante justifiant la construction de parcs photovoltaïques et, pour le solaire thermique, son potentiel de développement (question n°1).

Pour l'éolien, il s'agit de poser des mâts de mesure sur l'ensemble des sites présents au plan directeur cantonal pour vérifier la qualité du vent. La pose de mâts de mesures sur d'autres emplacements doit être examiné. Le contrôle de ces mesures et de leur interprétation sera supervisé par un comité de pilotage composé de 11 membres du Grand Conseil (question n°2). Le Conseil d'Etat est également invité à étudier l'opportunité de recourir à des plans d'affectation cantonaux, d'examiner l'opportunité de créer un fonds d'indemnisation pour les habitants touchés par les projets (question n°3).

Pour l'hydroélectricité, le Conseil d'Etat doit examiner la façon de rendre plus rapidement ses décisions, de façon à assurer les subventions fédérales, dans le but de réaliser le projet SCHEM sans tarder (question n°4). Il examinera également le potentiel restant de valorisation de cette ressource

par de petites infrastructures pouvant être mise en œuvre dans des ruisseaux ou des canalisations (question n°5).

Pour la géothermie, une étude sur la géothermie profonde doit être réalisée. Si celle-ci devait nécessiter une cartographie 3D du sous-sol, le Conseil d'Etat devra faire des propositions pour y parvenir (question n°6).

Enfin, **pour l'hydrogène**, une étude permettant de définir comment cette technologie pourrait se développer dans le canton rapidement doit être réalisée. Les trois axes à examiner sont : la production locale ou l'acheminement depuis l'extérieur du canton, la mise en place d'un réseau de distribution ainsi que l'opportunité d'accroître la demande, notamment en soutenant l'utilisation par les poids lourds ou les bus à hydrogène (question n°7).

II. Réponse du Conseil d'Etat

En préambule, le Conseil d'Etat rappelle qu'il s'est doté d'un plan sectoriel de l'énergie¹ datant de 2017, lequel fait l'état de situation des infrastructures énergétiques du canton, établit le potentiel de valorisation de toutes les ressources énergétiques renouvelables sur la base d'études spécifiques et met ceci en relation avec les objectifs de politique énergétique du canton.

S'agissant de ces objectifs, ceux-ci ont, dans un premier temps, été définis en 2009 avec la stratégie énergétique adoptée alors par le Conseil d'Etat. Ils ont ensuite été adaptés pour répondre à la stratégie énergétique 2050² votée par le peuple suisse en mai 2017.

Le Service de l'énergie (SdE) élabore tous les 5 ans un rapport de situation sur l'état de la mise en œuvre des mesures visant à atteindre les objectifs fixés par le canton, le dernier en date concernant la période 2015-2020³. Par ailleurs, suivant notamment l'évolution du cadre législatif et l'évolution technologique, le potentiel de valorisation des énergies renouvelables peut sensiblement varier selon les ressources considérées. C'est pourquoi, tant au niveau de la Confédération que du canton, les données sont régulièrement mises à jour.

Enfin, le Conseil d'Etat entend également se doter prochainement d'un cahier de route sur la production et la consommation d'électricité dans le canton afin de suivre de manière encore plus précise les effets de la mise en œuvre des mesures introduites. Cet instrument lui permettra aussi de donner les impulsions nécessaires dans les secteurs où le développement serait jugé insuffisant. Le Conseil d'Etat entend ainsi contribuer à l'atteinte des objectifs de la stratégie énergétique de la Confédération et mettre en place tout ce qui est possible pour assurer la sécurité d'approvisionnement en énergie du canton de manière compatible avec les impératifs de la protection de l'environnement et de l'aménagement du territoire.

Cela étant précisé, le Conseil d'Etat répond, par thématique, aux différentes demandes des députés dépositaires du mandat de la manière suivante.

¹ <https://www.fr.ch/sites/default/files/2018-07/plan-sectoriel-de-l-energie.pdf>

² <https://www.uvek.admin.ch/uvek/fr/home/energie/strategie-energetique-2050.html>

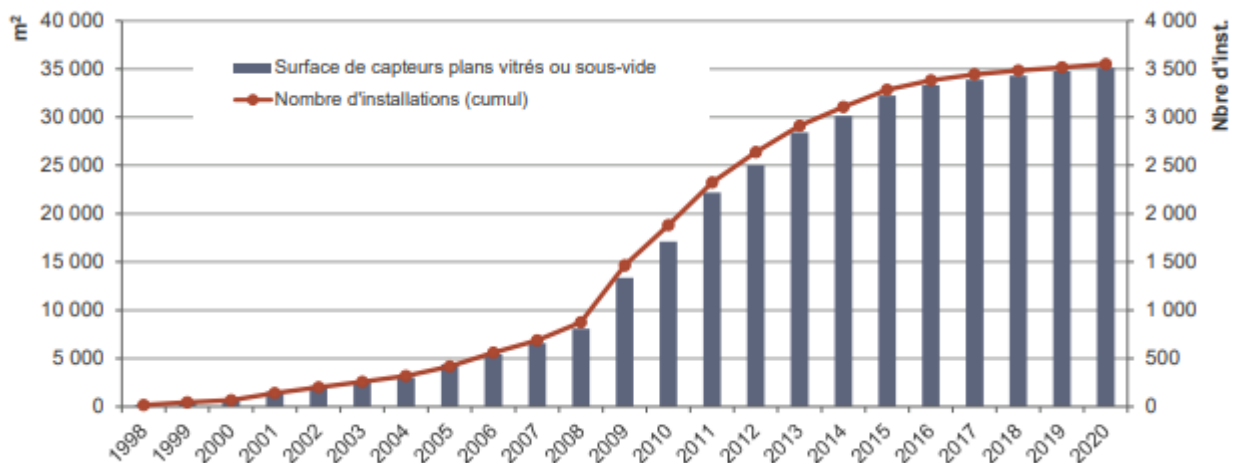
³ <https://www.fr.ch/sites/default/files/2022-02/rapport-20152020--strategie-energetique.pdf>

Solaire

Une étude du bureau NET Nowak Energie & Technologie SA⁴ réalisée sur mandat du SdE et datant de janvier 2023 précise clairement, et de manière détaillée, le potentiel de développement du solaire photovoltaïque (solaire PV) pour les différents secteurs possibles dans le canton de Fribourg. Sur la base de cette nouvelle analyse, le Conseil d'Etat a adopté en août 2023 une stratégie solaire PV⁵ prévoyant une production d'électricité de 600 GWh/an dès 2035, et de 1300 GWh/an en 2050 (cf. aussi Rapport 2023-DEEF-34 sur le postulat 2022-GC-126 Christian Clément/Hubert Dafflon - Parcs photovoltaïques dans les Préalpes adopté et transmis au Grand Conseil le 31 octobre 2023).

Cela répond dès lors à la première demande du présent mandat, à savoir d'étudier le potentiel disponibles et les zones bénéficiant d'une situation d'ensoleillement intéressante justifiant la construction de parcs photovoltaïques.

S'agissant du potentiel de développement du solaire thermique, il est à relever que cette technologie consistant principalement à produire une partie de l'eau chaude sanitaire, et servant parfois au préchauffage du bâtiment, n'a plus vraiment la cote, tant auprès des propriétaires, des spécialistes et même de l'organisation faîtière nationale Swissolar. En effet, si le solaire thermique a pu connaître une certaine évolution au début des années 2000, la technologie a été progressivement supplantée par le solaire PV en raison du coût des installations et de la part somme toute relativement modeste d'énergie valorisable avec le solaire thermique. Les surfaces exploitables sont sensiblement plus conséquentes avec le solaire PV, la réalisation est plus simple et l'électricité peut également permettre de produire de la chaleur en plus grande quantité par le biais de pompes à chaleur, le tout pour un coût sensiblement inférieur. Malgré un subventionnement cantonal tout de même attractif pour le solaire thermique, il ne se pose en moyenne plus qu'une vingtaine d'installations de ce genre par année.



Evolution des installations solaires thermiques installées dans le canton de Fribourg, source : SdE

Partant de ce constat, le Conseil d'Etat est d'avis que l'étude du potentiel PV susmentionnée couvre l'ensemble des surfaces valorisables par du solaire, qu'il soit thermique ou photovoltaïque, la part consacrée finalement au solaire thermique n'étant que marginale.

⁴ <https://www.fr.ch/sites/default/files/2023-09/strategie-photovoltaique-etat-de-fribourg.pdf>

⁵ <https://www.fr.ch/deef/sde/actualites/le-conseil-detat-adopte-une-strategie-solaire-photovoltaique-ambitieuse>

Conclusion : le Conseil d'Etat est de l'avis que des études supplémentaires ne sont pas nécessaires dans le domaine du solaire PV et du solaire thermique (1), la stratégie solaire PV du Conseil d'Etat et le Rapport 2023-DEEF-34 sur le postulat 2022-GC-126 donnant déjà toutes les indications souhaitées. Il propose dès lors le refus de cette partie du mandat.

Eolien

Le Conseil d'Etat s'est exprimé à maintes reprises sur la manière dont la conception éolienne du canton a été élaborée, et notamment sur la prise en considération des données de vents, lesquelles émanent principalement de l'Atlas de vents fournies par la Confédération et de résultats de différentes mesures effectuées sur le terrain. Il convient aussi à relever que, à ce stade de la planification, aucune mesure de vents de longue durée, respectivement au moins d'une année, n'a été effectuée sur les périmètres inscrits au plan directeur cantonal.

En outre, dans le cadre du traitement récent du mandat 2022-GC-63 (Révision du volet éolien du Plan directeur cantonal (PDCant), comme mentionné dans sa réponse acceptée par le Grand Conseil lors de la session de septembre 2023, le Conseil d'Etat est en passe de mettre en place un comité de pilotage (COPIL). Sur la base de la planification actuelle, le COPIL sera chargé de réexaminer les critères retenus, de vérifier si d'autres critères pourraient éventuellement déterminer le choix d'autres sites, dans le respect des procédures légales, et finalement d'actualiser si nécessaire ladite planification.

Dès lors, la pose de mâts de mesures apporterait indéniablement des données précieuses aux travaux dudit COPIL, la vitesse des vents étant un critère essentiel à la planification éolienne. D'autres données pourraient être également acquises. Sur le plan financier, le coût estimé à un peu plus de 100 000 francs par mât serait pris en charge à raison de 40 % par la Confédération, selon la confirmation de l'Office fédéral de l'énergie, et les 60 % restants par le canton. De plus, en cas d'aboutissement d'un projet, partant que ces mesures devraient obligatoirement être réalisées, le coût serait facturé par l'Etat au développeur.

Pour le Conseil d'Etat, ces données revêtent une importance stratégique. En rendant l'acquisition des données totalement transparente, notamment avec la publication en direct de toutes les valeurs mesurées via un site internet dédié, cela permettrait d'œuvrer au rétablissement de la confiance de la population et des communes concernées. Par conséquent, considérant ce qui précède et en réponse à la question n°2 du présent mandat, le Conseil d'Etat se prononce favorablement à la pose de mâts de mesures.

Enfin, la question n°3 relative à la procédure d'aménagement à suivre pour le développement de l'éolien sera discutée dans le COPIL susmentionné, co-présidé par les directeurs DIME et DEEF (cf. réponse au mandat 2022-GC-63). Il reviendra toutefois au Conseil d'Etat de décider s'il entend prévoir le recours à des plans d'affectation cantonaux.

Conclusion : le Conseil d'Etat propose l'acceptation partielle de cette partie du mandat relative à l'éolien comme suit :

- > Acceptation du volet relatif aux mesures de vent (question n°2) ;
- > Rejet de la partie du mandat qui concerne les études à des plans d'affectation cantonaux, ainsi que l'opportunité de créer un fonds d'indemnisation pour les habitants touchés par les projets au groupe de travail (question n°3), avec renvoi aux travaux à mener dans le cadre du mandat 2022-GC-63.

Hydroélectricité

Le projet SCHEM est un projet énergétique et fait partie d'une des variantes de l'assainissement écologique du barrage de Schiffenen. Le dossier est en cours de traitement auprès des services concernés de l'Etat et des cantons de Vaud et de Berne. Une proposition de choix de la meilleure variante à poursuivre peut être attendue au début de l'année prochaine. Le dossier sera ensuite transmis à la Confédération, qui disposera de toutes les informations nécessaires pour se déterminer sur le choix de la meilleure variante. Ensuite l'avant-projet, l'étude d'impact sur l'environnement et le projet d'exécution pourront être poursuivis. Dès lors, le Conseil d'Etat constate que le dossier est traité en priorité et avec diligence, ce qui répond à la question n°4 des mandataires.

Concernant la question n°5, le Conseil d'Etat rappelle que le Grand Conseil a accepté, en session d'automne 2023, le postulat 2022-GC-125 « Potentiel du pompage-turbinage de la force hydraulique dans le canton de Fribourg ». Les postulants demandaient d'étudier le potentiel de pompage-turbinage, mais également les possibilités de rehaussement des barrages. Par ailleurs, lors du débat en plenum, il a aussi été question d'étudier le solde de production cantonale pouvant être apporté par la mini-hydraulique, l'efficacité à améliorer dans les ouvrages de production, ainsi que la possibilité de désensabler les bassins de retenue afin d'améliorer les capacités de stockage. Par conséquent, dans son rapport sur postulat, le Conseil d'Etat analysera désormais l'ensemble de ces points, ce qui répondra également à la demande formulée dans le cadre du présent mandat.

Conclusion : le Conseil d'Etat propose le rejet de cette partie du mandat partant que la procédure relative au projet SCHEM est déjà en bonne voie et que le rapport sur postulat 2022-GC-125, en cours d'établissement, répondra aux compléments d'études demandés.

Géothermie

De 2010 à 2016, différentes études réalisées dans le canton ont permis l'élaboration du thème « Energie géothermique » inscrit au plan directeur cantonal, avec l'inscription d'une fiche de projet dans le périmètre de l'agglomération de Fribourg. Des analyses ont été menées, notamment avec des instituts spécialisés dont les Universités de Fribourg et Neuchâtel et d'autres spécialistes. Elles ont permis de procéder à des modélisations géologiques, à l'établissement d'une étude 3D de la distribution des températures pour la sélection des sites favorables au développement de la géothermie, principalement à grande profondeur, et à la détermination du potentiel énergétique que représente cette technologie à l'horizon 2050 dans le canton.

Il en est finalement ressorti que l'Etat, dans ce contexte et en tant qu'autorité, a été au bout du processus de planification qui lui est dévolu pour ce qui concerne spécifiquement la géothermie à grande profondeur, dont les températures extraites permettraient la production d'électricité. Désormais, il appartient à des développeurs de poursuivre les études de faisabilité pour des projets dans les zones qui se prêteraient à la réalisation d'installations. C'est d'ailleurs pour cette raison que l'Etat s'est associé à Groupe E pour créer la société gpfr SA afin de développer des projets, en particulier dans l'agglomération de Fribourg, de même qu'une autre entité a été créée dans le sud du canton par Gruyère Energie, à savoir Géothermie Préalpes SA. Ces deux sociétés sont actuellement en phase d'études pour des avant-projets dans les deux plus grands périmètres urbanisés du canton, Fribourg et Bulle. Géothermie Préalpes SA vient d'ailleurs de terminer une campagne sismique et les mesures sont en cours d'analyse afin de confirmer le potentiel réel. Le cas échéant, il sera alors possible de positionner l'endroit où un forage d'exploration ferait du sens. De son côté, gpfr SA n'a pas encore entamé cette phase.

Il ressort toutefois de ce qui précède que les études liées au potentiel ont principalement été menées pour valoriser la géothermie de grande profondeur. Dans ce domaine et à l'échelle du canton, il ne manque désormais plus qu'une analyse qui pourrait être menée afin de déterminer les zones où l'apport de chaleur par la géothermie de moyenne profondeur ferait du sens notamment pour le chauffage de bâtiments, idéalement commune par commune. Ces dernières pourraient ainsi reprendre les informations dans leur planification directrice. Cette analyse pourrait être réalisée dans le cadre de ce mandat, bien que celui-ci s'oriente plutôt sur la production d'électricité.

Finalement, la loi sur l'utilisation du sous-sol en préparation dans le canton, laquelle devrait en principe être prochainement débattue au Grand Conseil, apportera des clarifications et les précisions nécessaires sur l'exploitation de la ressource géothermie dans notre canton.

Conclusion : le Conseil d'Etat propose une acceptation partielle de cette partie du mandat comme suit :

- > Rejet du mandat pour ce qui concerne une étude sur la géothermie profonde, partant que celle-ci a déjà été réalisée (question n°6) ;
- > Acceptation d'une étude sur la géothermie à moyenne profondeur dont les résultats pourront être apportés à la planification directrice des communes.

Hydrogène

A titre liminaire, il est primordial de rappeler que l'hydrogène ne représente pas une source d'énergie primaire, mais un vecteur énergétique, fruit d'une transformation nécessitant une grande quantité d'énergie primaire, d'origine fossile ou renouvelable. Actuellement, l'hydrogène dit « vert » représente seulement 1 % de l'hydrogène produit dans le monde.

Le très faible rendement de production de l'hydrogène a pour conséquence que son prix est particulièrement élevé, et que cette production utilise généralement de l'énergie primaire pouvant être valorisée à ce jour directement chez le consommateur, le marché n'arrivant pas encore couvrir ses besoins uniquement par les énergies renouvelables. Ce n'est dès lors que lorsque le marché produira de l'énergie fatale, par exemple le surplus de l'énergie solaire en été, respectivement sans une autre valorisation possible, que le stockage par le biais de l'hydrogène fera du sens. Selon les prévisions de la Confédération, cette situation n'interviendra pas avant 2035, voire 2040, pour de la production Suisse. De plus, considérant les volumes de production qui seront disponibles et son coût, l'hydrogène devra être utilisé où cela sera le plus judicieux et, pour la production de chaleur, lorsqu'il n'existera pas d'alternative renouvelable locale.

A l'avenir, il pourrait être sensé de produire une partie de l'hydrogène nécessaire en Suisse. Cette production d'hydrogène vert nécessiterait dès lors une augmentation correspondante des installations de production d'électricité renouvelable, des électrolyseurs et des installations de stockage. Dans ce sens la Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie (EnDK) a récemment appelé la Confédération à formuler des objectifs correspondants et à créer un cadre réglementaire adapté. Elle a également plaidé à ce que la stratégie hydrogène de la Confédération, laquelle devrait sortir prochainement, estime les besoins au niveau national jusqu'en 2050 afin de déterminer la quantité d'importations qui sera nécessaire. Une analyse pour un éventuel accès au marché européen de l'hydrogène en construction devrait également se faire.

A ce jour, la production d'hydrogène dans le canton concerne deux installations pilotes. La première de ces installations a été inaugurée récemment par Groupe E au pied du barrage de Schiffenen, et la seconde est en cours de réalisation à Bulle par Gruyère Energie. Toutefois, s'il est important que les acteurs actifs dans la transition énergétique se préparent à maîtriser le processus de transformation et de valorisation de l'hydrogène, il faut être conscient qu'une production massive ne se réalisera pas rapidement dans le canton pour les raisons précédemment évoquées. De plus la consommation locale restera aussi marginale durant encore de nombreuses années. Dès lors, le Conseil d'Etat estime que la réalisation de l'étude demandée dans le cadre de ce mandat est prématurée.

Conclusion : le Conseil d'Etat propose le rejet de cette partie du mandat dans l'attente, d'une part, des résultats obtenus sur les deux réalisations pilotes du canton et, d'autre part, des développements attendus au niveau fédéral afin de pouvoir raisonnablement sur projeter sur d'éventuels surplus de capacités de production à partir des énergies renouvelables indigènes.

En conclusion le Conseil d'Etat invite donc le Grand Conseil à

- > fractionner le mandat et prendre position ressource par ressource ;
- > pour le solaire : rejeter cette partie du mandat ;
- > pour l'éolien : accepter partiellement cette partie du mandat comme suit :
 - > accepter le volet relatif aux mesures de vent ;
 - > rejeter et renvoyer aux travaux à mener dans le cadre du mandat 2022-GC-63 pour qui concerne les études à des plans d'affectation cantonaux, ainsi que l'opportunité de créer un fonds d'indemnisation pour les habitants touchés par les projets au groupe de travail ;
- > pour l'hydroélectricité : rejeter cette partie du mandat ;
- > pour la géothermie : accepter partiellement cette partie du mandat comme suit :
 - > rejeter la réalisation d'une étude sur la géothermie profonde ;
 - > accepter la réalisation d'une étude sur la géothermie à moyenne profondeur ;
- > pour l'hydrogène : rejeter cette partie du mandat.

En cas de refus sur le fractionnement, le Conseil d'Etat invite le Grand Conseil à refuser le mandat.



Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss

Auftrag 2023-GC-172

Förderung und Ausbau der Infrastruktur für erneuerbare Energien

Urheber/innen:	Mauron Pierre / Kolly Nicolas / Dafflon Hubert / Dorthe Sébastien / Ingold François / Levrat Marie / Lauber Pascal / Clément Christian / Kolly Gabriel / Roulin Daphné
Anzahl Mitunterzeichner/innen:	0
Einreichung:	11.07.2023
Begründung:	11.07.2023
Überweisung an den Staatsrat:	11.07.2023
Antwort des Staatsrats:	16.01.2024

I. Zusammenfassung des Auftrags

Mit dem am 11. Juli 2023 eingereichten und begründeten Auftrag weisen seine Verfasser darauf hin, dass die Stromproduktion aus erneuerbaren Energien ausgebaut werden muss, und verweisen dabei auf die Energiestrategie des Bundes, die das Stimmvolk im Mai 2017 angenommen hat. Sie erwähnen ferner, dass es Aufgabe des Bundes und der Kantone ist, die allgemeinen Rahmenbedingungen zu schaffen, damit die Energiewirtschaft die Landesversorgung optimal gewährleisten kann.

Deshalb wird vom Staatsrat verlangt, dass er die Entwicklung der Infrastruktur zur Erzeugung von Strom aus erneuerbaren Energien insbesondere mit gewissen Technologien im Kanton beschleunigt.

Bezüglich der Sonnenenergie müssen das im Kanton Freiburg vorhandene Potenzial, die Gebiete mit einer günstigen Sonneneinstrahlung, die sich für den Bau von Fotovoltaik-Parks eignen, und das Entwicklungspotenzial der Solarthermie geprüft werden (1. Punkt).

Bezüglich der Windenergie gilt es, Windmessmasten auf allen im kantonalen Richtplan aufgeführten Gebieten aufzustellen, um die Windqualität zu klären. Das Aufstellen von Windmessmasten an anderen Standorten muss geprüft werden. Die Kontrolle und Analyse der Messungen werden von einem Lenkungsausschuss bestehend aus 11 Grossratsmitgliedern überwacht (2. Punkt). Der Staatsrat wird zudem gebeten, zu prüfen, ob es angezeigt ist, kantonale Nutzungspläne aufzustellen und einen Entschädigungsfonds für die von den Projekten betroffenen Einwohnerinnen und Einwohner zu schaffen (3. Punkt).

Bezüglich der Wasserkraft muss der Staatsrat prüfen, wie er seine Entscheidungen schneller treffen kann, damit das Projekt SCHEM unverzüglich realisiert werden kann (4. Punkt). Er soll ferner prüfen, welches Restpotenzial an Wasserkraft mit Kleinanlagen an kleinen Wasserläufen oder im Abwassernetz genutzt werden kann (5. Punkt).

Bezüglich der Geothermie muss eine Studie über die Tiefengeothermie durchgeführt werden. Falls dieses eine 3D-Kartografie des Untergrunds erfordert, muss der Staatsrat Vorschläge machen, wie diese realisiert werden kann (6. Punkt).

Bezüglich des Wasserstoffs muss eine Studie durchgeführt werden, die es ermöglicht, zu bestimmen, wie diese Technologie im Kanton rasch entwickelt werden könnte. Zu prüfen sind drei Aspekte: die lokale Produktion oder der Transport von ausserhalb des Kantons, die Errichtung eines Verteilnetzes und die Möglichkeit, die Nachfrage zu steigern, insbesondere indem die Nutzung von Wasserstoff durch den Schwerverkehr oder durch Wasserstoffbusse gefördert wird (7. Punkt).

II. Antwort des Staatsrats

Einleitend ruft der Staatsrat in Erinnerung, dass er im Jahr 2017 einen Sachplan Energie¹ aufgestellt hat, der den Stand der Energieinfrastruktur des Kantons darlegt und das Nutzungspotenzial für alle erneuerbaren Energiequellen gestützt auf spezifische Studien aufführt und dieses in Verbindung mit den energiepolitischen Zielen des Kantons setzt.

Die energiepolitischen Ziele wurden zuerst im Jahr 2009 in der Energiestrategie des Staatsrats festgehalten. Danach wurden sie an die Energiestrategie 2050² angepasst, die das Schweizer Stimmvolk im Mai 2017 angenommen hat.

Das Amt für Energie (AfE) zieht alle fünf Jahre Bilanz über den Stand der Massnahmen, die darauf abzielen, die vom Kanton gesetzten Ziele zu erreichen. Der neuste Bericht befasst sich mit dem Zeitraum 2015-2020³. Im Übrigen kann sich das Nutzungspotenzial der erneuerbaren Energien je nach Entwicklung des gesetzlichen Rahmens und den technologischen Fortschritten bei den verschiedenen Energiequellen stark verändern. Deshalb werden die Daten auf Ebene des Bundes und des Kantons regelmässig aktualisiert.

Der Staatsrat beabsichtigt, in naher Zukunft eine Roadmap für die Erzeugung und den Verbrauch von Strom im Kanton aufzustellen, um die Umsetzung der getroffenen Massnahmen noch genauer zu überwachen. Dieses Instrument wird es ihm auch ermöglichen, in Bereichen, in denen die Entwicklung als unzureichend angesehen wird, die notwendigen Impulse zu geben. Der Staatsrat will auf diese Weise dazu beitragen, dass die Ziele der Energiestrategie des Bundes erreicht werden. Er will so auch alles unternehmen, um die Energieversorgungssicherheit des Kantons zu gewährleisten, wobei die Anforderungen an den Umweltschutz und die Raumplanung eingehalten werden.

Dies vorausgeschickt antwortet der Staatsrat wie folgt und nach Themen geordnet auf die verschiedenen Forderungen der Verfasserinnen und Verfasser des Auftrags.

Sonnenenergie

Eine Studie des Planungsbüros NET Nowak Energie & Technologie SA⁴, die im Januar 2023 im Auftrag des AfE durchgeführt wurde, legt im Detail das Entwicklungspotenzial der Fotovoltaik in den verschiedenen im Kanton Freiburg möglichen Bereichen dar. Gestützt auf diese neue Analyse

¹ https://www.fr.ch/sites/default/files/2018-07/SE-PLAN-SECTORIEL-DE-02.11.17_avec_liens_Small_0.pdf

² <https://www.uvek.admin.ch/uvek/de/home/energie/grundsaeetze-der-energiepolitik.html>

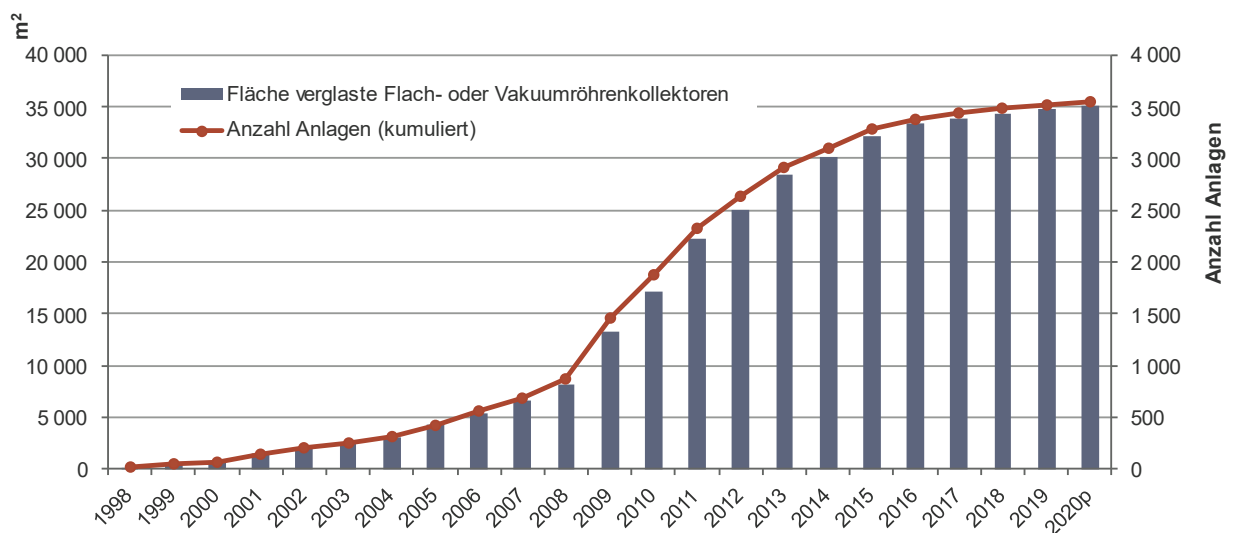
³ https://www.fr.ch/sites/default/files/2022-02/energiestrategie-kanton-freiburg--bericht-20152020_0.pdf

⁴ https://www.fr.ch/sites/default/files/2023-09/fotovoltaiikstrategie-des-kantons-freiburg_0.pdf

hat der Staatsrat im August 2023 eine Fotovoltaikstrategie⁵ aufgestellt, die eine Stromproduktion von 600 GWh/Jahr ab 2035 und 1300 GWh/Jahr ab 2050 vorsieht (vgl. auch Bericht 2023-DEEF-34 auf das Postulat 2022-GC-126 Christian Clément/Hubert Dafflon - Fotovoltaik-Parks in den Voralpen, den der Staatsrat am 31. Oktober 2023 dem Grossen Rat übergeben hat).

Damit ist die erste Forderung des vorliegenden Auftrags erfüllt, die lautet, das verfügbare Potenzial und die Zonen mit einer günstigen Sonneneinstrahlung zu identifizieren, die sich für Fotovoltaik-Parks eignen.

In Bezug auf das Solarthermiefähigkeit ist darauf hinzuweisen, dass diese Technologie, die hauptsächlich darin besteht, einen Teil des Brauchwarmwassers zu produzieren und manchmal zur Gebäudeheizung beizutragen, nicht mehr so gefragt ist, und zwar weder bei den Eigentümerinnen und Eigentümern noch bei den Spezialistinnen und Spezialisten, selbst bei der nationalen Dachorganisation Swissolar. Die Solarthermie verbreitete sich zu Beginn der Nullerjahre, wurde aber aufgrund der Anlagekosten und der insgesamt bescheidenen Wärmeausbeute immer mehr von der Fotovoltaik ersetzt. Für die Fotovoltaik gibt es deutlich mehr nutzbare Flächen, der Bau ist einfacher und der Strom kann auch die Wärmeproduktion dank Wärmepumpen steigern und dies zu deutlich tieferen Kosten. Trotz attraktiven Förderbeiträgen des Kantons für die Solarthermie werden durchschnittlich nur rund zwanzig derartige Anlagen pro Jahr gebaut.



Entwicklung der im Kanton Freiburg eingebauten thermischen Solaranlagen, Quelle: AfE

Deshalb gilt nach Meinung des Staatsrats die oben erwähnte Studie über das Fotovoltaikpotenzial für alle Flächen, die sich für Sonnenenergie eignen, sei dies zur Wärme- oder Stromproduktion, da auf die Solarthermie nur ein sehr kleiner Anteil entfällt.

Fazit: Der Staatsrat hält zusätzliche Studien im Bereich der Fotovoltaik und der Solarthermie (1) nicht für angezeigt, denn die Fotovoltaik-Strategie des Staatsrats und der Bericht 2023-DEEF-34 zum Postulat 2022-GC-126 liefern bereits alle gewünschten Angaben. Er empfiehlt deshalb, diesen Teil des Auftrags abzulehnen.

⁵ <https://www.fr.ch/de/vwbd/afe/news/der-staatsrat-beschliesst-eine-ehrgeizige-fotovoltaik-strategie>

Windenergie

Der Staatsrat hat wiederholt die Art und Weise dargelegt, wie das kantonale Windenergiekonzept ausgearbeitet wurde, und insbesondere wie die Winddaten berücksichtigt wurden, die hauptsächlich aus dem Windatlas des Bundes und den Resultaten verschiedener örtlicher Messungen stammen. Dem ist anzufügen, dass aktuell noch keine langfristigen oder zumindest einjährigen Windmessungen in den Gebieten durchgeführt wurden, die im kantonalen Richtplan aufgeführt sind.

Im Rahmen der jüngsten Arbeiten zum Auftrag 2022-GC-63 (Revision des Themas Windenergie des kantonalen Richtplans (KRP)) wird der Staatsrat in Kürze einen Steuerungsausschuss aufstellen, wie in seiner Antwort auf den Auftrag erwähnt, die der Grosse Rat in der Septembersession 2023 genehmigt hat. Gemäss der aktuellen Planung wird der Steuerungsausschuss dafür zuständig sein, die bisherigen Kriterien zu überprüfen und abzuklären, ob andere Kriterien eventuell besser geeignet sind für die Auswahl der besten Standorte unter Einhaltung der gesetzlichen Verfahren. Der Steuerungsausschuss wird anschliessend bei Bedarf auch die Planung aktualisieren.

Folglich würden Windmessmasten wertvolle Daten für die Arbeit des Steuerungsausschusses liefern, denn die Windgeschwindigkeit ist ein zentrales Kriterium für die Windenergieplanung. Zudem könnten weitere Daten gesammelt werden. Was den finanziellen Aspekt betrifft, werden die Kosten für das Aufstellen der Masten auf etwas über 100'000 Franken pro Masten geschätzt. Das Bundesamt für Energie hat bereits eine Kostenübernahme von 40 % durch den Bund in Aussicht gestellt. Die übrigen 60 % würde der Kanton übernehmen. Da diese Messungen für die Umsetzung eines Projekts zwingend sind, kann der Staat, falls anschliessend ein Projekt realisiert wird, die Windmesskosten dem Projektträger in Rechnung stellen.

Nach Meinung des Staatsrats sind diese Daten von strategischer Bedeutung. Indem die gesammelten Daten vollkommen transparent veröffentlicht werden, dies etwa über eine speziell dafür eingerichtete Website, die die gesamten gemessenen Werte in Echtzeit übermittelt, könnte an der Wiederherstellung des Vertrauens der betroffenen Bevölkerung und Gemeinden gearbeitet werden. Aufgrund dieser Darlegungen und in Antwort auf den 2. Punkt dieses Auftrags spricht sich der Staatsrat für das Aufstellen von Windmessmasten aus.

Der 3. Punkt über das raumplanerische Verfahren für die Entwicklung der Windkraft wird im Steuerungsausschuss besprochen, der unter der Leitung der Direktoren der RIMU und der VWBD steht (vgl. Antwort auf den Auftrag 2022-GC-63). Der Entscheid, ob kantonale Nutzungspläne vorgesehen werden, ist jedoch dem Staatsrat vorbehalten.

Fazit: Der Staatsrat empfiehlt die teilweise Annahme des Auftrags in Bezug auf die Windenergie und zwar wie folgt:

- > Annahme des Teils zu den Windmessungen (2. Punkt);
- > Ablehnung des Teils des Auftrags, der die Prüfung von kantonalen Nutzungsplänen sowie die Schaffung eines Entschädigungsfonds für die Einwohnerinnen und Einwohner beinhaltet, die von Projekten der Arbeitsgruppe betroffen sind (3. Punkt), wobei auf die Arbeiten verwiesen wird, die im Rahmen des Auftrags 2022-GC-63 durchzuführen sind.

Wasserkraft

Das Energieprojekt SCHEM ist Teil einer Variante, die geprüft wird, um das Schiffenen-Stauwerk ökologisch zu sanieren. Das Dossier ist in den betroffenen Dienststellen des Staats und der Kantone Waadt und Bern in Bearbeitung. Ein Vorschlag für die Wahl der besten Variante wird Anfang des kommenden Jahres erwartet. Das Dossier wird anschliessend an den Bund weitergeleitet, der über alle nötigen Informationen verfügt, um zur Wahl der besten Variante Stellung zu nehmen. Darauf folgen ein Vorentwurf, eine Umweltverträglichkeitsstudie und das Ausführungsprojekt. Der Staatsrat stellt somit fest, dass das Dossier mit der nötigen Dringlichkeit und Sorgfalt bearbeitet wird, was dem 4. Punkt des Auftrags entspricht.

Was den 5. Punkt betrifft, ruft der Staatsrat in Erinnerung, dass der Grosse Rat in der Herbstsession 2023 das Postulat 2022-GC-125 «Pumpspeicherpotenzial der Wasserkraft im Kanton Freiburg» angenommen hat. Die Verfasser des Postulats verlangten, dass das Pumpspeicherpotenzial und die Möglichkeit einer Erhöhung der Staumauern geprüft werden. Bei der Debatte im Plenum wurde übrigens auch darüber gesprochen, das Restpotenzial des Kantons zu prüfen, das in der Kleinwasserkraft liegt, sowie in der Steigerung der Energieeffizienz der bestehenden Kraftwerke und der Spülung der Staubecken, um deren Speicherkapazität zu steigern. In seinem Bericht zum Postulat wird der Staatsrat also alle diese Punkte analysieren, was auch den Forderungen des vorliegenden Auftrags entspricht.

Fazit: Der Staatsrat empfiehlt, diesen Teil des Auftrags abzulehnen, da das Verfahren in Bezug auf das Projekt SCHEM bereits voranschreitet und der Bericht zum Postulat 2022-GC-125, der zurzeit ausgearbeitet wird, auf die Punkte eingehen wird, deren Prüfung verlangt wird.

Geothermie

Verschiedene Studien, die zwischen 2010 und 2016 im Kanton durchgeführt wurden, haben es ermöglicht, das Thema «Geothermische Energie» des kantonalen Richtplans mit einem Projektblatt für das Gebiet der Agglomeration Freiburg auszuarbeiten. Verschiedene Analysen wurden durchgeführt, und zwar insbesondere mit spezialisierten Instituten der Universitäten Freiburg und Neuenburg und weiteren Spezialistinnen und Spezialisten. Sie haben es ermöglicht, den Untergrund zu modellieren, eine 3D-Studie über die Wärmeverteilung durchzuführen, um Gebiete zu wählen, die sich für die Nutzung der Geothermie eignen, und zwar hauptsächlich der Tiefengeothermie, und das energetische Potenzial zu bestimmen, die diese Technologie bis 2050 im Kanton birgt.

Daraus ging schliesslich hervor, dass der Staat als Behörde in diesem Bereich den ihm zufallenden Planungsprozess in Bezug auf die Tiefengeothermie, deren Temperaturen die Stromproduktion ermöglichen würden, abgeschlossen hat. Jetzt ist es Sache der Projektträger, die Machbarkeitsstudien für Projekte in den Zonen durchzuführen, die sich für den Bau von Anlagen eignen. Dies ist übrigens der Grund, weshalb der Staat gemeinsam mit Groupe E die Firma gpfr SA gegründet hat, deren Ziel es ist, Projekte insbesondere in der Agglomeration Freiburg zu entwickeln. Eine weitere Firma, die Géothermie Préalpes SA, wurde durch die Gruyère Energie für den südlichen Kantonsteil geschaffen. Die beiden Firmen führen zurzeit Studien für Vorprojekte in den beiden grössten Siedlungsgebieten des Kantons, nämlich Freiburg und Bulle, durch. Géothermie Préalpes SA hat übrigens kürzlich eine seismische Messkampagne abgeschlossen und die Messungen werden zurzeit analysiert, um das effektive Potenzial zu bestätigen. Ist dies der Fall, kann der Ort gewählt werden, an dem eine Versuchsbohrung Sinn machen würde. Die gpfr SA ihrerseits hat diese Phase noch nicht gestartet.

Dem ist jedoch anzufügen, dass die Potenzialstudien hauptsächlich im Hinblick auf die Nutzung der Tiefengeothermie durchgeführt wurden. Was die Geothermie auf Kantonebene betrifft, fehlt zurzeit nur noch eine Analyse, um zu bestimmen, welche Gebiete sich für die Nutzung der mitteltiefen Geothermie eignen würden, die der Gebäudeheizung dienen könnte, und zwar idealerweise Gemeinde für Gemeinde. Diese könnten so die Informationen in ihre Gemeinderichtpläne aufnehmen. Diese Analyse könnte im Rahmen des vorliegenden Auftrags durchgeführt werden, auch wenn dieser eher auf die Stromproduktion ausgerichtet ist.

Das Gesetz über die Nutzung des Untergrunds, das zurzeit im Kanton ausgearbeitet wird und wohl demnächst im Grossen Rat zur Debatte steht, klärt und präzisiert die Nutzung der Geothermie in unserem Kanton.

Fazit: Der Staatsrat empfiehlt die teilweise Annahme des Auftrags zu diesem Thema, und zwar wie folgt:

- > Ablehnung des Auftrags hinsichtlich einer Studie über die Tiefengeothermie, da diese bereits durchgeführt wurde (6. Punkt);
- > Annahme einer Studie über die mitteltiefe Geothermie, deren Resultate in die Gemeinderichtpläne aufgenommen werden können.

Wasserstoff

Vorab ist darauf hinzuweisen, dass Wasserstoff keine Primärenergiequelle darstellt, sondern ein Energieträger ist, der durch Umwandlung einer grossen Menge von Primärenergie aus fossilen oder erneuerbaren Quellen erzeugt wird. Aktuell kann nur 1 % des weltweit erzeugten Wasserstoffs als «grün» bezeichnet werden.

Aufgrund des sehr tiefen Wirkungsgrads der Wasserstoffproduktion ist dessen Preis besonders hoch. Ausserdem kann die dafür verwendete Primärenergie in der Regel direkt durch die Verbraucher genutzt werden, während der Markt noch nicht in der Lage ist, den Bedarf einzig durch erneuerbare Energien zu decken. Folglich macht eine Speicherung in Form von Wasserstoff nur dann Sinn, wenn der Markt überschüssige Energie produziert, etwa in Form von Sonnenenergie im Sommer, die nicht anderweitig genutzt werden kann. Gemäss den Prognosen des Bundes wird es in der Schweiz nicht vor 2035, wenn nicht gar 2040, soweit sein. Angesichts der voraussichtlich produzierten Mengen und ihrer Kosten, wird der Wasserstoff dort eingesetzt werden müssen, wo er sich am besten eignet, etwa zur Wärmeerzeugung, wenn keine andere erneuerbare Energie lokal vorhanden ist.

In Zukunft könnte es sinnvoll sein, einen Teil des benötigten Wasserstoffs in der Schweiz zu produzieren. Zur Herstellung von grünem Wasserstoff wären folglich ein entsprechender Ausbau der Anlagen zur Stromerzeugung aus erneuerbaren Energien und der Bau von Elektrolyseuren und von Wasserstoffspeichern notwendig. Zu diesem Zweck hat die Konferenz Kantonalen Energiedirektoren (EnDK) kürzlich den Bund dazu aufgerufen, entsprechende Ziele zu formulieren und einen passenden reglementarischen Rahmen aufzustellen. Sie hat sich ebenfalls dafür eingesetzt, dass der Bund in seiner Wasserstoffstrategie, die er demnächst herausgibt, den landesweiten Wasserstoffbedarf bis 2050 schätzt, damit bestimmt werden kann, welche Menge importiert werden muss. Eine Analyse für einen allfälligen Zugang zum europäischen Wasserstoffmarkt, der sich aktuell im Aufbau befindet, sollte ebenfalls durchgeführt werden.

Im Kanton gibt es derzeit zwei Pilotanlagen für die Produktion von Wasserstoff. Die erste Anlage wurde kürzlich am Fusse der Schiffenen-Staumauer eingeweiht. Die zweite Anlage wird zurzeit von der Gruyère Energie in Bulle gebaut. Doch auch wenn es wichtig ist, dass die Akteure der Energiewende sich darauf vorbereiten, den Prozess zur Umwandlung und Nutzung von Wasserstoff zu beherrschen, muss man sich bewusst sein, dass im Kanton aus den oben erwähnten Gründen nicht innert Kürze eine Grossproduktion aufgezogen werden kann. Ausserdem wird der lokale Wasserstoffverbrauch noch viele Jahre lang unbedeutend bleiben. Deshalb hält der Staatsrat die Durchführung der im vorliegenden Auftrag verlangten Studie für verfrüht.

Fazit: Der Staatsrat empfiehlt, diesen Teil des Auftrags abzulehnen, denn einerseits sollten die Resultate der beiden Pilotanlagen des Kantons und andererseits die Entwicklungen auf Bundesebene abgewartet werden, bevor mit allfälligen überschüssigen Produktionskapazitäten aus einheimischen erneuerbaren Quellen ernsthaft gerechnet werden kann.

Abschliessend empfiehlt der Staatsrat dem Grossen Rat,

- > den Auftrag aufzuteilen und für jede Energiequelle einzeln wie folgt zu entscheiden:
- > den Teil des Auftrags zur Sonnenenergie abzulehnen;
- > den Teil des Auftrags zur Windenergie teilweise anzunehmen, das heisst:
 - > den Teil zur Windmessung anzunehmen und
 - > den Teil zu den Studien über die kantonalen Nutzungspläne und die Schaffung eines Entschädigungsfonds für Einwohnerinnen und Einwohner, die von Projekten der Arbeitsgruppe betroffen sind, abzulehnen mit Verweis auf die Arbeiten, die im Rahmen des Auftrags 2022-GC-63 durchgeführt werden;
- > den Teil des Auftrags zur Wasserkraft abzulehnen;
- > den Teil des Auftrags zur Geothermie teilweise anzunehmen, das heisst:
 - > die Durchführung einer Studie über die Tiefengeothermie abzulehnen und
 - > die Durchführung einer Studie über die mitteltiefe Geothermie anzunehmen;
- > den Teil des Auftrags zum Wasserstoff abzulehnen.

Falls der Grosse Rat die Aufteilung ablehnt, empfiehlt der Staatsrat ihm, den Auftrag abzulehnen.



Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

Mandat 2023-GC-119

Les mesures locales et bas seuil, un investissement pour l'avenir des jeunes en difficulté

Auteur-e-s :	Michellod Savio / Esseiva Catherine / Galley Liliane / Jaquier Armand / Levrat Marie / Tritten Sophie / Bürdel Daniel / Thalmann-Bolz Katharina / Zermatten Estelle / Altermatt Bernhard
Nombre de cosignataires :	0
Dépôt :	10.05.2023
Développement :	11.05.2023
Transmission au Conseil d'Etat :	11.05.2023
Réponse du Conseil d'Etat :	05.12.2023

I. Résumé du mandat

Par mandat déposé le 10 mai 2023 et développé le 11 mai 2023, les auteur-e-s demandent au Conseil d'Etat d'assurer la pérennité du financement cantonal des mesures « locales et bas seuil » au-delà du Plan de soutien jeunesse découlant du COVID et à revoir les conditions d'accès et d'éligibilité des mesures « locales et bas seuil » au financement cantonal, en introduisant un financement par mesure et non par individu.

Selon eux, les mesures « locales et bas seuil » sont complémentaires aux mesures « cantonales » qui sont financées par l'assurance chômage et le fonds cantonal de l'emploi. Pour un jeune, pouvoir bénéficier d'un soutien de proximité, tel que les mesures locales et bas seuil, peut être déterminant et lui éviter un passage prolongé par l'aide sociale, pouvant accentuer sa détresse et entraînant, parfois, une exclusion définitive du monde du travail. Les auteur-e-s estiment, que le financement cantonal de ces mesures ne doit donc pas être considéré comme une charge, mais comme un investissement dans l'avenir.

II. Réponse du Conseil d'Etat

A titre préliminaire, le Conseil d'Etat rappelle que, selon l'article 79, 1^{er} alinéa de la loi sur le Grand Conseil (LGC ; RSF 121.1), le mandat est la proposition faite au Grand Conseil d'amener le Conseil d'Etat à prendre des mesures dans un domaine ressortissant à la compétence de ce dernier. En l'occurrence, et dès lors qu'ils demandent la prolongation d'un financement par l'inscription d'un montant au budget ordinaire de l'Etat, les dépositaires du mandat requièrent une mesure qui s'inscrit dans les compétences du Grand Conseil, puisque ce dernier adopte le budget. Le Conseil d'Etat constate donc qu'il aurait pu conclure à l'irrecevabilité du présent mandat. Cependant, vu l'importance du sujet abordé, choisit tout de même de lui donner réponse comme suit.

Le Conseil d'Etat est conscient de la gravité de la situation qui affecte les jeunes en rupture dans leur parcours d'insertion dans la vie professionnelle. Il est également conscient des risques que ces ruptures entraînent en matière de dépendance à l'aide sociale, mais aussi en matière de santé

psychologique et physique. Pour cette raison, il est attentif à ce que soient proposées des actions coordonnées et un dispositif de prise en charge cohérent, tenant compte de la variété des interventions qui permettent l'insertion professionnelle et mettant au centre l'intérêt des jeunes.

Le dispositif « cantonal » d'insertion dans la vie professionnelle est composé de mesures provenant de services différents. La Commission cantonale pour les jeunes en difficulté d'insertion dans la vie professionnelle (ci-après, la CJD) est l'organe stratégique de ce dispositif. Instituée par l'article 30 du règlement sur l'emploi et le marché du travail (REMT ; RSF 866.1.11) du 2 juillet 2012, la CJD réunit les Services public de l'emploi (SPE), de l'enfance et de la jeunesse (SEJ), de l'orientation professionnelle et de la formation des adultes (SOPFA), de la formation professionnelle (SFP), de l'action sociale (SASoc), de l'enseignement obligatoire de langue française (SENOF, représentant aussi son pendant alémanique), l'Office de l'assurance-invalidité (OAI) et l'Institut agricole de Grangeneuve (IAG). La CJD a pour rôle, outre la direction stratégique du dispositif, la gestion de la Plateforme Jeunes (PFJ), organe central d'analyse et d'aiguillage des jeunes dans le dispositif. Le dispositif cantonal est construit sur les mesures de plusieurs services étatiques et de plusieurs assurances sociales. La CJD, pour les questions stratégiques, et la PFJ, pour les questions opérationnelles, sont donc des outils importants de coordination interservices.

Seule la mise en œuvre du projet « Mesures locales et bas seuil » sera abordée dans le cadre de la réponse à ce mandat. Toutefois, il semble important de rappeler que, à la suite du postulat Jelk/Michellod « Insertion professionnelle des jeunes et pandémie de coronavirus » ([2021-GC-23](#)), le Conseil d'Etat a établi un rapport le 23 décembre 2021, dans lequel une cartographie non-exhaustive et vouée à être évolutive a été réalisée. Les mesures du canton de Fribourg y sont présentées, qu'elles concernent les Cycles d'orientations, l'enseignement spécialisé, les mesures transitoires vers la formation ou les mesures en place dans le cadre de la formation professionnelle. Consciente de la complexité de ce dispositif, la CJD a réalisé un dépliant présentant un panel sélectionné de mesures et permettant aux jeunes, aux familles et aux personnes qui les accompagnent de s'orienter dans le dispositif. Les évolutions de ce dispositif sont présentées dans une annexe à cette réponse.

1. Le Plan de soutien à la Jeunesse

Faisant suite aux conséquences du coronavirus pour les jeunes, une task-force « Plan de soutien jeunesse Fribourg » a été constituée. Cette dernière a proposé dix mesures, considérées comme urgentes, pour les années 2022 et 2023, pour un coût total de 1 706 000 francs. Dans ces mesures, deux concernaient directement la question de l'insertion professionnelle : la mesure « OMax » dont le financement court jusqu'à la fin de l'année scolaire 2023-2024, et la mesure « Aides à l'insertion socioprofessionnelle locales et bas seuil ». Cette deuxième mesure est dotée d'un budget de 200 000 francs par année.

L'objectif de la mesure « Aides à l'insertion socioprofessionnelle locales et bas seuil » était de répondre à l'augmentation des besoins des jeunes constatée par le terrain, mais aussi de répondre à l'augmentation du nombre de jeunes dans les mesures locales et bas seuil, en apportant un soutien financier aux mesures pour le suivi de ces jeunes. De plus, cette mesure permettait à la PFJ d'élargir son panel d'offres, afin de répondre à des jeunes dont les besoins en matière d'insertion ne sont pas couverts par les structures cantonales. En permettant aux mesures d'aborder les jeunes de manière proactive, il était alors possible de détecter les jeunes dont les parcours et les ruptures ont créé un éloignement face au dispositif cantonal. En ce sens, les mesures locales et bas seuil pouvaient renforcer la capacité de réponse face à des besoins multiples, avec des concepts de prise en charge variés et de proximité.

1.1. Mise en œuvre du projet « Mesures locales et bas seuil »

Le projet « Mesures locales et bas seuil » a été mis en œuvre à partir de l'été 2022, faisant suite à l'adoption, le 24 mai 2022, par le Conseil d'Etat, du règlement d'exécution relatif aux mesures d'insertion professionnelle locales et bas seuil à l'attention de la PFJ (RMIP-PFJ ; RSF 866.1.12). Le règlement est entré en vigueur le 3 juin 2022. Un catalogue des mesures a été proposé par Insertion Fribourg et a été mis en ligne. Ces mesures ont été validées par l'intermédiaire du règlement d'exécution. Des présentations de chacune des mesures ont eu lieu au personnel de la PFJ, afin de renforcer sa connaissance des mesures hors du dispositif usuel.

Durant la période de mise en œuvre 2022-2023, soit du 3 juin 2022 au 30 juin 2023, ce sont 47 demandes qui ont été déposées dans le cadre du projet. Afin d'offrir une vision la plus complète qui soit, la période a été définie dans le cadre de l'année scolaire 2022-2023 (1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023), tout en incluant les premières demandes du mois de juin 2022 au lancement de ce projet.

L'acceptation ou le refus des demandes dépend du règlement d'application qui prévoit le financement selon le principe de subsidiarité. Concrètement, une personne qui peut bénéficier d'une MIS, d'une mesure de l'AI ou d'une mesure du marché du travail ne devrait pas pouvoir bénéficier d'une mesure locale et bas seuil, sauf lorsque sa situation l'exige. Le financement par le plan de soutien à la jeunesse devrait ainsi pouvoir répondre à celles et ceux qui n'ont plus aucun filet de protection ou celles et ceux dont les besoins ne peuvent pas être comblés par une mesure cantonale.

81% des situations présentées correspondaient aux critères. Pour une partie d'entre elles, le financement a été accepté préalablement à la mise en place d'une mesure dans le dispositif cantonal (acceptation en vue de faire le lien et une inscription dans le dispositif cantonal, acceptation en vue d'attendre une place dans le dispositif cantonal), alors qu'initialement ce financement a été imaginé pour des jeunes n'ayant pas ou plus droit au dispositif cantonal. 19 % des demandes ont reçu un préavis négatif, en application du règlement, car les personnes concernées étaient en emploi, en formation ou prises en charge par d'autres mesures transitoires.

Dans la pratique, des mesures locales et bas seuil ont donc été financés non seulement si elles remplissaient les critères, mais aussi si elles jouaient un rôle de détection de jeunes qui n'étaient plus suivis mais qui avaient pourtant droit à d'autres mesures du dispositif « cantonal ».

Le tableau ci-dessous présente l'ensemble des demandes déposées durant la période de mise en œuvre 2022-2023. Il montre le nombre de demandes déposées par mesure, en y distinguant les refus et les situations détectées par la PFJ.

Mesures	Nombre de jeunes	Dont refus	Dont situations détectées par la PFJ
Avenir Formation Pro – Intégration pour tous	3	0	1
Vers une insertion professionnelle – Œuvre suisse d'entraide ouvrière	4	1	2
Bulle Pro – Service de la jeunesse de Bulle	6	3	0
Projet Job – Villars-sur-Glâne	1	0	0
Arcades – Fondation Cherpillod	2	0	0
Transition Glâne	4	1	0
Small Jobs – Gemeinde Kerzers	0	0	0
Pôle Mini Job – Association Reper	27	4	1

Mesures	Nombre de jeunes	Dont refus	Dont situations détectées par la PFJ
Rock Your Life	0	0	0
Biohof, Bios'fair – Fondation de Fribourg pour la jeunesse	0	0	0
Totaux	47	9	4

Le projet « Mesures locales et bas seuil » permet une posture proactive des mesures dans l'annonce de situations qu'elles suivent. Cette posture vise à détecter les situations où la rupture avec le dispositif d'insertion professionnelle est plus marquée. Les mesures peuvent annoncer des jeunes auprès de la PFJ, évitant ainsi que ce soit aux jeunes ou à leur famille de réaliser des démarches administratives constituant un frein. En matière d'annonce des situations par les mesures, elles disent ne pas avoir annoncé tous les jeunes qui auraient pu bénéficier du financement selon le règlement, pour des raisons diverses : un éloignement trop important face à l'insertion professionnelle, une intégration insuffisante dans la mesure ou une durée de mesure insuffisante pour envisager l'inscription, une hospitalisation ou encore parce que le lien de confiance n'a pas encore pu être instauré entre la personne et la mesure.

Le projet permet aussi de détecter les situations où les jeunes ont terminé une mesure « cantonale », sans solution et sans suivi de la transition vers une autre mesure (jusqu'alors, seul le Case Management Formation Professionnel pouvait être mobilisé). Dans cette situation, c'est la PFJ qui détecte et annonce les situations auprès des mesures locales et bas seuil. Ce canal de détection s'est mis en place tardivement dans ce projet. En finalité, ce sont un peu moins d'une quarantaine de jeunes qui ont été contacté par la PFJ à la suite d'une fin de mesure « cantonale ». Désormais, à la fin d'une mesure « cantonale », les jeunes peuvent systématiquement indiquer si un contact avec la PFJ est souhaité en vue d'une poursuite de la prise en charge.

Comme indiqué dans le mandat, le budget n'a pas été utilisé dans sa globalité. Le tableau ci-dessous recense les montants engagés et facturés, par année civile, jusqu'au 30 juin 2023. Les montants sont facturés selon deux modèles différents : soit en fonction des heures de suivi, le coût horaire de la prestation étant facturé ; soit par place, le coût lié à la réservation de la place dans la structure étant facturé. Ce fonctionnement crée une différence entre les coûts engagés et les coûts facturés, qui peut, selon les heures de suivi effectuées, être importante.

Mesures	Montants engagés 2022	Montants versés 2022	Montants engagés 2023	Montants versés 2023 (état au 20.11.2023)
Avenir Formation Pro – Intégration pour tous	3'750.-	3'750.-	3'750.-	7'500.-
Vers une insertion professionnelle – Œuvre suisse d'entraide ouvrière	0.-	0.-	45'000.-	24'375.-
Bulle Pro – Service de la jeunesse de Bulle	6'720.-	0.-	840.-	1'680.-
Projet Job – Villars-sur-Glâne	0.-	0.-	1'920.-	0.-
Arcades – Fondation Cherpillod	2'880.-	0.-	5'760.-	360.-
Transition Glâne	14'400.-	2'400.-	20'160.-	6'300.-
Small Jobs – Gemeinde Kerzers	0.-	0.-	0.-	0.-

Mesures	Montants engagés 2022	Montants versés 2022	Montants engagés 2023	Montants versés 2023 (état au 20.11.2023)
Pôle Mini Job – Association Reper	44'100.-	2'820.-	66'780.-	30'870.-
Rock Your Life	0.-	0.-	0.-	0.-
Biohof, Bios'fair – Fondation de Fribourg pour la jeunesse	N.a*	N.a*	0.-	3'015.-
Totaux	71'850.-	8'970.-	144'210.-	74'100.-

*N.a : Biohof, bios'fair n'était pas reconnue comme mesure en 2022.

Les montants alloués pour le Plan de soutien jeunesse qui n'auraient pas été engagés à fin 2023 seront reportés afin de couvrir les dépenses prévues en 2024.

Finally, the cooperation has been important during the year in progress. At the operational level, it has been built around exchanges for each situation between the PFJ and the person of reference in the local measure and low threshold. This coordination has allowed to evaluate the objectives set and the relevance of the financial takeover by the State, on the basis of the settlement. This has also been the occasion to offer a supplementary view on the situations, in order to envisage the pistes de prise en charge dans le dispositif cantonal. De plus, deux séances de réseau ont été organisées entre les mesures locales et bas seuil et des membres de la PFJ et de la CJD (dont une avec la présence de la LMMT) afin de mettre en lumière certaines difficultés éventuelles dans la mise en œuvre du projet et d'y apporter des réponses concrètes. Les mesures locales et bas seuil ont pu être présentées aux responsables des mesures du marché du travail afin de favoriser les liens entre ces différents types de mesures.

1.2. Evaluation du projet « Mesures locales et bas seuil » par la Commission des jeunes en difficulté d'insertion dans la vie professionnelle

The project « Mesures locales et bas seuil » has been designed for a duration of two years, to respond in a targeted manner to the needs of young people in difficulty with their professional integration, following the pandemic. This project is installed in a continuity of changes led by the CJD and its member services, with a strengthening of links throughout the device. The implementation of the project « Mesures locales et bas seuil » has allowed for new exchanges, up to now very few existing, between the cantonal devices and the communal measures, notably. These exchanges strengthen the links in view of a better takeover of the young, and this little matters the financial relationship between the canton and these measures. In order to propose an analysis that is as complete as possible, the following elements must be addressed: the quality of the takeover, the application of the settlement and the coherence of the device.¹

1.2.1. La qualité de la prise en charge

The quality of the takeover in the local measures and low threshold is not under review. It is also of interest for the young who participated in these measures: these measures are useful. The heterogeneity of the measures constitutes a strength, since it is possible to ensure a takeover

¹ Des éléments concernant le dispositif cantonal et la situation des jeunes dans le canton sont présentées en annexe 1.

adaptée aux besoins des jeunes. Ces suivis peuvent prendre la forme d'un accompagnement individualisé, d'une permanence, d'une présence dans un atelier, de petits jobs, etc.

En outre, le travail collaboratif avec le dispositif « cantonal », et notamment la reconnaissance des mesures locales et bas seuil comme mesures utilisables par la PFJ, permet d'être au plus proche des besoins des jeunes. En ce sens, le dispositif tend à s'adapter selon les besoins, avec une diversité de mesures et de concepts de prise en charge. En plus du partage des connaissances, l'action coordonnée de toutes les personnes auxquelles les jeunes sont confiés concourt à une prise en charge plus adaptée à chaque problématique.

Toutefois, le système mis en place dans le cadre du Plan de soutien à la jeunesse fait face à deux difficultés. La première concerne les logiques et valeurs sous-tendant à l'action : le canton – via le règlement d'application – considère les besoins et les situations en fixant des conditions d'éligibilité et de subsidiarité en vue d'une insertion professionnelle. Les mesures, quant à elles, considèrent les besoins et les situations en termes d'accueil inconditionnel. Ainsi, la vision de certaines tâches et de certaines exigences diffère. Le présent mandat indique, à titre d'exemple, que les modalités d'inscription aux mesures locales et bas seuil constituent un frein à la participation. Il s'agit là d'un excellent exemple d'une différence de perspective : d'un côté, rassembler un ensemble d'informations auprès des jeunes apparaît comme intrusif et non adéquat compte tenu de leur situation de fragilité et du lien de confiance à créer ; de l'autre côté, le fait que l'inscription est réalisée par la personne de référence dans la mesure sans que le jeune doive prendre l'initiative, facilite l'accès. Une même action peut donc être vue de deux façons différentes. Pour les uns, la création du lien de confiance est prioritaire tandis que pour les autres c'est l'orientation pertinente dans le dispositif.

La deuxième difficulté concerne l'intérêt des jeunes pour une orientation vers ces mesures. La PFJ a adressé très peu de situations aux différentes mesures. Cette partie du projet a été mise en place tardivement, néanmoins, un contact a pu être réalisé avec un peu moins d'une quarantaine de jeunes. Outre les quatre retours positifs s'agissant de reprendre une mesure, les jeunes ont signalé le fait de ne pas vouloir recommencer une « mesure », ayant vécu la fin du semestre de motivation ou de la préformation comme un échec. Ainsi, il apparaît qu'un temps de latence est probablement nécessaire avant de réenvisager une entrée dans une mesure. Cet aspect plaide pour qu'une importance accrue soit donnée au rôle de détection que revêtent les mesures locales et bas seuil, notamment les centres d'animation socioculturelle et le travail social hors mur, le tout étant appuyé par les données statistiques sur le nombre de situations annoncées.

1.2.2. L'application du règlement

Comme relevé précédemment, l'acceptation ou le refus d'un financement par le canton d'une mesure locale et bas seuil dépend de critères tels que la subsidiarité, l'éligibilité ou encore la situation de chaque jeune. Certaines mesures sont ainsi financées pour la place qu'elles réservent, tandis que d'autres sont financées selon le nombre d'entretiens réalisés. Dans ce cadre, et comme soulevé dans le présent mandat, certaines prestations ne peuvent pas être facturées. La présence régulière dans le cadre d'une permanence et l'inconditionnalité de l'accueil dans certaines de ces mesures ne peuvent pas être reconnues.

Toutefois, la réponse à cette problématique ne peut se résumer à une modification du règlement vers un financement à la mesure uniquement. Un ajustement fin doit être pensé, afin de répondre au mieux aux concepts des différentes mesures : un financement à la personne, c'est-à-dire par place ou par prestation, reste pertinent dans le cadre de mesures tels que VIP, Avenir Formation Pro ou

Bios'fair. Un financement à la mesure – ou au projet – serait adapté dans le cadre du travail social hors mur ou de l'animation socioculturelle.

Les critères d'éligibilité au financement ont été définis conjointement avec les partenaires des mesures locales et bas seuil, de manière à répondre aux jeunes qui n'ont actuellement plus d'autres solutions en lien avec leur insertion. La mise en œuvre de ce projet a montré un besoin de relier les jeunes avec le dispositif cantonal. Il semble pertinent, dans le cadre de ce projet, de limiter l'accès à la prestation aux personnes qui sont effectivement sans emploi, sans formation et sans possibilité de soutien dans le dispositif cantonal, bien que les mesures locales et bas seuil prennent en charge un public plus large dans le cadre de leur mission d'animation socioculturelle, de travail social hors mur ou de mesures d'insertion sociale. Il est toutefois nécessaire de porter une attention particulière à la prestation qui est financée par ce projet : ce n'est pas la structure – avec un ensemble disparate de missions – qui est prise en compte, mais un travail spécifique en lien avec l'insertion professionnelle. Ainsi, ce projet n'a pas pour vocation de financer l'animation socioculturelle ou le travail social hors mur dans toutes leurs dimensions, ces tâches relevant, pour l'essentiel, de la politique enfance et jeunesse du canton et devant être portées par les communes.

1.2.3. La cohérence du dispositif

Force est de constater que les budgets sont utilisés de manière très faible. Sur 200 000 francs annuels proposés pour ce projet, au 30 juin 2023, seuls 39 300 francs ont été facturés. Si certaines structures n'ont demandé aucun financement, quelques structures n'ont simplement pas facturé, malgré des rappels, les accompagnements. Pour les structures qui ont demandé le financement et qui ont facturé leur travail, les fonds sont utilisés directement pour des jeunes, en payant la place ou les heures d'entretien.

Cette faible utilisation des budgets ne peut pas être uniquement expliquée par la mise en œuvre tardive du projet dans l'année, ni par le manque de détection de la part de la PFJ. Les modalités de financement peuvent en être une explication, mais un simple changement de ces modalités afin d'augmenter l'utilisation des budgets n'aurait qu'un impact artificiel. En effet, le passage d'un financement à la mesure (et non plus à la personne) permettrait certes de mettre à contribution les budgets disponibles, mais alors se poserait la question de leur utilisation de manière ciblée. Au-delà de la qualité de la prise en charge, l'enjeu est donc de savoir si ces mesures et prestations constituent une bonne réponse face à aux situations complexes qui doivent être prises en charge. C'est la cohérence du dispositif au complet qui doit être analysée, c'est à dire l'interaction de ses composantes au niveau cantonal et communal, leur activation lors des différentes phases de la transition I, et la coordination des différents partenaires du dispositif.

En effet, le financement des mesures locales et bas seuil a été accordé pour donner suite à une situation d'urgence, visant à apporter une réponse à des situations de vie se péjorant à la suite d'une crise. Cet objectif était provisoire, dans la perspective que la fin de la crise due à la pandémie mette également un terme à la souffrance et la précarité des jeunes concernés. Force est de constater que ces difficultés subsistent encore et sont transversales à tout le système d'insertion dans la vie professionnelle. Si le dispositif du SPE s'est attelé à une réflexion en profondeur², c'est bien à l'entier du dispositif d'examiner ses interactions afin d'apporter des solutions nouvelles et innovantes face à ces défis. Ce ne sont pas que des mesures réparatrices, (lorsque les difficultés se multiplient), qui doivent faire l'objet de réponses et de financements, mais l'entier du dispositif. Ces réflexions doivent porter sur la prévention, avec des mesures stables, accessibles pour les jeunes en

² Les modifications quant à ce dispositif sont présentées en annexe 2 à cette réponse.

difficulté dans les CO (notamment, l'orientation professionnelle et la mesure OMax), avec au cœur l'objectif d'éviter aux personnes la multiplication des mesures. En ce sens, le développement du dispositif du SPE est bienvenu, car il permet un accompagnement renforcé dès la première étape de ce chemin de transition. Si par la suite des situations problématiques surviennent, c'est tout le réseau qui doit mettre en pratique sa capacité à travailler ensemble pour mener une action coordonnée.

La question de l'insertion professionnelle constitue uniquement un des pans d'une politique de l'enfance et de la jeunesse plus large. Il s'agit en effet, de penser l'action stratégique concernant ces dispositifs non plus sous l'angle unique de l'insertion professionnelle, mais dans toutes ses dimensions et dans toute sa complexité. Ainsi, la tenue d'Etats généraux sur la question de la jeunesse vulnérable, sous l'égide de la Commission Enfance Jeunesse (CEJ), en collaboration avec la CJD et les autres commissions concernées et intéressées par la situation des jeunes (notamment Commission cantonale des addictions CCAd), semble un préalable à l'établissement par la CJD d'une stratégie cantonale concernant les politiques d'insertion professionnelle. Ces Etats généraux pourraient ouvrir de nouvelles priorités de travail pour le canton, par la réunion des partenaires au-delà des barrières institutionnelles.

La situation des jeunes dans les mesures locales et bas seuil reste précaire. Le besoin de soutien est toujours présent. S'il doit y avoir une réflexion à long terme, une réponse doit être donnée aux situations actuelles. Afin de répondre « ici et maintenant » à ces jeunes, il convient de permettre l'utilisation des fonds prévus dans le cadre du Plan de Soutien à la jeunesse dans leur intégralité, et ce au-delà de la date butoir du 31 décembre 2023, grâce à un report du budget disponible. Ce projet pourra ainsi être évalué sur la base d'une mise en œuvre complète. Cette évaluation – dont la forme devra être décidée – pourra intégrer des questions plus larges, notamment sur la couverture cantonale de l'offre, l'interface canton-commune, etc. Ainsi, ce sont à la fois les apprentissages tirés de ce projet – prolongé jusqu'à l'utilisation intégrale des fonds – et les résultats des Etats généraux qui permettront d'établir les lignes à suivre pour un dispositif d'insertion dans la vie professionnelle durable.

2. Position du Conseil d'Etat

Au vu des éléments qui précèdent, il ne suffit pas de s'occuper uniquement du financement pour répondre à la situation des jeunes dans le canton. Le Conseil d'Etat estime en effet qu'une stratégie d'insertion professionnelle doit être mise en œuvre à partir d'une vision globale de la situation des jeunes dans le canton de Fribourg.

Dès lors, le Conseil d'Etat invite le Grand Conseil à rejeter le mandat visant à pérenniser le financement des mesures locales et bas seuil, vu la nécessité de tirer un bilan des mesures mises en place et les réflexions à mener sur leur forme, ainsi que sur leur pérennisation. Afin de permettre cette analyse, le Conseil d'Etat prolongera les mesures locales et bas seuil au-delà de l'échéance fixée au 31 décembre 2023, dans la mesure des budgets disponibles. En parallèle, il soutiendra la tenue d'Etats généraux sur la jeunesse vulnérable, pilotés par la CEJ en collaboration avec les commissions partenaires (CJD, CCAd, etc.), de laquelle découleront des constats et à partir de laquelle une stratégie durable en matière d'insertion professionnelle des jeunes pourra être établie par la CJD.



Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss

Auftrag 2023-GC-119

Die lokalen und niederschweligen Massnahmen – eine Investition in die Zukunft der Jugendlichen mit Schwierigkeiten

Urheber/innen:	Michellod Savio / Esseiva Catherine / Galley Liliane / Jaquier Armand / Levrat Marie / Tritten Sophie / Bürdel Daniel / Thalmann-Bolz Katharina / Zermatten Estelle / Altermatt Bernhard
Anzahl Mitunterzeichner/innen:	0
Einreichung:	10.05.2023
Begründung:	11.05.2023
Überweisung an den Staatsrat:	11.05.2023
Antwort des Staatsrats:	05.12.2023

I. Zusammenfassung des Auftrags

Mit dem am 10. Mai 2023 eingereichten und am 11. Mai 2023 begründeten Auftrag verlangen seine Verfasserinnen und Verfasser vom Staatsrat, dass er die Finanzierung der «lokalen und niederschweligen Massnahmen» durch den Kanton langfristig, über den Unterstützungsplan Jugend hinaus gewährleistet, der infolge der Coronakrise aufgestellt wurde. Sie verlangen ferner von ihm, dass er die Zugangsbedingungen und den Kreis der vom Kanton unterstützten «lokalen und niederschweligen» Massnahmen überarbeitet, indem er eine Finanzierung pro Massnahme und nicht pro Person einführt.

Ihrer Ansicht nach ergänzen die «lokalen und niederschweligen» Massnahmen die «kantonalen» Massnahmen, die über die Arbeitslosenversicherung und den kantonalen Beschäftigungsfonds finanziert werden. Für eine jugendliche Person kann eine leicht zugängliche Unterstützung, wie von den lokalen und niederschweligen Massnahmen geboten wird, entscheidend sein, um ihr eine längere Abhängigkeit von der Sozialhilfe zu ersparen, die ihre Not nur noch vergrössern und vereinzelt zu einem definitiven Ausschluss aus der Arbeitswelt führen könnte. Die Verfasserinnen und Verfasser sind der Meinung, dass die Finanzierung dieser Massnahmen durch den Kanton nicht als Last, sondern als eine Investition in die Zukunft zu betrachten ist.

II. Antwort des Staatsrats

Einleitend ruft der Staatsrat in Erinnerung, dass ein Auftrag gemäss Artikel 79 Abs. 1 des Grossratsgesetzes (GRG; SGF 121.1) ein Antrag an den Grossen Rat ist, den Staatsrat zu veranlassen, in einem Bereich, der in dessen Zuständigkeit steht, Massnahmen zu ergreifen. Da im vorliegenden Fall jedoch die Verlängerung einer Finanzierung verlangt wird, indem sie in den ordentlichen Staatsvoranschlag aufgenommen wird, verlangen die Verfasserinnen und Verfasser des Auftrags eine Massnahme, die im Zuständigkeitsbereich des Grossen Rats liegt, da dieser den Staatsvoranschlag verabschiedet. Der Staatsrat stellt somit fest, dass der Auftrag für unzulässig

hätte erklärt werden können. Doch angesichts der Bedeutung des angesprochenen Themas, hat er sich entschlossen, im Folgenden dennoch darauf zu antworten.

Der Staatsrat ist sich des Ernstes der Lage bewusst, in der sich die Jugendlichen und jungen Erwachsenen befinden, die ihre berufliche Eingliederung abgebrochen haben. Er ist sich auch bewusst, welche Risiken dies in Bezug auf die Abhängigkeit von der Sozialhilfe und in Bezug auf die psychische und physische Gesundheit mit sich bringt. Deshalb achtet er darauf, dass koordiniert gehandelt und ein kohärentes Betreuungssystem angeboten wird, das sich die Vielfalt der Massnahmen für die berufliche Eingliederung zunutze macht und das Interesse der Jugendlichen in den Mittelpunkt stellt.

Das kantonale Betreuungssystem, das die Jugendlichen bei der beruflichen Eingliederung unterstützt, umfasst Massnahmen, die von verschiedenen Dienststellen angeboten werden. Die Kantonale Kommission für Jugendliche mit Schwierigkeiten bei der beruflichen Eingliederung (KJS) ist das strategische Organ dieses Betreuungssystems. Die KJS wurde mit Artikel 30 des Reglements vom 2. Juli 2012 über die Beschäftigung und den Arbeitsmarkt (BAMR; SGF 866.1.11) eingesetzt und vereint das Amt für den Arbeitsmarkt (AMA), das Jugendamt (JA), das Amt für Berufsberatung und Erwachsenenbildung (BEA), das Amt für Berufsbildung (BBA), das kantonale Sozialamt (KSA), das Amt für französischsprachigen obligatorischen Unterricht (SEnOF, das auch das Amt für deutschsprachigen obligatorischen Unterricht vertritt), die IV-Stelle und Grangeneuve. Die KJS hat neben der strategischen Leitung des Betreuungssystems auch die Aufgabe, die Plattform Jugendliche (PFJ) zu verwalten, die das zentrale Organ für die Fallanalyse und Überweisung der Jugendlichen an das Betreuungssystem ist. Das kantonale Betreuungssystem stützt sich auf die Massnahmen mehrerer Dienststellen des Staates und verschiedener Sozialversicherungen. Die KJS (für strategische Fragen) und die PFJ (für operative Fragen) sind daher wichtige Instrumente für die dienststellenübergreifende Koordination.

Bei der Beantwortung dieses Auftrags wird nur die Umsetzung des Projekts «Lokale und niederschwellige Massnahmen» behandelt. Es scheint jedoch wichtig, daran zu erinnern, dass der Staatsrat am 23. Dezember 2021 im Anschluss an das Postulat Jelk/Michellod «Berufliche Eingliederung von Jugendlichen und Coronavirus-Pandemie» (2021-GC-23) einen Bericht verfasst hat, in dem eine nicht abschliessende Zusammenstellung der Hilfsmassnahmen gemacht wurde. Darin werden die Massnahmen des Kantons Freiburg dargestellt, wie jene, die an den Orientierungsschulen oder von der Sonderpädagogik angeboten werden, sowie die Übergangslösungen und die Massnahmen im Rahmen der Berufsbildung. Die KJS ist sich der Komplexität des Betreuungssystems bewusst, weshalb sie ein Faltblatt erstellt hat, das ausgewählte Massnahmen vorstellt und den Jugendlichen, ihren Familien und den Personen, die sie begleiten, eine Orientierungshilfe bietet. Die Entwicklung des Betreuungssystems wird im Anhang dieser Antwort beschrieben (Dokument nur auf Französisch erhältlich).

1. Der Unterstützungsplan für die Jugend

Als Reaktion auf die Folgen des Coronavirus für die Jugendlichen wurde die Task Force «Unterstützungsplan für die Jugend Freiburg» eingerichtet. Diese hat für die Jahre 2022 und 2023 zehn als dringlich eingestufte Massnahmen vorgeschlagen, die insgesamt 1 706 000 Franken kosten. Zwei dieser Massnahmen betreffen direkt die berufliche Eingliederung, nämlich die Massnahme «OMax», deren Finanzierung bis zum Ende des Schuljahres 2023-2024 läuft, und die Massnahme «Lokale und niederschwellige Hilfestellungen für die beruflich-soziale Eingliederung», die über ein Budget von 200 000 Franken pro Jahr verfügt.

Ziel der Massnahme «Lokale und niederschwellige Hilfestellungen für die beruflich-soziale Eingliederung» war es, auf die von der Praxis festgestellte Zunahme der Bedürfnisse der Jugendlichen und die steigende Zahl von Jugendlichen in den lokalen und niederschweligen Massnahmen zu reagieren, indem die Massnahmen zur Betreuung dieser Jugendlichen finanziell unterstützt werden. Zudem konnte die PFJ dank dieser Massnahme ihr Angebot erweitern, ihr Angebot zu erweitern, um auf Jugendliche einzugehen, deren Eingliederungsbedürfnisse nicht von den kantonalen Einrichtungen abgedeckt werden. Indem es den Massnahmen ermöglicht wurde, die Jugendlichen proaktiv anzusprechen, konnten Jugendliche erreicht werden, die sich aufgrund ihres Lebensweges und des Abbruchs ihrer Ausbildung vom kantonalen Betreuungssystem entfernt hatten. In diesem Sinne konnten die lokalen und niederschweligen Massnahmen ihre Fähigkeit stärken, mit vielfältigen und kundennahen Betreuungskonzepten auf die verschiedensten Bedürfnisse einzugehen.

1.1. Umsetzung des Projekts «Lokale und niederschwellige Massnahmen»

Das Projekt «Lokale und niederschwellige Massnahmen» wurde ab dem Sommer 2022 umgesetzt, nachdem der Staatsrat am 24. Mai 2022 das Ausführungsreglement über die lokalen und niederschweligen Massnahmen zur beruflichen Eingliederung zuhanden der Plattform Jugendliche (RBEM-PFJ; SGF 866.1.12) verabschiedet hatte. Das Reglement ist am 3. Juni 2022 in Kraft getreten. Arbeitsintegration Freiburg hat einen Massnahmenkatalog vorgeschlagen, der online gestellt wurde. Diese Massnahmen wurden über das Ausführungsreglement validiert. Jede dieser Massnahmen wurde den Mitarbeitenden der PFJ vorgestellt, um ihre Kenntnis der Massnahmen zu steigern, die ausserhalb des gewohnten Betreuungssystems angeboten werden.

Während des Umsetzungszeitraums 2022-2023, d.h. vom 3. Juni 2022 bis 30. Juni 2023, wurden im Rahmen des Projekts 47 Gesuche eingereicht. Um ein möglichst umfassendes Bild zu erhalten, wurde der Zeitraum auf das Schuljahr 2022-2023 festgelegt (1. Juli 2022 bis 30. Juni 2023), wobei die ersten Gesuche vom Juni 2022 zu Beginn des Projekts hinzugezählt wurden.

Die Genehmigung oder Ablehnung einer Finanzierung hängt vom Ausführungsreglement ab, das die Verwendung der Mittel dem Subsidiaritätsprinzip unterstellt. Das bedeutet konkret, dass eine Person, die Anspruch auf eine Massnahme zur sozialen Eingliederung, eine IV-Massnahme oder eine arbeitsmarktliche Massnahme hat, nicht in den Genuss einer lokalen und niederschweligen Massnahme kommen sollte, es sei denn, ihre Situation erfordert dies. Die Finanzierung durch den Unterstützungsplan für die Jugend sollte somit jenen Personen zugutekommen, die kein Sicherheitsnetz mehr haben oder deren Bedürfnisse nicht durch eine kantonale Massnahme erfüllt werden können.

81 % der vorgelegten Fälle erfüllten die Kriterien. Für einen Teil davon wurde die Finanzierung im Hinblick auf den Wechsel in eine Massnahme des kantonalen Betreuungssystems genehmigt (um mit der Person in Kontakt zu treten und sie beim kantonalen Betreuungssystem anzumelden oder um sie zu betreuen, bis ein Platz im kantonalen Betreuungssystem frei wird), obwohl ursprünglich die Massnahme für Jugendliche geplant war, die keinen Anspruch (mehr) auf einen Platz im kantonalen Betreuungssystem hatten. 19 % der Gesuche wurden in Anwendung des Reglements abgelehnt, weil die betroffenen Personen erwerbstätig oder in Ausbildung waren oder im Rahmen einer Übergangsmassnahme betreut wurden.

In der Praxis wurden die lokalen und niederschweligen Massnahmen nicht nur finanziert, wenn sie die Kriterien erfüllten, sondern auch wenn sie eine Rolle bei der Erfassung von Jugendlichen spielten, die nicht mehr begleitet wurden, aber Anspruch auf andere kantonale Massnahmen hatten.

In der unten stehenden Tabelle sind alle Gesuche aufgeführt, die während des Umsetzungszeitraums 2022-2023 eingereicht wurden. Die Tabelle zeigt die Zahl der insgesamt pro Massnahme eingereichten Gesuche sowie Zahl der Ablehnungen und die Zahl der von der PFJ erfassten Fälle.

Massnahmen	Anzahl Jugendliche	Davon abgelehnt	Davon von der PFJ erfasst
Zukunft Berufsbildung – Integration für alle (IPT)	3	0	1
Vers une insertion professionnelle – Schweizerisches Arbeiterhilfswerk	4	1	2
Bulle Pro – Jugendarbeit der Stadt Bulle	6	3	0
Projet Job – Villars-sur-Glâne	1	0	0
Arcades – Stiftung Cherpillod	2	0	0
Transition Glâne	4	1	0
Small Jobs – Gemeinde Kerzers	0	0	0
Mini-Jobs-Pol – Verein Reper	27	4	1
Rock Your Life	0	0	0
Biohof, Bios'fair – Freiburger Stiftung für die Jugend	0	0	0
Total	47	9	4

Das Projekt «Lokale und niederschwellige Massnahmen» ermöglicht es den Massnahmen, Fälle, die sie betreuen, aktiv zu melden. Auf diese Weise helfen sie, die Fälle zu erfassen, in denen der Bruch mit dem System der beruflichen Eingliederung stärker ausgeprägt ist. Die Massnahmen können Jugendliche bei der PFJ melden, ohne dass sie oder ihre Familien entsprechende Schritte unternehmen müssen, sodass diese Hürde dahinfällt. Was die Fallmeldung durch die Massnahmen betrifft, wurden nach deren Aussagen nicht alle Jugendlichen gemeldet, die gemäss dem Reglement für eine Finanzierung in Frage kommen würden. Dies aus verschiedenen Gründen: Die Person war von einer beruflichen Eingliederung noch zu weit entfernt, sie war zu wenig in die Massnahme integriert oder die Dauer der Massnahme war nicht ausreichend, um eine Anmeldung in Betracht zu ziehen, die Person war im Krankenhaus oder es konnte noch kein Vertrauensverhältnis zwischen der Person und der Massnahme aufgebaut werden.

Das Projekt ermöglicht es auch, Fälle zu erfassen, in denen Jugendliche eine kantonale Massnahme ohne Lösung und ohne Begleitung beim Übergang in eine andere Massnahme beendet haben (bisher konnte nur das Case Management Berufsbildung mobilisiert werden). Hier ist es die PFJ, die die Fälle erfasst und den lokalen und niederschweligen Massnahmen meldet. Die Fallmeldung in diese Richtung wurde erst im Verlauf der Projektumsetzung eingeführt. Am Ende waren es etwas weniger als vierzig Jugendliche, die von der PFJ am Ende einer kantonalen Massnahme kontaktiert wurden. Künftig werden die Jugendlichen am Ende einer kantonalen Massnahme systematisch gefragt, ob sie wünschen, dass die PFJ sie kontaktiert, um sie auch in Zukunft zu begleiten.

Wie im Auftrag erwähnt, wurde das Budget nicht vollständig aufgebraucht. In der unten stehenden Tabelle sind die bereitgestellten und die in Rechnung gestellten Beträge pro Kalenderjahr bis am 30. Juni 2023 aufgeführt. Die Beträge werden nach zwei Methoden in Rechnung gestellt: entweder anhand der Zahl der Betreuungsstunden, d.h. es werden die Kosten pro Stunde in Rechnung gestellt, oder pro Platz. In diesem Fall werden die Kosten in Rechnung gestellt, die mit der Reservierung des Platzes in der Einrichtung verbunden sind. Dadurch entsteht eine Differenz zwischen den bereitgestellten und den abgerechneten Beträgen, die je nach der Anzahl der geleisteten Betreuungsstunden sehr hoch sein kann.

Massnahmen	Bereit- gestellte Beträge 2022	Ausgezahlt e Beträge 2022	Bereit- gestellte Beträge 2023	Ausgezahlte Beträge 2023 (Stand: 20.11.2023)
Zukunft Berufsbildung – Integration für alle (IPT)	3'750.-	3'750.-	3'750.-	7'500.-
Vers une insertion professionnelle – Schweizerisches Arbeiterhilfswerk	0.-	0.-	45'000.-	24'375.-
Bulle Pro – Jugendarbeit der Stadt Bulle	6'720.-	0.-	840.-	1'680.-
Projet Job – Villars-sur-Glâne	0.-	0.-	1'920.-	0.-
Arcades – Stiftung Cherpillod	2'880.-	0.-	5'760.-	360.-
Transition Glâne	14'400.-	2'400.-	20'160.-	6'300.-
Small Jobs – Gemeinde Kerzers	0.-	0.-	0.-	0.-
Mini-Jobs-Pol – Verein Reper	44'100.-	2'820.-	66'780.-	30'870.-
Rock Your Life	0.-	0.-	0.-	0.-
Biohof, Bios'fair – Freiburger Stiftung für die Jugend	N.a*	N.a*	0.-	3'015.-
Total	71'850.-	8'970.-	144'210.-	74'100.-

* N.a.: Biohof, bios'fair war 2022 nicht als Massnahme anerkannt.

Die für den Unterstützungsplan für die Jugend bereitgestellten Mittel, die bis Ende 2023 nicht verpflichtet sind, werden auf 2024 übertragen, um die im kommenden Jahr vorgesehenen Ausgaben zu decken.

Die Zusammenarbeit im laufenden Jahr war eng. So fand für jeden betreuten Fall ein Austausch zwischen der PFJ und der Ansprechperson in der lokalen und niederschweligen Massnahme statt. Diese Koordination ermöglichte es, die gesetzten Ziele und den Nutzen der Finanzierung durch den Staat auf der Grundlage des Reglements zu beurteilen. Dies bot auch die Gelegenheit, einen zusätzlichen Blick auf die Fälle zu werfen und die Möglichkeiten einer Betreuung im Rahmen des kantonalen Betreuungssystems zu prüfen. Darüber hinaus fanden zwei Netzwerksitzungen mit den Anbietern der lokalen und niederschweligen Massnahmen und den Mitgliedern der PFJ und der KJS statt (eine davon mit einer Vertretung der LAM-Stelle), um allfällige Probleme bei der Umsetzung des Projekts anzusprechen und konkrete Lösungen dafür zu finden. Die lokalen und niederschweligen Massnahmen konnten den Verantwortlichen der arbeitsmarktlichen Massnahmen vorgestellt werden, um die Zusammenarbeit zwischen den verschiedenen Arten von Massnahmen mit ihnen zu fördern.

1.2. Beurteilung des Projekts «Lokale und niederschwellige Massnahmen» durch die Kommission für Jugendliche mit Schwierigkeiten bei der beruflichen Eingliederung

Das Projekt «Lokale und niederschwellige Massnahmen» wurde für eine Dauer von zwei Jahren konzipiert, um gezielt auf die Bedürfnisse der Jugendlichen einzugehen, die nach der Pandemie Schwierigkeiten bei der beruflichen Eingliederung hatten. Es ist Teil der kontinuierlichen Weiterentwicklung des Betreuungssystems durch die KJS und die darin vertretenen Dienststellen, wobei das Projekt die Beziehungen innerhalb des gesamten Betreuungssystems gestärkt hat. Die Umsetzung des Projekts «Lokale und niederschwellige Massnahmen» ermöglichte einen neuen, bis dahin kaum vorhandenen Austausch, insbesondere zwischen den verschiedenen kantonalen Einrichtungen und den Massnahmen, die von den Gemeinden angeboten werden. Dieser Austausch stärkt die Zusammenarbeit im Hinblick auf eine bessere Betreuung der Jugendlichen, und zwar unabhängig von der finanziellen Beziehung zwischen dem Kanton und den Massnahmen. Für eine möglichst umfassende Beurteilung werden im Folgenden die Qualität der Betreuung, die Anwendung des Reglements und die Kohärenz des Betreuungssystems genauer beleuchtet.¹

1.2.1. Die Qualität der Betreuung

Die Qualität der Betreuung in den lokalen und niederschweligen Massnahmen wird nicht infrage gestellt. Dasselbe gilt für das Interesse dieser Massnahmen für die teilnehmenden Jugendlichen: Die Massnahmen sind nützlich. Die Heterogenität der Massnahmen stellt eine Stärke dar, da eine auf die Bedürfnisse der Jugendlichen zugeschnittene Betreuung gewährleistet werden kann. Diese Betreuung kann in Form einer individuellen Begleitung, einer Sprechstunde, der Anwesenheit in einer Werkstatt, von kleinen Jobs usw. erfolgen.

Die Zusammenarbeit mit dem kantonalen Betreuungssystem – und besonders die Anerkennung der lokalen und niederschweligen Massnahmen als Massnahmen, die von der PFJ genutzt werden können – ermöglicht es zudem, bestmöglich auf die Bedürfnisse der Jugendlichen einzugehen. Das Betreuungssystem passt sich also an die Bedürfnisse an, was zu einer Vielfalt von Massnahmen und Betreuungskonzepten führt. Neben dem Wissensaustausch trägt auch der koordinierte Einsatz aller Personen, denen die Jugendlichen anvertraut sind, dazu bei, dass die Betreuung besser auf die jeweilige Problematik abgestimmt werden kann.

Das im Rahmen des Unterstützungsplans für die Jugend eingeführte System hat jedoch zwei Probleme. Das erste betrifft die Grundsätze und Werte, nach denen gehandelt wird: Der Kanton berücksichtigt – über das Ausführungsreglement – die Bedürfnisse und Fälle im Hinblick auf eine berufliche Eingliederung und legt entsprechende Bedingungen für die Gewährung einer Massnahme nach dem Subsidiaritätsprinzip fest. Die Massnahmen dagegen betrachten die Bedürfnisse und Fälle im Sinne einer bedingungslosen Unterstützung. Somit unterscheidet sich die Sicht auf bestimmte Aufgaben und Anforderungen. In diesem Auftrag wird als Beispiel angegeben, dass die Anmeldemodalitäten für lokale und niederschwellige Massnahmen Jugendliche von der Teilnahme abschrecken. Dies ist ein hervorragendes Beispiel für die unterschiedliche Betrachtungsweise: Einerseits erscheint das Einholen einer Reihe von Informationen bei den Jugendlichen als aufdringlich und angesichts ihrer fragilen Situation und des aufzubauenden Vertrauensverhältnisses nicht angemessen; andererseits, da die Anmeldung von der Ansprechperson in der Massnahme

¹ Die Zahlen zum kantonalen Betreuungssystem und zur Situation der Jugendlichen im Kanton sind in Anhang 1 aufgeführt.

vorgenommen wird, ohne dass die Jugendlichen die Initiative selbst ergreifen müssen, wird der Zugang erleichtert. Die gleiche Aktion kann also auf zwei verschiedene Arten betrachtet werden. Für die einen hat der Aufbau eines Vertrauensverhältnisses Vorrang und für die anderen ist es die sinnvolle Überweisung an eine geeignete Massnahme des Betreuungssystems.

Das zweite Problem betrifft das Interesse der Jugendlichen an der Überweisung an die Massnahmen. Die PFJ hat nur sehr wenige Fälle an die verschiedenen Massnahmen überwiesen. Dieser Teil des Projekts wurde spät umgesetzt, dennoch konnte ein Kontakt mit knapp 40 Jugendlichen hergestellt werden. Neben vier positiven Rückmeldungen bezüglich der Aufnahme einer neuen Massnahme meldeten die Jugendlichen, dass sie keine Massnahme mehr beginnen möchten, da sie das Ende des Motivationssemesters oder der Berufsvorbereitungsmassnahme als Misserfolg erlebt hatten. Es zeigt sich also, dass wahrscheinlich eine Wartezeit erforderlich ist, bevor die Teilnahme an einer neuen Massnahme in Betracht gezogen werden kann. Dies spricht dafür, dass man der Rolle der lokalen und niederschweligen Massnahmen, insbesondere der Zentren für soziokulturelle Animation und der mobilen Jugendarbeit, bei der Erfassung der betroffenen Jugendlichen mehr Bedeutung zukommen lassen kann. Dies wird auch durch statistische Daten über die Anzahl der gemeldeten Fälle gestützt.

1.2.2. Die Anwendung des Reglements

Wie bereits erwähnt, hängt es von Kriterien wie Subsidiarität, dem Anspruch auf eine Massnahme des kantonalen Betreuungssystems oder der Situation der einzelnen Jugendlichen ab, ob der Kanton die Finanzierung einer lokalen und niederschweligen Massnahme genehmigt oder ablehnt. Einige Massnahmen werden für den reservierten Platz finanziert, während andere nach der Zahl der durchgeführten Gespräche finanziert werden. Somit können, wie in diesem Auftrag erwähnt wurde, bestimmte Leistungen nicht in Rechnung gestellt werden. Dies betrifft beispielsweise die regelmässige Anwesenheit des Personals während den Sprechstunden und die bedingungslose Aufnahme bei einigen dieser Massnahmen.

Dieses Problem kann jedoch nicht allein gelöst werden, indem das Reglement so geändert wird, dass die Massnahmen mit einem Pauschalbetrag finanziert werden. Es muss eine Feinjustierung vorgenommen werden, um den Konzepten der verschiedenen Massnahmen bestmöglich gerecht zu werden: Bei Massnahmen wie *Vers une insertion professionnelle*, Zukunft Berufsbildung oder Bios'fair ist eine Finanzierung pro Person, das heisst pro Platz oder Leistung, weiterhin sinnvoll. Während sich bei der mobilen Jugendarbeit oder der soziokulturellen Animation eine pauschale Finanzierung der Massnahme oder des Projekts eignet.

Die Kriterien für die Gewährung einer Finanzierung wurden gemeinsam mit den Partnern der lokalen und niederschweligen Massnahmen festgelegt, um den Jugendlichen gerecht zu werden, die derzeit keine anderen Lösungen für ihre Eingliederung haben. Die Umsetzung dieses Projekts hat gezeigt, dass ein Bedarf besteht, die Jugendlichen mit dem kantonalen Betreuungssystem in Kontakt zu setzen. Es scheint im Rahmen dieses Projekts sinnvoll zu sein, den Zugang zur Leistung auf jene Personen zu beschränken, die tatsächlich keine Arbeit oder Ausbildung haben und nicht im Rahmen des kantonalen Betreuungssystems unterstützt werden können, auch wenn die lokalen und niederschweligen Massnahmen im Rahmen der soziokulturellen Animation, der mobilen Jugendarbeit oder der sozialen Eingliederungsmassnahmen ein breiteres Publikum betreuen. Ein besonderes Augenmerk sollte jedoch auf die Leistung gelegt werden, die durch dieses Projekt finanziert wird: Es wird nicht die Einrichtung – die viele verschiedene Aufgaben erfüllt – unterstützt, sondern eine spezifische Aufgabe im Zusammenhang mit der beruflichen Eingliederung. So soll

dieses Projekt nicht dazu dienen, die soziokulturelle Animation oder die mobile Jugendarbeit mit all ihren Aspekten zu finanzieren. Denn diese Aufgaben fallen im Wesentlichen in den Bereich der Kinder- und Jugendpolitik des Kantons und müssen von den Gemeinden getragen werden.

1.2.3. Die Kohärenz des Betreuungssystems

Das Budget wird nur in sehr geringem Umfang genutzt. Von den 200 000 Franken, die jährlich für das Projekt bereitgestellt werden, wurden mit Stand am 30. Juni 2023 nur 39 300 Franken in Rechnung gestellt. Während gewisse Anbieter keine Mittel beantragt haben, stellten einige trotz Erinnerung keine Rechnungen für die Begleitung der Jugendlichen aus. Bei den Einrichtungen, die eine Finanzierung beantragt und ihre Arbeit in Rechnung gestellt haben, sind die Mittel direkt für die Jugendlichen zur Bezahlung der Plätze oder der Gesprächsstunden eingesetzt worden.

Diese geringe Nutzung der Budgets lässt sich nicht allein durch die späte Umsetzung des Projekts im Jahr oder die fehlende Erfassung der betroffenen Jugendlichen durch die PFJ erklären. Die Finanzierungsmodalitäten des Reglements können tatsächlich eine Auswirkung haben. Doch die blossen Änderungen dieser Modalitäten, um den Budgetverbrauch zu steigern, hätte nur einen künstlichen Einfluss. Denn die Umstellung von einer Finanzierung pro Person auf eine pauschale Finanzierung der Massnahme würde es zwar ermöglichen, das verfügbare Budget zu nutzen, es würde sich aber die Frage stellen, ob das Budget auch gezielt eingesetzt wird. Über die Qualität der Betreuung hinaus geht es also um die Frage, ob diese Massnahmen und Leistungen die richtige Lösung für die komplexen Fälle sind, die betreut werden müssen. Die gesamte Kohärenz des Betreuungssystems muss überprüft werden, d.h. die Interaktion seiner Komponenten auf Kantons- und Gemeindeebene, ihre Aktivierung in den verschiedenen Phasen der Nahtstelle I und die Koordination der verschiedenen Partner des Betreuungssystems.

Die Finanzierung der lokalen und niederschweligen Massnahmen wurde vorgesehen, um auf eine dringliche Situation zu reagieren und eine Hilfestellung für Lebenssituationen zu bieten, die sich durch eine Krise verschlechtert haben. Dies war jedoch nur ein provisorisches Ziel, da man davon ausging, dass mit dem Ende der durch die Pandemie verursachten Krise auch das Leid und die Unsicherheit der betroffenen Jugendlichen ein Ende nehmen würden. Diese Probleme bestehen aber immer noch und betreffen das gesamte System der beruflichen Eingliederung. Das Dispositiv des AMA wurde zwar einer tiefgreifenden Untersuchung unterzogen², aber das gesamte Betreuungssystem muss seine Interaktionen überdenken, um neue und innovative Lösungen für diese Herausforderungen zu finden. Es braucht nicht nur Lösungen und Mittel für die Soforthilfemassnahmen (wenn mehrere Schwierigkeiten vorliegen), sondern für das gesamte Betreuungssystem. Diese Überlegungen müssen sich auf die Prävention konzentrieren und stabile Massnahmen umfassen, die für Jugendliche mit Schwierigkeiten in den Orientierungsschulen zugänglich sind (insbesondere die Berufsberatung und die Massnahme OMax). Ziel dabei sollte es sein, dass die Jugendlichen nicht an einer Vielzahl von Massnahmen teilnehmen müssen. In diesem Sinne ist eine Weiterentwicklung des Dispositivs des AMA zu begrüssen, da es eine verstärkte Begleitung ab den ersten Schritten auf dem Weg ins Berufsleben ermöglicht. Wenn es später zu problematischen Situationen kommt, muss das gesamte Netzwerk seine Fähigkeit zur Zusammenarbeit für eine koordinierte Aktion nutzen.

² Die Änderungen an diesem Dispositiv werden in Anhang 2 dieser Antwort beschrieben.

Die berufliche Eingliederung ist nur ein Teilbereich einer umfassenderen Kinder- und Jugendpolitik. Es geht darum, das strategische Handeln in Bezug auf diese Dispositive nicht mehr nur unter dem alleinigen Blickwinkel der beruflichen Eingliederung zu betrachten, sondern mit all ihren Aspekten und in ihrer ganzen Komplexität. So scheint die Durchführung von Generalständen zum Thema gefährdete Jugend unter der Leitung der Kommission für Jugendfragen (JuK) in Zusammenarbeit mit der KJS und den anderen Kommissionen, die sich mit der Situation der Jugendlichen befassen (insbesondere der kantonalen Kommission für Suchtfragen), eine Voraussetzung für die Erarbeitung einer kantonalen Strategie für die Politik der beruflichen Eingliederung. Diese Generalstände könnten neue Arbeitsschwerpunkte für den Kanton eröffnen, indem die Partner über die institutionellen Schranken hinweg zusammengebracht werden.

Die Situation der Jugendlichen in den lokalen und niederschweligen Massnahmen ist nach wie vor unsicher. Der Betreuungsbedarf bleibt bestehen. Auch wenn Überlegungen auf lange Sicht angestellt werden müssen, gilt es vorerst, Lösungen für die aktuellen Fälle zu finden. Um ihnen «hier und jetzt» zu helfen, sollten die im Rahmen des Unterstützungsplans für die Jugend bereitgestellten Mittel auch über den 31. Dezember 2023 hinaus verwendet werden können, indem sie übertragen werden. So kann dieses Projekt nach seiner vollständigen Umsetzung beurteilt werden. Diese Beurteilung – über deren Form noch zu entscheiden ist – kann umfassendere Fragen einbeziehen, insbesondere zur kantonalen Abdeckung des Angebots oder zur Schnittstelle zwischen dem Kanton und den Gemeinden usw. So werden sowohl die Lehren aus diesem Projekt – das verlängert wird, bis die Mittel vollständig aufgebraucht sind – als auch die Ergebnisse der Generalstände dazu dienen, die Leitlinien für ein Betreuungssystem festzulegen, das eine dauerhafte berufliche Eingliederung zum Ziel hat.

2. Standpunkt des Staatsrats

Die oben genannten Darlegungen zeigen, dass die Unterstützung der Jugendlichen im Kanton nicht allein eine Frage der Finanzierung ist. Der Staatsrat ist nämlich der Ansicht, dass für die Umsetzung einer Strategie der beruflichen Eingliederung eine Gesamtsicht über die Situation der Jugendlichen im Kanton Freiburg nötig ist.

Der Staatsrat lädt den Grossen Rat ein, den Auftrag zur Sicherung der Finanzierung der lokalen und niederschweligen Massnahmen abzulehnen, da eine Bilanz der eingeführten Massnahmen gezogen und Überlegungen zu ihrer Form sowie zu ihrer dauerhaften Einführung angestellt werden müssen. Damit diese Analyse möglich ist, wird der Staatsrat die lokalen und niederschweligen Massnahmen über den 31. Dezember 2023 hinaus verlängern, sofern das verfügbare Budget dies zulässt. Gleichzeitig wird er die Durchführung von Generalständen zum Thema gefährdete Jugend unter der Leitung der JuK in Zusammenarbeit mit den Partnerkommissionen (KJS, Kommission für Suchtfragen usw.) unterstützen. Anhand der Feststellungen aus diesen Generalständen kann die KJS eine nachhaltige Strategie für die berufliche Eingliederung der Jugendlichen festlegen.

Anhang erwähnt (nur auf Französisch)



I. Annexe 1.

Le dispositif cantonal d'insertion dans la vie professionnelle en faveur des jeunes et la situation des jeunes

Un nombre conséquent de mesures et de prestations¹ sont proposées aux jeunes en difficulté dans le cadre de leur recherche de place de formation ou en rupture durant leur formation. Nous souhaitons attirer l'attention sur quelques données quant au dispositif d'insertion dans la vie professionnelle.

L'attention aux parcours d'insertion dans la vie professionnelle doit débiter avant la fin du CO. En effet, le travail mis en œuvre par les différents CO, avec des possibilités de collaborations avec des partenaires externes (F3Plus, Lift, etc.) ainsi que le travail du SOPFA permet à un nombre élevé de jeunes de trouver une solution. Les statistiques quant aux taux d'insertion sont actuellement très stables.

	2016-2017	2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023
Solution trouvée	4198	3848	4035	3831	3789	3726	3967
	94%	88%	91%	91%	91%	91%	91%
Sans solution	282	546	381	390	361	357	394
	6%	12%	9%	9%	9%	9%	9%
Totaux	4480	4394	4416	4221	4150	4083	4361

Statistiques d'insertion du SOPFA pour chaque année scolaire. Sous « sans solutions » sont regroupées les personnes qui s'inscrivent à la PFJ, les différentes attentes de réponses concernant des années supplémentaires de scolarisation et les autres situations (retour au pays, changement de canton, décès, etc.).

Dans le cas où les jeunes ne trouvent pas de solution à la fin de la scolarité obligatoire, il est possible d'effectuer une inscription à la PFJ. Les données présentées ci-dessous recensent le nombre de personnes inscrites par année scolaire, le 1^{er} juin de chaque année. Les personnes peuvent être inscrites à la suite du CO, mais aussi à la suite de ruptures de formation ou à la suite de cours dans le cadre du dispositif « Base de langue ». De ces données peuvent être lus les différents événements qui ont marqué notre société ces dernières années : les crises migratoires de 2015 et de 2022 pour les cours d'intégration, la crise du coronavirus et son impact sur les jeunes pour l'année 2021-2022 dans les cours préparatoires.

¹ Le dispositif du SPE, soit les semestres de motivation et les préformations ; les préapprentissage ; le Case Management ; le dispositif du SOPFA, soit l'orientation professionnelle, Last Minute et OMax ; les mesures d'insertion sociales (MIS). Les mesures ont fait l'objet d'un rapport du Conseil d'Etat. Les principales évolutions sont synthétisées dans l'annexe 2.

	2016-2017 01.06.17	2017-2018 01.06.18	2018-2019 01.06.19	2019-2020 01.06.20	2020-2021 01.06.21	2021-2022 01.06.22	2022-2023 01.06.23
Cours d'intégration	355	304	287	235	152	172	305
Cours préparatoires (semestres de motivation et préformations)	693	687	737	732	726	747	726
Avenir 20-25	76	53	60	56	54	34	0
Préapprentissage et Préapprentissage d'intégration	108	130	124	129	105	120	127
Totaux	1232	1174	1208	1152	1037	1073	1158

Nombre total cumulé sur l'année scolaire de personnes inscrites à la PFJ (en cours d'analyse, en mesure, annulée avec et sans solution) le 1^{er} juin de chaque année.

N.B. les orientations vers Avenir 20-25 (désormais Avenir Formation Pro) ne sont plus coordonnées par la PFJ, mais directement par les Services sociaux régionaux, en tant que MIS.

« Chez les jeunes en transition vers la vie active, les motifs à l'origine de problématiques multiples résident généralement dans plusieurs domaines de la vie. Cela exige, en plus du soutien pour le choix professionnel, d'autres aides à apporter en temps utile et en fonction du type de besoin. »² Ces réalités individuelles ne peuvent être retranscrites dans des chiffres représentant des flux dans un dispositif. Néanmoins, quelques données permettent de cibler la réalité de ces difficultés.

En premier lieu, la PFJ oriente les jeunes selon leur autonomie dans la recherche d'une place de formation et selon leurs ressources et leurs freins. Les données ci-dessous indiquent le nombre de jeunes suivant des cours préparatoires. Les deux Préformations connaissent entre l'année 2021-2023 une augmentation conséquente du nombre de jeunes (respectivement +36,4 % pour la Préfo de Reper, +25,5 % pour la Préfo de la FFJ). L'orientation vers les préformations permet la prise en charge de besoins plus importants ; la PFJ semble identifier, au moment de l'orientation, des besoins plus importants en matière de suivi.

	2016-2017	2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023
Fondation Intervalle	194	238	192	209	238	235	252
SeMo Coaching	n.a	18	45	48	74	71	69
La Préformation de Reper	63	64	58	60	88	74	101
La Préformation de la FFJ	41	45	48	38	49	47	59
Totaux	298	365	343	355	449	427	481

Le nombre de jeunes qui entrent en mesure augmente plus rapidement que le nombre de jeunes qui effectuent une inscription auprès de la PFJ, signifiant que les annulations avant mesure sont en baisse : les mesures du marché du travail sont de moins en moins une solution « de secours ». Une inscription mène plus souvent à une entrée effective en mesure.

² Office fédéral des assurances sociales OFAS, *Guide de développement des systèmes cantonaux de transition école – formation – marché du travail*, 2022, p. 17

	2016-2017	2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023
Nombre d'inscription	693	687	737	732	726	747	726
Nombre de participant.e.s	298	365	343	355	449	427	481
Proportion	43 %	53,13 %	46,54 %	48,49 %	61,85 %	57,16 %	66,25 %

Il est à noter que malgré ces glissements de profil, les sorties de mesure sans solution sont proportionnellement en diminution : 97 sorties en 2016-2017 (32,5 %), contre 91 sorties sans solution en 2021-2022 (20,3 %). Le dispositif cantonal améliore donc sa capacité de réponse aux problématiques des jeunes.

En deuxième lieu, la littérature scientifique montre le cumul des difficultés vécues par les jeunes. La jeunesse est vulnérable et cette vulnérabilité semble s'exprimer de manière plus prononcée depuis la crise du coronavirus. « La vulnérabilité particulière des jeunes peut s'expliquer par les défis de leur phase de vie, qui sont mis à mal par le stress associé à la pandémie et à ses conséquences [...]. Par exemple, les difficultés socio-économiques spécifiques à ce groupe d'âge durant cette crise peuvent se cumuler avec celles dues à la présence, avant la crise, de vulnérabilités individuelles (par exemple, difficultés psychiques préexistantes ou cumul d'événements de vie stressants) ou collectives (par exemple, jeunes adultes vivant dans une zone d'habitation défavorisée). Cela peut conduire à une détérioration plus importante de la santé mentale, notamment du fait que les ressources de résilience sont plus difficilement mobilisables dans ces situations de vulnérabilités. »³ Cette vulnérabilité qui perfore chez les jeunes de manière plus intense depuis le COVID est aussi documenté par l'Observatoire suisse de la santé⁴. Notons que les taux de remplissage de l'unité de psychiatrie « La Chrisalyde » du RFSM à la fin de l'année 2022 était très élevé⁵, et n'étaient pas retombé à leur taux pré-COVID.

Le COVID a eu un impact, mais des tendances de fond se dégagent aussi, notamment en matière de consommations addictives, où les pratiques, la fréquence et le public se modifient. Selon Infodrog⁶, plusieurs enquêtes et études (notamment : Questionnaires Drug Cheking, Rapport annuel 2020 de Tox Info suisse), montrent des augmentations des consommations, et ce indépendamment de la crise du COVID. L'étude z-proso⁷ montre des consommations locales (agglomération de Zürich) plus élevée que la moyenne suisse. Un point d'alerte important existe auprès des jeunes : « En particulier la proportion d'élèves de 9^e ayant consommé des analgésiques opioïdes au cours de l'année écoulée est étonnamment élevée (10,3 %) et en même temps supérieure aux chiffres des études de référence nationales. »⁸. Une étude prochaine va déterminer les raisons des

³ Armando M., Curtis L., Devillé C., Kapp C., Tettamanti M., « Impact de la pandémie de Covid-19 sur les troubles psychiques des adolescents et jeunes adultes » in *Revue médicale suisse*, n-°751, 2021, p. 1594

⁴ Schuler D., Tuch A., Sturny I., Peter C., « Santé psychique. Chiffres clés et impact du COVID-19 », in *Obsan Bulletin* 02/2022, 2022

⁵ Communication de la Commission cantonale des addictions CCAAd

⁶ Infodrog (ed.), *Consommation de médicaments et mixte chez les jeunes. Analyse de la situation et des besoins*, 2022, Berne

⁷ Ribeaud D., Loher M., *Entwicklung von Gewalterfahrungen Jugendlicher im Kanton Zürich 1999-2021. Forschungsbericht*, Jacobs Center for Productive Youth Development, Universität Zürich, 2022

⁸ Infodrog (ed.), *Ibid.*, p. 3

consommations mixtes chez les jeunes⁹, apparaissant comme une pratique de consommation nouvellement en augmentation.

Ces différentes données plaident pour une problématique qui dépasse le cadre unique de l'insertion professionnelle, mais qui la conditionne. En effet, les problématiques sociales, les difficultés en matière de santé psychique ou physique, les addictions éventuelles, etc., sont autant d'éléments qui vont atteindre la capacité à suivre une mesure et à entrer en formation. L'insertion professionnelle est ici une partie d'une dynamique complexe qui est à l'œuvre et qu'il convient d'observer dans son entièreté.

II. Annexe 2.

Les évolutions du dispositif cantonal

Le dispositif du SOPFA

Le SOPFA a pu renforcer sa capacité de prévenir les difficultés d'insertion professionnelle en mettant en place le projet « OMax » par le biais du Plan soutien Jeunesse. Ce projet, retenu dans le plan gouvernemental, permet d'offrir un accompagnement renforcé dans la préparation au choix d'une voie de formation pour les jeunes qui présentent un risque important de quitter l'école obligatoire sans solution. OMax permet de créer des ponts directs avec l'économie, notamment par des visites d'entreprise, des stages ou un coaching renforcé. Il est soutenu et co-financé par l'Office AI du canton de Fribourg, permettant ainsi la mise en œuvre d'une activité de détection précoce des élèves accompagnés par le SOPFA. Ce projet est actuellement mis en œuvre dans cinq CO, dans l'attente d'un financement complémentaire.

Le dispositif du SPE

En 2022, le SPE a réalisé une « revue » de son dispositif, visant l'amélioration continue des structures et mesures proposées. Cette revue a été réalisée de manière participative.

En conséquence, dès l'année scolaire 2023-2024, la Préformation de la Fondation de Fribourg pour la jeunesse sortira complètement du financement par l'assurance-chômage, pour une prise en charge exclusive par le fonds cantonal de l'emploi. De cette manière, les jeunes rencontrant des difficultés plus importantes dans le cadre de leur insertion professionnelle pourront bénéficier de cette mesure préalablement à l'entrée dans une des trois autres mesures. En d'autres termes, pour les personnes dont les difficultés sont plus importantes, le dispositif du SPE pourra être utilisé durant deux années consécutives. En plus de cette modification, dès le 1^{er} janvier 2024, les places commandées par la LMMT auprès de SeMo Coaching de Nasca Formation augmenteront (+62 places), avec une offre en allemand et une prise en charge à Fribourg, à Bulle et à Belmont-Broye. La Préformation de Reper verra aussi ses places augmenter, avec la pérennisation de sa mesure « SAS », amenant à 70 places-année cette mesure (+16 places). La Fondation Intervalle verra, elle, son nombre de places-année commandées diminuer (-72 places). Cette nouvelle répartition correspond au glissement des besoins et à la complexification des problématiques des jeunes : l'application uniforme d'un cadre de prise en charge devient moins pertinente face à des parcours et des problématiques qui se singularisent.

⁹ Wodka, Benzos & Co : Jugendliche und junge Erwachsene mit Mischkonsum : [Wodka, Benzos & Co: Jugendliche und junge Erwachsene mit Mischkonsum | Schweizer Institut für Sucht- und Gesundheitsforschung | UZH](#)

Notons enfin que, depuis l'année 2022, l'Assurance-Invalidité (AI) a la capacité de co-financer des mesures mises en place pour les jeunes, lorsqu'une atteinte à la santé est démontrée. En effet, la réforme « Développement continu de l'AI », entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2022 et la modification de la loi fédérale sur l'assurance-invalidité qui y est associée, met l'accent sur le renforcement des prestations en faveur des jeunes. « L'un des objectifs centraux de cette révision consiste à soutenir de façon renforcée et ciblée les adolescents et les jeunes adultes atteints dans leur santé pour leur permettre de gérer aussi bien que possible les transitions difficiles entre école et formation professionnelle, puis entre formation professionnelle et monde du travail »¹⁰. Concrètement, cette intervention a permis la signature de mandats de prestation entre les mesures du marché du travail et l'OAI. D'une part, les mesures du marché du travail participent aux tâches de détection précoce, d'autre part, l'AI co-finance les mesures pour les jeunes dont l'insertion professionnelle est freinée du fait d'une atteinte à la santé. Ce co-financement permet d'offrir une prise en charge plus soutenue pour les jeunes qui en ont besoin.

Le Case Management Formation Professionnelle (CM1 – CM2)

Le Case Management Formation Professionnelle se voit, lui aussi, renforcé par la contribution de l'OAI (0.25 EPT), afin d'assumer des tâches de détection précoce et d'accompagnement des familles vers le dépôt d'une demande AI, lorsque celle-ci est nécessaire. Cette mission fait l'objet d'un mandat de prestation entre le SOPFA et l'OAI. La personne engagée par le SOPFA aura aussi la charge d'analyser les situations complexes où une atteinte à la santé est détectée par la PFJ, en vue d'une coordination entre les Services de l'Etat (OAI, SPE, Service de l'enseignement spécialisé et des mesures d'aide (SESAM), PFJ, CJD). Cette nouvelle mission, ainsi que les EPT qui y sont associés, entre en vigueur durant l'automne 2023.

Le dispositif du SFP

Outre le Case Management Formation Professionnelle, le SFP, via l'Ecole professionnelle artisanale et industrielle (EPAI), propose lui aussi des mesures pour les jeunes rencontrant des difficultés d'insertion dans la vie professionnelle : le préapprentissage, le préapprentissage d'intégration et les cours d'intégration.

- > Préapprentissage : aucune modification significative du dispositif n'est à noter.
- > Préapprentissage d'intégration : Le projet « Préapprentissage d'intégration » a été lancé en 2018 par la Confédération et entre dans sa phase de pérennisation. Des mesures préalables spécifiques à la population migrante pourront être mises sur pied, avec le soutien financier de la Confédération. Le contrat de co-financement est prévu pour la fin de l'année 2023.
- > Cours d'intégration : les cours d'intégration se sont densifiées afin de faire face, d'une part, à l'augmentation du nombre de jeunes – les pressions migratoires étant en forte croissance – et, d'autre part, aux différents profils et besoins rencontrés par les personnes issues de la migration. Les cours d'intégration, conçus pour une durée d'une année, offrent dès l'année scolaire 2023-2024 officiellement la possibilité d'être prolongés au travers d'un programme complémentaire, spécifiquement conçu pour les personnes dont le niveau n'est pas suffisant pour entrer dans le dispositif du SPE. De plus, faisant suite au programme « Stabilisation et activation des ressources pour personnes ayant des besoins particuliers » du Secrétariat d'Etat aux Migrations (SEM)¹¹,

¹⁰ Département Fédéral de l'Intérieur, Office fédéral des assurances sociales, « Eviter que les jeunes passent à l'âge adulte en touchant une rente », Fiche d'information, p. 1

¹¹ Département fédéral de justice et police DFJP, Secrétariat d'Etat aux migrations SEM, « Programme « Stabilisation et activation des ressources des personnes ayant des besoins particuliers » », Appel d'offre

l'EPAI mettra en place, dès l'année scolaire 2023-2024 le programme-pilote « Activation des ressources et compétences (Arc) »¹².

Le dispositif du SASoc

Finally, the SASoc proposes also targeted measures for persons benefiting from social or asylum aid in Switzerland within the framework of the asylum.

- > Mesures d'insertion sociale (MIS) : une refonte du catalogue des MIS a été réalisée, avec l'introduction des MIS Cadres, permettant une plus grande flexibilité dans l'octroi de MIS. Pour rappel, l'entier du catalogue MIS peut être utilisé pour les jeunes dès 18 ans, afin de renforcer leurs compétences selon des objectifs spécifiques. Les mesures Avenir Formation Pro de la Fondation Intégration pour tous (IPT) et Vers une insertion professionnelle (VIP) de l'Œuvre Suisse d'Entraide Ouvrière (OSEO) sont des offres du catalogue des mesures d'insertion sociale et sont validées par le SASoc (MIS 195/196 et 189), tout en étant considérée comme « mesures locales et bas seuil ».
- > Asile : avec l'augmentation importante de la pression migratoire, le SASoc a renforcé son offre dans le cadre du dispositif « Base de langue ». ORS et Caritas ont été renforcés afin de répondre aux afflux massifs de personnes dans le cadre de l'asile. Ce dispositif s'allie à celui mis en place par le SFP, via des points de contact à l'EPAI et à ORS.

¹² Département fédéral de justice et police DFJP, Secrétariat d'Etat aux migrations SEM, « Projets soutenus dans le cadre du programme d'activation des ressources », p. 2



Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

Motion 2023-GC-206

Pour une formation duale avec mention bilingue

Auteurs :	Robatel Pauline / Levrat Marie
Nombre de cosignataires :	18
Dépôt :	08.09.2023
Développement :	08.09.2023
Transmission au Conseil d'Etat :	08.09.2023
Réponse du Conseil d'Etat :	20.02.2024

I. Résumé de la motion

Par motion déposée et développée le 8 septembre 2023, les motionnaires, afin de créer une filière de formation spéciale visant l'obtention d'une formation professionnelle duale avec mention bilingue, demandent au Conseil d'Etat de modifier la loi fribourgeoise sur la formation professionnelle (LFP ; RSF 420.1) dans ce sens, en y ajoutant un nouvel article ou en complétant l'offre de cours prévue à l'article 13 de dite loi.

A l'image des maturités fédérales ou des cursus universitaires qui peuvent être réalisés en formation bilingue dans le canton, les motionnaires souhaitent que cette opportunité soit également offerte dans le cadre de la formation duale. Seuls les cours professionnels, à l'exclusion du travail au sein de l'entreprise, devront être effectués dans les deux langues pour bénéficier de la mention bilingue à l'obtention du CFC.

II. Réponse du Conseil d'Etat

Le but premier de la formation professionnelle est bien évidemment d'acquérir les connaissances nécessaires pour maîtriser un métier, afin de pouvoir intégrer le monde professionnel. Les cours dispensés dans les écoles professionnelles sont déterminés par les ordonnances de formation professionnelle, édictés par les organisations du monde du travail et approuvés par le Secrétariat d'Etat à la formation, la recherche et l'innovation (SEFRI). Ces ordonnances comprennent, pour certaines d'entre elles, une deuxième langue ou une langue technique propre au métier concerné.

L'expérience montre que la très grande majorité des personnes en formation professionnelle privilégie tout d'abord l'acquisition des connaissances professionnelles dans leur langue maternelle. Le Conseil d'Etat est néanmoins d'avis que tous les acteurs doivent accentuer leurs efforts, selon leurs responsabilités, en faveur du développement du bilinguisme.

L'information et la sensibilisation quant aux offres existantes (enseignement bilingue, cours facultatif de langues, programmes de mobilité et d'échanges, etc.) sont constamment déployées afin de poursuivre l'ancrage de la culture du bilinguisme et de la mobilité dans notre canton.

Depuis 2016, le Conseil d'Etat inscrit dans son plan gouvernemental la promotion du bilinguisme. Aussi, dès la rentrée scolaire 2016/17, l'Ecole professionnelle commerciale de Fribourg (EPC) offrait la possibilité de choisir l'enseignement bilingue (français-allemand) pour la profession de gestionnaire du commerce de détail CFC. En 2018, une seconde filière bilingue était proposée, dans ce même établissement, pour les professions du commerce. A la rentrée scolaire 2019/20, une classe supplémentaire de formation CFC pour la profession d'informaticien-ne CFC était ouverte à l'Ecole des Métiers Fribourg (EMF), classe qui a muté en formation bilingue lors de la rentrée scolaire 2020/21. Les maturités professionnelles intégrées (MP1) et post-CFC (MP2) de l'EMF offrent, depuis un certain nombre d'années déjà, un enseignement bilingue. Dans la même volonté d'étoffer l'offre bilingue au niveau de la maturité professionnelle (MP), l'Ecole professionnelle artisanale et industrielle (EPAI) a proposé dès la rentrée scolaire 2021/22 la possibilité de suivre la MP1 technique en mode bilingue. Depuis 2021, l'EPC offre la possibilité de choisir l'enseignement bilingue (français-allemand) pour toutes ses formations CFC et MP. Ces formations sont conçues sur le modèle de l'immersion.

Formations bilingues dans les écoles professionnelles – Situation actuelle

Etablissement	Profession CFC	MP1 (intégrée), MP2 (post CFC), Type
Ecole professionnelle commerciale EPC	Gestionnaire du commerce CFC	MP1 économie et services type économie
	Assistante en pharmacie CFC	MP2 économie et services type économie
	Employé-e de commerce CFC	MP2 économie et services type services
Ecole des Métiers Fribourg EMF	---	MP1 technique, architecture et sciences de la vie
	---	MP2 technique, architecture et sciences de la vie
Ecole professionnelle artisanale et industrielle EPAI	Créateur/trice de vêtements CFC	
	Cours de culture générale pour tout type de CFC ou professionnels pour tout type de CFC si la formation est disponible dans l'autre langue	
Grangeneuve	Agriculteur CFC – 3^{ème} année d'apprentissage	

Le modèle de l'immersion est également proposé par le biais des mobilités nationale et internationale. Grâce à l'agence nationale pour la promotion des échanges et de la mobilité au sein du système éducatif (Movetia), qui encourage l'échange, la mobilité et la coopération dans les domaines de l'éducation et de la formation continue ainsi que dans celui de l'animation jeunesse, une aide financière est possible pour les jeunes. Les personnes en formation professionnelle dans le canton peuvent profiter de plusieurs programmes financés par Movetia :

- > #FriReadyGo (SFP responsable) : stages professionnels post-CFC/AFP/MP de 3 à 12 mois en Europe
- > Swiss Mobility (SFP responsable) : stages professionnels post-CFC/AFP/MP de 3 à 5 mois en Suisse
- > Ecole professionnelle en arts appliqués (eikon ; responsable) : stages professionnels de 2 à 6 mois dans la 4^{ème} année d'apprentissage
- > EMF (responsable) : stages professionnels de 2 à 6 mois en cours de formation
- > Commerce+ (EPC responsable) : stages professionnels d'une durée de 12 mois au total durant la 3^{ème} année d'apprentissage avec formation prolongée de 4 ans pour les apprenti-e-s de toute la Suisse romande.

Quant à la demande formulée par la présente motion tendant à modifier la LFP afin de créer une filière de formation spéciale visant l'obtention d'une formation professionnelle duale avec mention bilingue en y ajoutant un nouvel article ou en complétant l'offre de cours de l'article 13 LFP, le Conseil d'Etat y répond comme suit :

Le certificat fédéral de capacité (CFC), l'attestation fédérale de formation professionnelle (AFP) et les diplômes de maturité professionnelle (MP) étant des titres fédéraux, les cantons se basent sur la pratique appliquée par la Confédération et ne peuvent modifier les diplômes délivrés. Dans son rapport [« Encouragement de l'apprentissage des langues étrangères dans la formation professionnelle initiale »](#), le Conseil fédéral, en réponse au postulat 14.4258 Bulliard-Marbach intitulé « Mention des connaissances linguistiques dans les certificats fédéraux de capacité », mentionne que :

L'AFP et le CFC attestent la réussite d'une formation professionnelle initiale et autorisent leurs titulaires à porter un titre légalement protégé. La protection des titres est notamment ancrée dans l'art. 36 LFPr. Compte tenu de la remise systématique de la documentation de fin de formation, la Confédération estime qu'il est judicieux de distinguer le titre protégé (AFP, CFC) du dossier des prestations (bulletin de notes et autres attestations).

L'attestation claire des compétences linguistiques est importante pour le positionnement sur le marché du travail. Pour le Conseil fédéral, les documents les plus pertinents et les plus utiles pour réaliser cette tâche sont les diplômes de langue internationaux. Ces diplômes attestent les compétences linguistiques acquises à l'aide d'une échelle de niveaux facilement lisible et comparable au niveau international et peuvent être joints comme supplément lors d'une candidature.

Les connaissances en langues étrangères acquises pendant une formation professionnelle initiale sont actuellement déjà consignées d'une quelconque façon, que ce soit dans le bulletin de notes semestriel remis par les écoles professionnelles (formation bilingue, procédure de qualification bilingue, cours de langue facultatifs, échanges, stages) ou dans des suppléments aux diplômes séparés tels que des diplômes de langue ou des attestations de suivi des cours bilingues comprenant

une spécification du nombre de périodes ainsi que d'éventuelles procédures de qualifications supplémentaires.

Au niveau de la LFP, en cours de révision qui sera mise en consultation en 2024, il est cependant prévu d'y ajouter les articles suivants :

Art. 17 Langue de la formation

En principe, et pour autant que les effectifs de classe le permettent, une offre de formation équivalente pour les deux communautés linguistiques du canton est garantie.

Art. 18 Bilinguisme

¹ Afin de promouvoir le bilinguisme et d'approfondir la connaissance de la culture de l'autre communauté linguistique du canton, les écoles professionnelles proposent notamment des formes spéciales d'enseignement, instaurent des classes bilingues et participent à des programmes d'échanges.

² Le Service élabore des dispositions relatives aux offres d'enseignement ainsi qu'aux conditions d'admission et d'octroi d'une attestation de formation bilingue.

L'AFP et le CFC étant des titres légalement protégés (art. 36 LFPr), il n'est légalement pas possible d'en modifier leur contenu. Aussi, c'est pour cette raison qu'une attestation, prouvant une formation bilingue, est remise aux personnes concernées via un dossier de prestations.

Au vu de ce qui précède, le Conseil d'Etat invite le Grand Conseil à rejeter la motion visant à modifier la loi cantonale sur la formation professionnelle dans le sens demandé par les motionnaires, tout en renvoyant aux nouvelles dispositions qu'il mettra en consultation dans le cadre de la révision de la loi sur la formation professionnelle.



Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss

Motion 2023-GC-206

Für eine duale Berufsbildung mit Vermerk «zweisprachig»

Urheberinnen:	Robatel Pauline / Levrat Marie
Anzahl Mitunterzeichner/innen:	18
Einreichung:	08.09.2023
Begründung:	08.09.2023
Überweisung an den Staatsrat:	08.09.2023
Antwort des Staatsrats:	20.02.2024

I. Zusammenfassung der Motion

Mit der am 8. September 2023 eingereichten und begründeten Motion wird verlangt, dass ein spezieller Bildungsgang geschaffen wird, der es ermöglicht, eine zweisprachige duale Berufsbildung zu absolvieren. Die Verfasserinnen der Motion verlangen vom Staatsrat, dass er das Freiburger Gesetz über die Berufsbildung (BBiG; SGF 420.1) in diesem Sinne ändert, indem er einen neuen Artikel einfügt oder das Kursangebot in Artikel 13 des Gesetzes ergänzt.

Nach dem Vorbild der eidgenössischen Maturität und der universitären Bildungsgänge, die im Kanton zweisprachig absolviert werden können, möchten die Verfasserinnen der Motion diese Möglichkeit auch in der dualen beruflichen Grundbildung anbieten. Damit das EFZ mit dem Vermerk «zweisprachig» ausgestellt wird, müsste nur der Berufsfachschulunterricht in beiden Sprachen absolviert werden. Die Arbeit im Unternehmen ist davon ausgenommen.

II. Antwort des Staatsrats

Das oberste Ziel der Berufsbildung ist selbstverständlich die Aneignung der nötigen Kenntnisse, um einen Beruf zu beherrschen und in die Arbeitswelt einzusteigen. Der an den Berufsfachschulen erteilte Unterricht ist in Bildungsverordnungen geregelt, die von den Organisationen der Arbeitswelt ausgearbeitet und vom Staatssekretariat für Bildung, Forschung und Innovation (SBFI) genehmigt werden. Diese Verordnungen sehen in gewissen Fällen eine zweite Sprache oder eine berufsspezifische Sprache vor.

Erfahrungsgemäss ist die grosse Mehrheit der Personen, die eine Berufsbildung absolvieren, am Erwerb der berufsspezifischen Kenntnisse in ihrer Muttersprache interessiert. Der Staatsrat ist dennoch der Meinung, dass alle Akteure ihre Anstrengungen steigern sollten, um in ihrem jeweiligen Verantwortungsbereich die Zweisprachigkeit zu fördern.

Es wird ständige Information und Sensibilisierung für das bestehende Angebot (zweisprachiger Unterricht, Sprachfreikurse, Mobilitäts- und Austauschprogramme usw.) betrieben, um die Verankerung der Zweisprachigkeit und der Mobilität in unserem Kanton zu stärken.

Im Jahr 2016 hat der Staatsrat die Förderung der Zweisprachigkeit in sein Regierungsprogramm aufgenommen. Seit dem Schuljahresbeginn 2016/17 bietet die Kaufmännische Berufsfachschule Freiburg (KBS) für den Beruf als Detailhandelsfachperson EFZ die Möglichkeit, den Berufsfachschulunterricht zweisprachig (Französisch-Deutsch) zu besuchen. Im Jahr 2018 hat die KBS einen zweiten zweisprachigen Bildungsgang für die kaufmännischen Berufe angeboten. Zum Schuljahresbeginn 2019/20 eröffnete die Berufsfachschule Fribourg / Freiburg (EMF) eine zusätzliche Klasse für Informatikerinnen und Informatiker EFZ, die auf den Schuljahresbeginn 2020/21 in eine zweisprachige Klasse umgewandelt wurde. Auch der Unterricht für die integrierte Berufsmaturität (BM1) und die Berufsmaturität nach Abschluss des EFZ (BM2) kann seit einigen Jahren zweisprachig absolviert werden. Ebenfalls mit dem Ziel, das zweisprachige Angebot auf Ebene der Berufsmaturität (BM) auszubauen, hat die Gewerbliche und Industrielle Berufsfachschule (GIBS) zum Schuljahresbeginn 2021/22 die Möglichkeit eingeführt, die technische BM1 zweisprachig zu absolvieren. Seit 2021 bietet die KBS für alle ihre EFZ- und BM-Ausbildungsgänge die Möglichkeit, den zweisprachigen Unterricht zu wählen. Dieser ist immersiv gestaltet.

Zweisprachige Bildungsangebote in den Berufsfachschulen – aktuelle Situation

Bildungseinrichtung	EFZ-Beruf	BM1 (integriert), BM2 (nach EFZ), Typ
Kaufmännische Berufsfachschule (KBS)	Detailhandelsfachperson EFZ	BM1 Richtung Wirtschaft und Dienstleistungen – Typ Wirtschaft
	Fachperson Apotheke EFZ	BM2 Richtung Wirtschaft und Dienstleistungen – Typ Wirtschaft
	Kaufmann/Kauffrau EFZ	BM2 Richtung Wirtschaft und Dienstleistungen – Typ Dienstleistungen
Berufsfachschule Fribourg / Freiburg EMF	—	BM1 Technik, Architektur, Life Sciences
	—	BM2 Technik, Architektur, Life Sciences
Gewerbliche und Industrielle Berufsfachschule GIBS	Bekleidungsgestalter/in EFZ	
	Allgemeinbildender Unterricht sowie Berufsfachschulunterricht für alle EFZ, falls die Ausbildung auch in der anderen Sprache angeboten wird.	
Grangeneuve	Landwirt/in EFZ – 3. Lehrjahr	

Immersionelles Lernen wird auch in Form eines nationalen oder internationalen Austauschs angeboten. Die nationale Agentur für Austausch und Mobilität in der Aus- und Weiterbildung sowie in der Jugendarbeit (Movetia) bietet die Möglichkeit, den Jugendlichen eine Finanzhilfe zu gewähren. Die Personen, die eine Berufsbildung im Kanton absolvieren, können von mehreren über Movetia finanzierten Programmen profitieren:

- > #FriReadyGo (BBA zuständig): nach EFZ/EBA/BM: Berufspraktika von 3 bis 12 Monaten in Europa
- > Swiss Mobility (BBA zuständig): nach EFZ/EBA/BM: Berufspraktika von 3 bis 5 Monaten in der Schweiz
- > Berufsfachschule in Gestaltung (eikon zuständig): Berufspraktika von 2 bis 6 Monaten im 4. Lehrjahr
- > EMF (zuständig): Berufspraktika von 2 bis 6 Monaten während der Ausbildung
- > KV+ (KBS zuständig): Berufspraktika von insgesamt 12 Monaten im 3. Lehrjahr mit Verlängerung der Lehre auf 4 Jahre für die Lernenden der ganzen Westschweiz

Zur Forderung dieser Motion, einen neuen Artikel in das BBiG einzufügen oder Artikel 13 BBiG zu ergänzen, um einen besonderen Bildungsgang zu schaffen, der die Erlangung eines Berufsabschlusses mit dem Vermerk «zweisprachig» ermöglicht, nimmt der Staatsrat wie folgt Stellung:

Das eidgenössische Fähigkeitszeugnis (EFZ), das eidgenössische Berufsattest (EBA) und das eidgenössische Berufsmaturitätszeugnis (BM) sind eidgenössische Titel, die von den Kantonen nicht geändert werden können, denn in diesem Bereich müssen die Kantone der Praxis des Bundes folgen. In seinem Bericht [«Förderung des Fremdsprachenerwerbs in der beruflichen Grundbildung»](#) erwähnt der Bundesrat in Antwort auf das Postulat 14.4258 Bulliard-Marbach «Einen Sprachkenntnisvermerk in Eidgenössische Fähigkeitszeugnisse aufnehmen» Folgendes:

EBA und EFZ bescheinigen den erfolgreichen Abschluss der beruflichen Grundbildung und die Befähigung, den gesetzlich geschützten Titel zu tragen. Dieser Titelschutz ist in Artikel 36 BBG verankert. Unter Berücksichtigung der Systematik der Abschlussdokumentation ist aus Sicht des Bundes die Unterscheidung zwischen geschütztem Berufstitel (EBA, EFZ) und prüfungsrelevanter Leistungsdokumentation (Notenausweis und andere Nachweise) sinnvoll.

Klar ausgewiesene Fremdsprachenkenntnisse sind für die Positionierung auf dem Arbeitsmarkt wichtig. Der Bundesrat schätzt Bedeutung und Aussagekraft von internationalen Sprachdiplomen am höchsten ein. Die Kompetenzen werden darin nach einem international vergleichbaren und verständlichen Raster ausgewiesen und das Zertifikat kann bei einer Bewerbung als Zeugniszusatz beigelegt werden.

Fremdsprachenkenntnisse, die während einer beruflichen Grundbildung erworben werden, werden bereits heute in irgendeiner Form festgehalten – sei es im halbjährlichen Schulzeugnis (bilinguale Qualifikationsverfahren, bilingualer Unterricht, Sprachfreikurse, Austausche, Praktika) oder in separaten Zeugniszusätzen wie Sprachdiplomen, Bestätigungen oder Zertifikaten, auf denen die Unterrichtseinheiten und allfällige zusätzliche Qualifikationsverfahren angegeben sind.

Im BBiG, das derzeit in Revision ist und im Jahr 2024 in die Vernehmlassung geschickt wird, ist allerdings vorgesehen, die folgenden Artikel einzufügen:

Art. 17 Sprache der Ausbildung

Grundsätzlich und sofern es die Klassenbestände erlauben, wird beiden Sprachgemeinschaften des Kantons ein gleichwertiges Bildungsangebot gewährleistet.

Art. 18 Zweisprachigkeit

¹ Zur Förderung der Zweisprachigkeit und Vertiefung der interkulturellen Verständigung mit der anderen Sprachgemeinschaft des Kantons bieten die Berufsfachschulen namentlich spezielle Unterrichtsformen an, führen zweisprachige Klassen ein und nehmen an Austauschprogrammen teil.

² Das Amt stellt die Bestimmungen zum Unterrichtsangebot, zu den Zulassungsbedingungen und zu den Kriterien für die Bestätigung der zweisprachigen Ausbildung auf.

Da das EBA und das EFZ gesetzlich geschützte Titel sind (Art. 36 BBG), können sie nicht geändert werden. Aus diesem Grund wird den betreffenden Personen eine Leistungsdokumentation ausgestellt, die die zweisprachige Ausbildung bescheinigt.

Aufgrund dieser Darlegungen und mit Verweis auf die neuen Bestimmungen, die der Staatsrat im Rahmen der Revision des Berufsbildungsgesetzes in die Vernehmlassung schicken wird, empfiehlt er dem Grossen Rat, diese Motion abzulehnen, die darauf abzielt, das kantonale Berufsbildungsgesetz im Sinne der Verfasserinnen der Motion zu ändern.



Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

Postulat 2023-GC-67

Encourager la sobriété énergétique dans les industries grâce à des outils financiers efficaces

Auteurs :	Repond Brice / Berset Alexandre
Nombre de cosignataires :	0
Dépôt :	07.03.2023
Développement :	07.03.2023
Transmission au Conseil d'Etat :	08.03.2023
Réponse du Conseil d'Etat :	05.12.2023

I. Résumé du postulat

Par postulat déposé et développé le 7 mars 2023, les députés Brice Repond et Alexandre Berset relèvent que le domaine de l'industrie fait partie des secteurs les plus énergivores. Malgré le fait que les entreprises soient conscientes de la problématique, elles ne sont pas assez ambitieuses et peinent à trouver des méthodes et des ressources financières permettant de réduire la consommation d'énergie afin d'atteindre les objectifs de la stratégie énergétique 2050.

Dès lors, ils demandent qu'un rapport propose des pistes, respectivement la création un catalogue d'outils décrivant la manière dont les entreprises peuvent agir. Ce rapport devrait également estimer les impacts de chacune des propositions analysées, soit les économies d'énergie, la réduction des émissions, les conséquences financières et les coûts pour l'Etat. Il établira également une priorisation des mesures selon leur faisabilité, leurs effets et leurs coûts.

II. Réponse du Conseil d'Etat

La consommation énergétique de l'industrie en Suisse représente environ 20 % de la consommation totale. C'est pourquoi la Confédération et les cantons ont pris de mesures, depuis de nombreuses années, afin de réduire la consommation dans ce secteur d'activité.

La loi fédérale sur les réductions des émissions de CO² introduit, en 2011 déjà, une taxe sur le CO² et permet un remboursement aux exploitants d'installation de certains secteurs économiques, en particulier le secteur industriel, pour autant qu'ils s'engagent à limiter leurs émissions de gaz à effet de serre (GES). Pour la mise en place de ce programme, une convention universelle a été passée avec différents prestataires à l'échelle nationale et est à même d'accompagner les gros consommateurs dans l'atteinte des objectifs de réduction des émissions, respectivement de réduire sensiblement la consommation énergétique.

Par ailleurs, la Confédération a mis en place le programme ProKilowatt visant à abaisser la consommation d'électricité, notamment dans l'industrie, en soutenant des projets ou des programmes portant sur des mesures d'efficacité énergétique. Il promeut les projets et les

programmes qui remplissent les critères requis et qui permettent d'économiser la plus grande quantité d'électricité possible par franc versé. Les fonds alloués par ProKilowatt proviennent d'un supplément perçu sur le réseau d'électricité. Ils peuvent atteindre 70 millions de francs par an.

Au niveau des cantons, selon le Modèle de prescriptions énergétiques (MoPEC), les gros consommateurs d'énergie dont la consommation annuelle de chaleur est supérieure à 5 GWh ou dont la consommation annuelle d'électricité est supérieure à 0,5 GWh, sont tenus d'analyser leur consommation d'énergie et de prendre des mesures raisonnables d'optimisation de leur consommation. En vue de l'harmonisation de la pratique d'exécution, la Confédération et les cantons ont élaboré un guide pour les gros consommateurs. En outre, les modèles d'analyses à appliquer dans ce contexte intègrent notamment les principes fondamentaux à prendre en considération et visant à la réduction d'énergie dans le secteur industriel.

Cette mesure du MoPEC est appliquée dans le canton de Fribourg depuis 2013. Plus de 200 « gros consommateurs », en majorité des industries, doivent analyser leurs consommations en détail et cibler les potentiels d'économies d'énergie. Dès 2015, des conventions d'objectifs ont été passées entre le Service de l'énergie et les gros consommateurs. Ces derniers ont l'obligation de mettre en œuvre, dans un délai de dix ans, toutes les mesures dont la rentabilité est établie sur une période maximale de quatre ans s'agissant des processus, et sur une période huit ans pour ce qui concerne les installations techniques et l'enveloppe thermique des bâtiments. Les premières conventions arrivant prochainement à terme seront reconduites.

Les résultats au niveau du canton sont probants, avec une réduction moyenne de la consommation énergétique d'environ 10 % auprès des gros consommateurs durant les huit premières années de mise en œuvre de la mesure. A relever que les gros consommateurs peuvent également bénéficier des mesures d'encouragement du Programme Bâtiments destinées au remplacement des systèmes de chauffage et à l'amélioration de l'enveloppe thermique. En outre, la situation de pénurie potentielle d'énergie que nous connaissons depuis l'hiver 2022/2023 pousse encore plus les entreprises à trouver toutes les possibilités d'optimiser à court et moyen termes leur consommation, souvent sur la base des études menées avec les conventions d'objectifs, car le seuil de rentabilité a évolué.

Le Conseil d'Etat partage la préoccupation des députés Brice Repond et Alexandre Berset de vouloir agir dans les secteurs les plus gourmands en énergie, et notamment dans le secteur de l'industrie. Il tient toutefois à relever qu'il n'existe pas deux industries présentant exactement les mêmes caractéristiques, ou ayant la même consommation d'énergie en fonction des périodes de l'année. Chacune d'entre elles conserve ses spécificités, respectivement ses secrets de fabrication, ce qui rend pratiquement impossible la réalisation d'un « catalogue de mesures » applicables de manière « standardisée ». Pour ce qui concerne les principes fondamentaux et/ou les mesures ponctuelles pouvant être appliquées de manière générale, par exemple s'agissant du remplacement des moteurs électriques ou de la récupération de chaleur sur les processus, ceux-ci sont déjà intégrés aux données à analyser dans le cadre des conventions d'objectifs comme précédemment mentionné.

Concernant la mesure spécifique réalisée par le distributeur d'énergie Gruyère Energie SA (GESA SA) et prise en référence, à savoir de récompenser les entreprises ayant économisé de l'énergie durant une période donnée, il faut bien considérer qu'il s'agissait d'une démarche très particulière. En effet, partant du principe qu'un distributeur peut avoir un intérêt à limiter, à un certain moment, ses achats sur un marché où les prix sont particulièrement élevés en regard avec les contrats de fourniture passés pour ses clients, et que les entreprises ont aussi un intérêt économique à réduire

leur consommation, il s'agit d'une mesure très opportune pour toutes les parties. Une telle mesure ne peut pas être reproduite à tout moment, de surcroît par l'Etat, et avec le même effet. Toutefois, dans le cadre de l'exécution de la stratégie propriétaire relative à Groupe E, le Conseil d'Etat peut suggérer à l'entreprise d'examiner le potentiel de démarches analogues.

En ce qui concerne la politique climatique, le peuple suisse a voté le 18 juin dernier en faveur de la loi fédérale sur les objectifs en matière de protection du climat, sur l'innovation et sur le renforcement de la sécurité énergétique (contre-projet indirect à l'initiative pour les glaciers). Cette loi, qui rentrera prochainement en vigueur, fixe des objectifs de réduction des émissions GES en Suisse pour le secteur de l'industrie. Ce secteur doit réduire ses émissions de 40 % d'ici à 2040 et de 90 % d'ici à 2050. Une partie de ces émissions sont liées à l'énergie, raison pour laquelle des mesures de sobriété énergétique doivent être renforcées par la politique climatique. L'article 5 de cette loi vise notamment le zéro net en 2050 pour toutes les entreprises et dispose dans son alinéa 3 que « la Confédération mettra à disposition des bases, des normes et des conseils professionnels aux entreprises ou aux branches qui élaborent une feuille de route d'ici à 2029 ».

En outre, l'ordonnance fédérale relative au rapport sur les questions climatiques, qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2024, demande aux sociétés ouvertes au public, banques et assurances comptant 500 employés ou plus et dont le total du bilan est égal ou supérieur à 20 millions de francs et le chiffre d'affaires dépasse 40 millions de francs, de publier un rapport sur les questions climatiques. Il devra entre autres décrire les objectifs que l'entreprise se propose d'atteindre pour ce qui est de la réduction de ses émissions GES directes et indirectes, ainsi que la manière dont elle entend atteindre ces objectifs. La portée de cette ordonnance reste toutefois assez limitée par le nombre d'objets potentiellement atteints ; elle ne concerne réellement que les structures les plus importantes et pas l'ensemble du secteur industriel.

Sur le plan cantonal fribourgeois, des mesures sont prises dans le cadre du Plan Climat cantonal (PCC) : la mesure T.1.1 prévoit d'identifier le potentiel de réduction des émissions GES notamment dans le secteur de l'industrie. Ces travaux ont débuté et doivent mener à de nouvelles réflexions au sein des Directions du Conseil d'Etat. L'obligation légale prescrite par l'article 2 al. 2 de la loi sur le climat du 30 juin 2023 prévoit également l'obligation pour l'administration cantonale de définir des objectifs climatiques dans le secteur de l'industrie. Cette obligation renforce la mise en œuvre de la mesure T.1.1 qui devra donc mener à la définition d'objectifs cantonaux conformes aux objectifs fédéraux prenant en compte les émissions liées à la consommation d'énergie.

A noter que la mesure C.1.2 du PCC *Promouvoir des projets de réduction des émissions exemplaires dans les entreprises* prévoit d'allouer 150 000 francs aux entreprises pour des mesures de réduction des émissions qui pourront notamment porter sur leur consommation en énergie. Elle permet ainsi aussi à de plus petites entreprises de bénéficier d'un soutien public dans leurs efforts pour économiser leur consommation énergétique.

Il faut aussi rappeler que la question des émissions GES liées à l'industrie et la question de la sobriété énergétique de l'industrie ne sont pas synonymes. Les émissions GES de l'industrie prennent également en compte des facteurs d'émissions non liées à l'énergie, celle-ci demeure toutefois une composante importante des émissions GES de l'industrie.

Finalement, le Conseil d'Etat rappelle également que la loi fédérale relative à un approvisionnement en électricité sûr reposant sur des énergies renouvelables (Mantelerlass), et récemment adoptée par les Chambres fédérales, prévoit notamment l'implication des fournisseurs d'électricité dans la

réduction de la consommation énergétique en Suisse. La loi vise une réduction de 2 TWh de la consommation d'électricité, soit 3.5 % de la consommation électrique suisse. Le secteur industriel sera l'un des principaux concernés.

Par conséquent, le Conseil d'Etat estime que le mécanisme mis en place en particulier avec les conventions d'objectifs avec une obligation de prendre des mesures très ciblées et rentables, les programmes d'encouragement en vigueur, ainsi que l'évolution du cadre législatif imposant aux acteurs de la branche d'agir auprès des consommateurs pour réduire la consommation énergétique, couvre tout l'éventail des possibilités d'économiser de l'énergie sans que les pouvoirs publics s'immiscent dans l'opérationnel des entreprises. De plus, dès lors qu'il n'existe pas d'uniformité dans les processus industriels, une étude pour la création d'un catalogue d'outils, décrivant la manière dont les entreprises peuvent agir, ne ferait que charger inutilement l'administration cantonale.

Considérant ce qui précède, le Conseil d'Etat invite donc le Grand Conseil à refuser le postulat.



Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss

Postulat 2023-GC-67

Die energetische Genügsamkeit in der Industrie dank effizienter Finanzinstrumente fördern

Urheber:	Repond Brice / Berset Alexandre
Anzahl Mitunterzeichner/innen:	0
Einreichung:	07.03.2023
Begründung:	07.03.2023
Überweisung an den Staatsrat:	08.03.2023
Antwort des Staatsrats:	05.12.2023

I. Zusammenfassung des Postulats

Mit dem am 7. März 2023 eingereichten und begründeten Postulat weisen die Grossräte Brice Repond und Alexandre Berset darauf hin, dass der Industriebereich zu den Sektoren gehört, die am meisten Energie verbrauchen. Auch wenn die Unternehmen sich der Problematik bewusst sind, fehlt es ihnen an Ehrgeiz. Sie haben Mühe, Methoden und finanzielle Ressourcen zu finden, um den Energieverbrauch im Hinblick auf die Ziele der Energiestrategie 2050 zu senken.

Die Grossräte verlangen deshalb, dass ein Bericht aufgestellt wird, der Möglichkeiten aufzeigt bzw. einen Katalog von Instrumenten aufstellt, der die Art und Weise beschreibt, wie die Unternehmen handeln können. Der Bericht sollte auch die Auswirkungen der einzelnen analysierten Vorschläge einschätzen, das heisst die Energieeinsparungen, die Emissionsverminderung, die finanziellen Auswirkungen und die Kosten für den Staat. Er wird auch die Massnahmen nach ihrer Priorität einreihen, wobei ihre Machbarkeit, ihre Wirkung und ihre Kosten berücksichtigt werden.

II. Antwort des Staatsrats

Der Energieverbrauch der Industrie in der Schweiz entspricht etwa 20 % des Gesamtenergieverbrauchs. Deshalb haben der Bund und die Kantone seit vielen Jahren Massnahmen getroffen, um den Verbrauch in diesem Wirtschaftssektor zu senken.

Das Bundesgesetz über die Reduktion der CO₂-Emissionen hat bereits im Jahr 2011 eine CO₂-Abgabe eingeführt und ermöglicht eine Rückerstattung an Betreiber von Anlagen, die bestimmten Wirtschaftszweigen angehören, insbesondere dem Industriesektor, wenn sie sich verpflichten, ihre Treibhausgasemissionen zu verringern. Für die Einführung dieses Programms wurde mit den verschiedenen Dienstleistern auf nationaler Ebene eine Universalvereinbarung abgeschlossen, dank der die Grossverbraucher begleitet werden, damit sie ihre Emissionsziele erreichen, respektive ihren Energieverbrauch deutlich senken.

Darüber hinaus hat der Bund das Programm ProKilowatt aufgestellt, das insbesondere in der Industrie eine Senkung des Stromverbrauchs bezweckt, indem Projekte oder Programme mit Energieeffizienzmassnahmen unterstützt werden. ProKilowatt fördert Projekte und Programme, die die gesetzten Kriterien erfüllen und die grösstmögliche Menge Strom pro eingesetzten Franken sparen. Die von ProKilowatt gewährten Mittel stammen aus einem Zuschlag, der auf dem Stromnetz erhoben wird. Sie können bis zu 70 Millionen Franken pro Jahr erreichen.

Die Energiegrossverbraucher, deren jährlicher Wärmeverbrauch mehr als 5 GWh bzw. deren Stromverbrauch mehr als 0,5 GWh beträgt, sind gemäss den Mustervorschriften der Kantone im Energiebereich (MuKE) verpflichtet, ihren Energieverbrauch zu analysieren und zumutbare Massnahmen zur Verbrauchsoptimierung zu treffen. Um den Vollzug zu harmonisieren, haben der Bund und die Kantone einen Leitfaden für die Grossverbraucher aufgestellt. Die in diesem Bereich anwendbaren Analysemodelle beinhalten die zu berücksichtigenden Grundsätze und zielen auf eine Senkung des Energieverbrauchs in der Industrie ab.

Diese Massnahme nach MuKE wird im Kanton Freiburg seit 2013 angewendet. Über 200 «Grossverbraucher», meist Industriebetriebe, müssen ihren Verbrauch genau analysieren und Energiesparmassnahmen treffen. Ab 2015 wurden Zielvereinbarungen zwischen dem Amt für Energie und den Grossverbrauchern abgeschlossen. Diese sind verpflichtet, innerhalb von zehn Jahren alle rentablen Massnahmen umzusetzen. Als rentabel gilt, wenn die Paybackdauer für Prozessmassnahmen nicht mehr als vier Jahre und für Massnahmen an der Gebäudetechnik und der Gebäudehülle nicht mehr als acht Jahre beträgt. Die ersten Vereinbarungen erreichen demnächst das Ende ihrer Laufzeit und werden erneuert.

Die Ergebnisse auf Kantonsebene sind überzeugend: Den Grossverbrauchern ist es gelungen, in den ersten acht Jahren der Umsetzung der Massnahme ihren Energieverbrauch um etwa 10 % zu senken. Die Grossverbraucher können auch von Fördermassnahmen des Gebäudeprogramms für den Heizungsersatz und die Verbesserung der thermischen Gebäudehülle profitieren. Das Risiko einer Energiemangellage, das seit dem Winter 2022/2023 besonders präsent ist, motiviert die Unternehmen zusätzlich, alle kurz- und mittelfristigen Möglichkeiten zur Verbrauchsoptimierung auszuschöpfen. Diese basieren meist auf den Studien, die in Verbindung mit den Zielvereinbarungen durchgeführt wurden, denn die Rentabilitätsgrenze hat sich verschoben.

Der Staatsrat geht mit den Grossräten Brice Repond und Alexandre Berset einig, dass in den Bereichen gehandelt werden muss, die am meisten Energie verbrauchen, und dazu gehört namentlich der Industriesektor. Er weist jedoch darauf hin, dass es keine zwei Industriebetriebe gibt, die die gleichen Eigenschaften aufweisen oder die den gleichen Energieverbrauch über das Jahr hinweg aufweisen. Jeder Betrieb hat seine Eigenheiten respektive seine Fabrikationsgeheimnisse, was die Erstellung eines «Massnahmenkatalogs», der «standardmässig» zur Anwendung kommt, praktisch verunmöglicht. Was die Grundprinzipien und/oder die punktuellen Massnahmen betrifft, die allgemein angewendet werden können, etwa der Ersatz von elektrischen Motoren oder die Rückgewinnung von Prozesswärme, werden diese, wie bereits erwähnt, bei der Analyse im Rahmen der Zielvereinbarungen schon berücksichtigt.

Hinsichtlich der spezifischen Massnahme des Energieversorgungsunternehmens Gruyère Energie SA, auf die verwiesen wird, das heisst die Belohnung von Unternehmen, die in einem bestimmten Zeitraum Energie gespart haben, ist darauf hinzuweisen, dass es sich um ein sehr spezielles Vorgehen gehandelt hat. Wenn ein Energieversorger in Anbetracht der Versorgungsverträge mit seinen Kunden zu einer bestimmten Zeit ein Interesse daran hat, seine Einkäufe auf dem Markt

einzuschränken, da die Preise besonders hoch sind, und die Unternehmen ebenfalls ein finanzielles Interesse an der Verbrauchsreduktion haben, dann ist das eine Massnahme, von der alle Beteiligten profitieren. Eine derartige Massnahme kann nicht jederzeit mit der gleichen Wirkung erneuert werden, und dies erst recht nicht durch den Staat. Der Staatsrat kann jedoch im Rahmen seiner Eigentümerstrategie der Groupe E vorschlagen, das Potenzial einer analogen Massnahme zu prüfen.

Was die Klimapolitik betrifft, hat das Schweizer Stimmvolk am 18. Juni 2023 dem Bundesgesetz über die Ziele im Klimaschutz, die Innovation und die Stärkung der Energiesicherheit (Gegenvorschlag zur Gletscher-Initiative) zugestimmt. Dieses Gesetz, das demnächst in Kraft tritt, zielt auf die Verminderung der Treibhausgasemissionen durch den Schweizer Industriesektor ab. Dieser muss seine Emissionen bis 2040 um 40 % senken und bis 2050 um 90 %. Ein Teil dieser Emissionen steht in Verbindung mit dem Energieverbrauch, weshalb die Energiesparmassnahmen durch die Klimapolitik verstärkt werden müssen. Artikel 5 dieses Gesetzes zielt namentlich darauf ab, dass alle Unternehmen bis 2050 Netto-Null-Emissionen erreichen. Artikel 5 Abs. 3 schreibt ferner Folgendes vor: «Der Bund stellt Unternehmen oder Branchen, die bis zum Jahr 2029 entsprechende Fahrpläne ausarbeiten, Grundlagen, Standards sowie fachkundige Beratung zur Verfügung».

Die Verordnung zur verbindlichen Klimaberichterstattung grosser Unternehmen, die am 1. Januar 2024 in Kraft tritt, verpflichtet zudem Publikumsgesellschaften, Banken und Versicherungen, die mindestens 500 Mitarbeitende beschäftigen und eine Bilanzsumme von mindestens 20 Millionen Franken oder einen Umsatz von mehr als 40 Millionen Franken aufweisen, über Klimabelange öffentlich Bericht zu erstatten. Dieser Bericht umfasst unter anderem eine Beschreibung der Reduktionsziele, die sich das Unternehmen bezüglich seiner direkten und indirekten Treibhausgasemissionen setzt, und wie es diese Ziele umzusetzen plant. Die Reichweite dieser Verordnung ist jedoch aufgrund der Zahl der angesprochenen Einrichtungen nicht sehr gross. Sie betrifft nämlich nur die grössten Strukturen und nicht den gesamten Industriesektor.

Auf Ebene des Kantons Freiburg wurden Massnahmen im Rahmen des kantonalen Klimaplans (KKP) getroffen: Die Massnahme T.1.1 sieht die Ermittlung des Potenzials zur Reduktion der Treibhausgasemissionen namentlich im Industriesektor vor. Die entsprechenden Arbeiten haben begonnen und sollen neue Überlegungen in den Direktionen des Staatsrats anstossen. Auch Artikel 2 Abs. 2 des Klimagesetzes vom 30. Juni 2023 sieht vor, dass die Kantonsverwaltung Klimaziele für den Industriesektor festlegt. Diese Pflicht unterstützt die Umsetzung der Massnahme T.1.1, die in die Definition kantonaler Ziele münden soll. Diese müssen mit den Zielen des Bundes übereinstimmen und sich mit den Emissionen aufgrund des Energieverbrauchs befassen.

Die Massnahme C.1.2 des KKP *Vorbildliche Projekte zur Reduktion der Emissionen in Unternehmen fördern* sieht zudem vor, den Unternehmen 150 000 Franken für Massnahmen zur Emissionsreduktion bereitzustellen, die namentlich auf ihren Energieverbrauch abzielen können. Sie ermöglicht es auch kleineren Unternehmen, die ihren Energieverbrauch reduzieren, von öffentlichen Fördermitteln zu profitieren.

Weiter ist daran zu erinnern, dass die Reduktion der Treibhausgasemissionen durch die Industrie nicht synonym ist mit der Genügsamkeit der Industrie im Energiebereich. Die Treibhausgasemissionen der Industrie berücksichtigen auch Emissionsfaktoren, die nicht in Verbindung mit der Energie stehen, auch wenn sie für einen grossen Teil der Treibhausgasemissionen der Industrie verantwortlich ist.

Zum Schluss ruft der Staatsrat in Erinnerung, dass das Bundesgesetz über eine sichere Stromversorgung mit erneuerbaren Energien (Mantelerlass), das kürzlich von den beiden Bundeskammern verabschiedet wurde, namentlich eine Effizienzsteigerung durch die Elektrizitätslieferanten vorsieht, die einen Beitrag an die Senkung des Energieverbrauchs in der Schweiz leisten müssen. Das Gesetz zielt darauf ab, den Stromverbrauch um 2 TWh zu senken, was 3,5 % des Schweizer Stromverbrauchs entspricht. Von den Massnahmen wird besonders auch der Industriesektor betroffen sein.

Der bestehende Rahmen mit den Zielvereinbarungen und der Pflicht, sehr gezielte und rentable Massnahmen zu treffen, mit den geltenden Förderprogrammen und mit der Entwicklung der gesetzlichen Grundlagen, die von den Akteuren der Branche verlangen, dass sie gegenüber den Verbrauchern aktiv werden, um eine Reduktion des Energieverbrauchs zu erzielen, deckt nach Meinung des Staatsrats alle Möglichkeiten zum Energiesparen ab, ohne dass sich die öffentliche Hand in die operativen Geschäfte der Unternehmen einmischet. Da es in der Industrie zudem keine einheitlichen Verarbeitungsprozesse gibt, würde eine Studie zur Erstellung eines Werkzeugkatalogs, der die Art und Weise beschreibt, wie die Unternehmen handeln können, die Kantonsverwaltung nur unnötig belasten.

Aufgrund dieser Darlegungen empfiehlt der Staatsrat dem Grossen Rat, das Postulat abzulehnen.



Rapport 2023-DEEF-44

12 décembre 2023

Rapport sur postulat - Pour des infrastructures et des compétences en matière de première et deuxième transformation du bois de feuillus dans le canton

Nous avons l'honneur de vous soumettre le rapport sur le postulat 2023-GC-129 Jaquier Armand / Gaillard Bertrand.

Table des matières

1	Introduction	2
2	Transformation du bois de feuillus : perspectives de développement	2
2.1	Possibilités de développement des sites existants	2
2.2	Offre de formations en lien avec l'utilisation du bois de feuillus	2
3	Stratégies en matière d'utilisation du bois de feuillus	3
3.1	Stratégie relative aux zones d'activités	3
3.2	Stratégie en matière de recherche et développement	3
3.3	Stratégie en matière de promotion économique	4
4	Conclusion	5

1 Introduction

En guise d'introduction, il convient de rappeler que le secteur de la construction représente 7% du PIB cantonal et 10% des emplois. Le bois joue un rôle important parmi une multiplicité de matériaux, bien qu'il ne soit pas traité séparément dans les statistiques du domaine de la construction relevant de la nomenclature générale des activités économiques (NOGA), la filière bois étant ventilée dans diverses sections telles que la sylviculture ou l'industrie manufacturière.

2 Transformation du bois de feuillus : perspectives de développement

2.1 Possibilités de développement des sites existants

Il convient de relever que la première difficulté pour l'implantation ou le développement de nouvelles entreprises de première transformation du bois spécialisées dans le bois feuillu est la disponibilité de ce bois. En 2022, la récolte de grumes de sciage de feuillus a représenté 5 % de la récolte totale des grumes de sciages dans le canton de Fribourg, soit 6'950 m³. Une industrie moderne pour la transformation des grumes de feuillus a besoin d'un volume beaucoup plus important, qui ne peut se concevoir qu'à une échelle d'approvisionnement intercantonale. Le changement climatique va bien entendu inverser les tendances et les proportions feuillu-résineux, mais ceci ne peut être envisagé qu'à long terme, dans une cinquantaine d'années.

En termes de débouchés, bien que représentant un pourcentage actuellement faible, la commercialisation des grumes de sciage de feuillus suscite un intérêt croissant. Les prix de marchés obtenus sur les bois précieux tels chênes et érables sont élevés et ces produits trouvent facilement preneurs grâce aux efforts des associations de propriétaires organisant des mises de bois précieux.¹

La deuxième difficulté pour le développement de l'industrie de première transformation du bois est le besoin en grandes surfaces pour le stockage des bois bruts, leur transformation et le stockage des produits finis. Le projet AvantiBois, qui ambitionnait l'implantation en Suisse romande d'un nouveau site de transformation de bois feuillus a échoué il y a dix ans par manque d'attractivité, aucun entrepreneur n'ayant décidé de se lancer dans cette activité, malgré la mise à disposition des surfaces².

Il faut relever ensuite que le canton de Fribourg se trouve dans une situation encore favorable, avec la présence de treize scieurs actifs sur sol fribourgeois et une capacité de sciage qui dépasse les volumes exploités dans le canton. Il semblerait donc plus judicieux de soutenir les scieurs actuels dans leur adaptation que d'attirer de nouveaux industriels de la branche.

2.2 Offre de formations en lien avec l'utilisation du bois de feuillus

Le Conseil d'Etat rappelle que, dans le cadre de la formation professionnelle initiale, ce sont les organisations du monde du travail qui sont responsables des ordonnances de formation régissant notamment les contenus des formations débouchant sur un certificat fédéral de capacité (CFC) ou sur une attestation de formation professionnelle (AFP).

¹ Les grumes « précieuses » du canton sont vendues dans les mises organisées par ForêtGruyère à Echarlens et par l'Association ForêtNeuchâtel à Colombier (NE) et trouvent preneurs à des prix très intéressants (500 à 2000 francs par m³).

² Voir notamment *La Liberté* du 10 janvier 2013 : « Le projet Avantibois abandonné »

Pour ce qui est des métiers utilisant le bois, la formation permet de connaître et de développer les compétences mentionnées. Si des modifications devaient être apportées aux ordonnances de formation concernées, ce sont bien les associations professionnelles, via leurs membres, qui doivent le faire afin de répondre aux besoins de l'économie. En ce sens, la formation professionnelle répond déjà à ces exigences.

S'agissant de la formation académique, la Haute école spécialisée de Suisse occidentale / Fribourg (HES-SO//FR) et plus précisément la Haute école d'ingénierie et d'architecture de Fribourg (HEIA-FR) ne disposent pas de filières Bachelor et/ou Master en «Technique du bois» à l'instar de la Berner Fachhochschule (BFH). Cependant, les filières Architecture et Génie Civil intègrent dans leurs plans d'étude cadre des modules de formations en lien avec l'utilisation du bois dans leurs domaines d'enseignement et de recherche spécifiques.³

La HEIA-FR est prête à proposer des formations sur mesure ou des formations continues de type Certificate of advanced studies (CAS), qui répondent à un besoin, en collaboration avec les acteurs demandeurs.

Plus spécifiquement, le potentiel des bois de feuillus et leurs spécificités ont été identifiées par plusieurs professeurs de la HEIA-FR, à l'initiative de projets de recherche appliquée en la matière. Une implication accrue de la filière du bois et de la construction pour poursuivre et intensifier ces investigations pratiques serait souhaitable.

Enfin, il convient de relever que la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêt (DIAF) soutient Lignum Fribourg pour la promotion de l'utilisation du bois dans la construction, en particulier indigène. Cette association pourrait être mandatée par le canton pour des actions visant plus particulièrement l'utilisation du bois feuillu.

3 Stratégies en matière d'utilisation du bois de feuillus

3.1 Stratégie relative aux zones d'activités

En matière de stratégie relative aux zones d'activités, le Conseil d'Etat, par les biais du plan directeur cantonal, a transféré aux régions la compétence d'établir les priorités. Elles planifient ainsi les zones d'activités dans une échelle temporelle de 25 ans par les biais de leur plan directeur régional. Le canton les soutient au besoin dans leurs travaux pour définir une stratégie qui tienne compte des entreprises existantes et de leurs besoins de développement futur.

Plusieurs sites de transformations (scieries) sont, pour des raisons historiques, liés à l'utilisation de la force hydraulique, et se situent ainsi à proximité immédiate de cours d'eau. L'approvisionnement actuel de la plupart des scieries en énergie, indépendant du lieu, ne justifie toutefois plus aujourd'hui des emplacements en dehors des zones d'activité selon le droit d'aménagement en vigueur. Or, la pérennité des entreprises dépend de leur capacité d'adaptation dans un contexte de forte concurrence internationale. Leur conversion vers la transformation de bois feuillus n'est pas amorcée et nécessitera des investissements importants de leur part et des garanties de développement. C'est dans ce sens que le soutien du canton, notamment en permettant de nouvelles mises en zone à proximité des sites conformes existants sera le plus efficient. Les directions concernées se sont déjà engagées pour faciliter ces évolutions dans le cadre du droit en vigueur et continueront à le faire.

3.2 Stratégie en matière de recherche et développement

Comme évoqué, plusieurs initiatives et projets collaboratifs de recherche appliquée dans ce domaine sont déjà en cours, impliquant les centres de compétences et instituts fribourgeois, dont l'autonomie en matière de recherche doit être garantie. Ces projets et initiative s'inscrivent déjà dans la stratégie de promotion économique cantonale en matière de bioéconomie et plus particulièrement en matière de construction et d'efficacité énergétique⁴. L'intégration croissante de matériaux de construction biosourcés, à l'instar du bois, s'y profile ainsi comme une avenue des plus

³ A titre d'exemple, l'atelier pop UP sur Bluefactory et dans la Halle Bleue est utilisé pour des projets d'étudiant-e-s qui travaillent avec du bois.

⁴ Voir le rapport 2017-DEE-78 sur postulat 2016-GC-12 Fellmann Sabrina/Dietrich Laurent – Stratégie globale et coordonnée du développement économique.

prometteuses. Le Conseil d'Etat est d'avis qu'il n'est pas nécessaire d'établir une stratégie plus détaillée en la matière.

En particulier, le projet Smart Living Lab (SLL), ainsi que le bâtiment B sur le site de Bluefactory, visent à établir une solide empreinte dans le domaine de la construction en bois. Certaines entreprises fribourgeoises démontrent déjà une expertise significative dans ce domaine, ce qui renforce leur positionnement.

Des initiatives telles que Wood ID et le projet Sylvo, soutenues par la Nouvelle Politique Régionale (NPR), ou encore l'exploration des techniques japonaises pour le traitement des façades dans le bâtiment B sur Bluefactory, illustrent la capacité à développer des projets collaboratifs et des techniques innovantes.

Les champs de recherche de la HEIA-FR sont multiples et sa collaboration étroite avec le SLL est cruciale. Un exemple éloquent de cette coopération est le projet BioLoop, impliquant l'institut ENERGY de la HEIA-FR. Ce projet a pour ambition de dresser un état des lieux complet de l'utilisation des matériaux biosourcés dans le domaine de la construction.⁵ L'institut iTEC (Institut des Technologies de l'Environnement Construit) a conduit plusieurs projets en lien avec le domaine du bois et en particulier sur le potentiel d'utilisation des bois feuillus dans la construction.⁶ Les entreprises innovantes dans le domaine du bois peuvent aussi bénéficier d'un accès privilégié aux infrastructures de l'Institut Chemtech de la HEIA-FR.

Le canton de Fribourg participe au Soutien à la Recherche Forêt et Bois en Suisse (FOBO-CH), coordonné par la Confédération, qui encourage des projets qui contribuent à améliorer la compétitivité de l'économie des forêts et de l'industrie du bois suisses. La recherche appliquée et le développement de procédés dans le domaine de la production et de l'utilisation du bois font partie des buts du soutien.⁷

3.3 Stratégie en matière de promotion économique

Lignum Fribourg, avec le soutien du Service des forêts et de la nature (SFN), attribue actuellement un mandat à la Haute école de gestion de Fribourg pour réaliser une étude cantonale de « radiographie de la filière bois fribourgeoise », qui fournira des informations de base permettant de formuler des propositions de mesures en faveur de la filière bois du canton et plus spécifiquement des filières de transformation, avec celle du bois de feuillus.

Corrélativement, le Cluster de l'Innovation dans la Construction (BIC) a pour mission de soutenir les acteurs de la construction qui souhaitent développer des techniques innovantes en lien avec la durabilité. Il peut aisément être mobilisé pour participer à des projets collaboratifs. Actuellement, le BIC s'attelle à la création d'une filière spécifique dédiée au bois, démontrant ainsi son engagement envers une économie plus durable et en phase avec les ressources locales.

C'est d'ailleurs dans cette lignée que des mesures de soutien ont déjà été mises en place, notamment à travers la Loi sur la Promotion Économique (LPEc ; RSF 900.1) et diverses initiatives orientées vers l'innovation. Il convient toutefois de garder à l'esprit que le secteur de la construction est loin d'être monolithique, embrassant une diversité de matériaux et de procédés. Afin de fonctionner de manière optimale et efficiente, il doit être en mesure de composer avec une palette variée de matériaux, incluant le bois, le métal, le béton ainsi que de nouveaux matériaux composites émergents. Cette adaptabilité est essentielle pour répondre aux besoins variés et en constante évolution du domaine de la construction.

⁵ Voir Bioloop, un chemin vers la neutralité carbone - Smart Living Lab.

⁶ On relève en particulier les projets suivants : « Potentiel d'utilisation des bois feuillus dans la construction et leur apport à la stratégie énergétique Suisse 2050 (HaWoBat) », mené par le Prof. Dr. Zwicky, H. Burri, Th. Jusselme ; « Wood-based concrete for composite building construction with timber », mené par le Prof. Dr. Zwicky, le projet Sylvo visant l'utilisation de biochars de bois pour le traitement des eaux usées et de réinfiltrations de nappes, mené par la Prof. Dr. Favre Boivin.

⁷ Le FOBO-CH dispose de 770 000 francs au total chaque année, dont 300 000 francs sont financés par les cantons, le solde étant versé par la Confédération.

4 Conclusion

Le présent rapport démontre que les stratégies actuelles sont tout à fait adéquates et qu'une approche dédiée en matière de première et deuxième transformation du bois de feuillus n'est pas nécessaire. Cela irait en outre à l'encontre de la volonté du secteur de la construction de favoriser la variété des matériaux.

Le Conseil d'Etat poursuivra son engagement pour la conservation des scieries fribourgeoises actuelles dans le respect du droit et permettre leur conversion dans la transformation des bois feuillus.



Bericht 2023-DEEF-44

12. Dezember 2023

Für Infrastrukturen und Kompetenzen im Bereich der Erst- und Zweitverarbeitung von Laubholz im Kanton

Wir unterbreiten Ihnen den Bericht zum Postulat 2023-GC-129 Jaquier Armand / Gaillard Bertrand.

Inhaltsverzeichnis

1	Einleitung	2
2	Laubholzverarbeitung: Entwicklungsperspektiven	2
2.1	Möglichkeiten zur Entwicklung bestehender Standorte	2
2.2	Bildungsangebot in Verbindung mit der Laubholzverarbeitung	2
3	Strategien im Bereich der Laubholzverarbeitung	3
3.1	Arbeitszonenstrategie	3
3.2	Strategie im Bereich Forschung und Entwicklung	3
3.3	Wirtschaftsförderungsstrategie	4
4	Schluss	5

1 Einleitung

Einleitend wird darauf hingewiesen, dass 7% des BIP des Kantons und 10% der Beschäftigung auf den Bausektor entfallen. Das Holz spielt eine wichtige Rolle unter einer breiten Palette von Materialien, auch wenn es in der Baustatistik gemäss der allgemeinen Systematik der Wirtschaftszweige nicht separat behandelt wird. Der Holzsektor ist auf verschiedene Abteilungen wie die Waldwirtschaft oder das verarbeitende Gewerbe aufgeteilt.

2 Laubholzverarbeitung: Entwicklungsperspektiven

2.1 Möglichkeiten zur Entwicklung bestehender Standorte

Die erste Hürde für die Niederlassung und Entwicklung neuer Unternehmen im Bereich der Erstverarbeitung von Laubholz ist die Verfügbarkeit dieses Holzes. Im Jahr 2022 stellte die Ernte von Laubrundholz 5 % bzw. 6950 m³ der gesamten Rundholzernte im Kanton Freiburg dar. Eine moderne Industrie zur Verarbeitung von Laubrundholz benötigt ein deutlich grösseres Volumen, was nur möglich ist, wenn Holz auch aus anderen Kantonen angeschafft wird. Der Klimawandel wird natürlich das Verhältnis von Laub- zu Nadelholz umkehren, was aber ein langwieriger Prozess von rund fünfzig Jahren sein wird.

Was die Absatzmöglichkeiten angeht, wird Laubrundholz zwar derzeit nur zu einem kleinen Prozentsatz vermarktet, doch das Interesse daran wächst. Die erzielten Marktpreise für Edelhölzer wie Eichen und Ahorn sind hoch und diese Produkte finden dank der Bemühungen von Eigentümervereinigungen, die Edelhholzversteigerungen organisieren, leicht einen Abnehmer.¹

Die zweite Hürde für die Entwicklung der erstverarbeitenden Holzindustrie liegt im grossen Flächenbedarf für die Lagerung des Rohholzes, seine Verarbeitung und die Lagerung der Endprodukte. Das Projekt AvantiBois, das zum Ziel hatte, in der Westschweiz einen neuen Standort für die Verarbeitung von Laubholz aufzubauen, wurde vor zehn Jahren wegen fehlender Attraktivität abgebrochen. Es konnten keine Unternehmen gefunden werden, um diese Tätigkeit aufzunehmen, obwohl die erforderlichen Flächen zur Verfügung gestellt wurden.²

Dem ist anzufügen, dass sich der Kanton Freiburg noch in einer günstigen Lage befindet, denn dreizehn Sägereien sind im Kanton tätig und verfügen über eine Sägekapazität, die das im Kanton geerntete Holzvolumen übersteigt. Es scheint daher sinnvoller zu sein, die bestehenden Sägereien bei ihrer Anpassung zu unterstützen, als neue Betriebe in den Kanton zu holen.

2.2 Bildungsangebot in Verbindung mit der Laubholzverarbeitung

Der Staatsrat ruft in Erinnerung, dass bei der beruflichen Grundbildung die Organisationen der Arbeitswelt für die Bildungsverordnungen zuständig sind, die namentlich die Inhalte der Ausbildungen festlegen, die mit einem eidgenössischen Fähigkeitszeugnis (EFZ) oder einem eidgenössischen Berufsattest (EBA) abschliessen.

Was die Holz-Berufe betrifft, ermöglicht es die Ausbildung, die darin erwähnten Kompetenzen zu erwerben. Falls eine Änderung an den betroffenen Bildungsverordnungen vorgenommen werden muss, dann müssen dies die Berufsverbände über ihre Mitglieder tun. Denn auf diese Weise werden die Bedürfnisse der Wirtschaft berücksichtigt. Die Berufsbildung erfüllt also bereits diese Bedingungen.

¹ Die Edelhölzer des Kantons werden bei Versteigerungen verkauft, die von ForêtGruyère in Echarlens und vom Verein ForêtNeuchâtel in Colombier (NE) organisiert werden. Die Abnahmepreise sind sehr interessant (500 bis 2000 Franken pro Kubikmeter).

² Vgl. namentlich den Artikel in der Zeitung *La Liberté* vom 10. Januar 2013: « Le projet Avantibois abandonné ».

Was die Ausbildung auf Tertiärstufe betrifft, so gibt es an der Fachhochschule Westschweiz // Freiburg (HES-SO//FR), genauer genommen an der Hochschule für Technik und Architektur Freiburg (HTA-FR) keinen Bachelor- bzw. Masterstudiengang in «Holztechnik» wie etwa die Berner Fachhochschule (BFH). Die Studiengänge Architektur und Ingenieurwesen sehen jedoch in ihren Rahmenlehrplänen Ausbildungsmodulare zur Verwendung von Holz in ihrem jeweiligen Spezialgebiet in Lehre und Forschung vor.³

Die HTA-FR ist bereit, massgeschneiderte Schulungen oder Weiterbildungen vom Typ Certificate of advanced studies (CAS) anzubieten, die einem Bedarf entsprechen, dies in Zusammenarbeit mit den Akteuren, die ein derartiges Angebot wünschen.

Konkret wurde das Potenzial von Laubholz und seine Eigenschaften von mehreren Professoren der HTA-FR bereits erkannt, die in diesem Bereich anwendungsorientierte Forschungsprojekte lanciert haben. Eine verstärkte Zusammenarbeit mit dem Holz- und dem Bausektor wäre erwünscht, um die auf die Praxis ausgerichtete Forschung fortzusetzen und zu intensivieren.

Ausserdem ist erwähnenswert, dass die Direktion der Institutionen und der Land- und Forstwirtschaft (ILFD) Lignum Fribourg dabei unterstützt, die Verwendung von Holz und insbesondere von einheimischem Holz im Hochbau zu fördern. Dieser Verein könnte vom Kanton damit beauftragt werden, Aktionen durchzuführen, die besonders auf die Nutzung von Laubholz ausgerichtet sind.

3 Strategien im Bereich der Laubholzverarbeitung

3.1 Arbeitszonenstrategie

Was die Arbeitszonenstrategie betrifft, hat der Staatsrat über den kantonalen Richtplan die Kompetenz zur Festlegung der Prioritäten an die Regionen übertragen. Diese planen die Arbeitszonen in ihrem regionalen Richtplan mit einem zeitlichen Horizont von 25 Jahren. Der Staat unterstützt sie bei Bedarf bei ihren Arbeiten zur Festlegung einer Strategie, die die bestehenden Unternehmen und ihren künftigen Entwicklungsbedarf berücksichtigt.

Mehrere Sägewerke befinden sich neben Flussläufen, da sie früher die Wasserkraft nutzten. Die aktuelle Energieversorgung der Sägereien rechtfertigt in den meisten Fällen nicht mehr einen Standort ausserhalb von Arbeitszonen gemäss geltendem Raumplanungsrecht. Der Fortbestand der Unternehmen hängt allerdings von ihrer Fähigkeit ab, sich anzupassen, um sich gegenüber der starken internationalen Konkurrenz zu behaupten. Ihre Umorientierung auf die Laubholzverarbeitung wurde noch nicht begonnen. Dafür sind hohe Investitionen nötig, die Entwicklungsgarantien voraussetzen. In diesem Sinne ist es am effizientesten, wenn die Unterstützung des Kantons sich auf neue Einzonierungen in der Nähe von bestehenden, konformen Standorten konzentriert. Die betroffenen Direktionen begünstigen bereits heute diese Entwicklungen im Rahmen des geltenden Rechts und werden es auch künftig tun.

3.2 Strategie im Bereich Forschung und Entwicklung

Wie bereits erwähnt, gibt es mehrere gemeinsame Initiativen und anwendungsorientierte Forschungsprojekte auf dem Gebiet, an denen die Kompetenzzentren und Institute des Kantons Freiburg beteiligt sind, deren Forschungsfreiheit gewährleistet werden muss. Diese Projekte und Initiativen entsprechen bereits der kantonalen Wirtschaftsförderungsstrategie im Bereich der Biowirtschaft und insbesondere in Bezug auf den Hochbau und die Energieeffizienz⁴. Biobasierte Baumaterialien wie Holz finden immer mehr Eingang in Bauprojekte und profilieren sich als zukunftssträchtig. Der Staatsrat hält es nicht für notwendig, eine detailliertere Studie in diesem Bereich aufzustellen.

³ Zum Beispiel die Pop-up-Werkstatt auf dem Bluefactory-Gelände in der blauen Halle wird von Studierenden für Projekte mit Holz genutzt.

⁴ Vgl. den Bericht 2017-DEE-78 zum Postulat 2016-GC-12 Fellmann Sabrina/Dietrich Laurent – Globale und koordinierte Wirtschaftsstrategie.

Insbesondere das Projekt des Smart Living Lab (SLL) und das Gebäude B auf dem Bluefactory-Gelände sollen wegweisend für den Bau mit Holz sein. Gewisse Freiburger Unternehmen kennen sich auf dem Gebiet bereits sehr gut aus, was ihre Position stärkt.

Initiativen wie Wood ID und das Projekt Sylvo, die von der Neuen Regionalpolitik (NRP) unterstützt werden, oder die Versuche mit japanischen Techniken für die Behandlung der Fassaden des Gebäudes B auf dem Bluefactory-Gelände, sind Beispiele für die Fähigkeit, Gemeinschaftsprojekte und innovative Techniken zu entwickeln.

Die Forschungsgebiete der HTA-FR sind vielfältig und ihre enge Zusammenarbeit mit dem SLL ist von zentraler Bedeutung. Ein sprechendes Beispiel für diese Zusammenarbeit ist das Projekt BioLoop, an dem das Institut ENERGY der HTA-FR beteiligt ist. Dieses Projekt hat zum Ziel, ein vollständiges Inventar der biobasierten Materialien aufzustellen, die im Baugewerbe verwendet werden.⁵ Das Institut iTEC (Institut für Bau- und Umwelttechnologien) hat mehrere Projekte in Verbindung mit Holz und insbesondere zum Nutzungspotenzial von Laubholz im Hochbau durchgeführt.⁶ Die innovativen Unternehmen im Bereich Holz erhalten auch einen privilegierten Zugang zu den Infrastrukturen des Instituts Chemtech der HTA-FR.

Der Staat Freiburg beteiligt sich an der Wald- und Holzforschungsförderung Schweiz (WHFF-CH), die vom Bund koordiniert wird. Sie unterstützt Projekte, welche die Wettbewerbsfähigkeit der schweizerischen Wald- und Holzwirtschaft verbessern. Die anwendungsorientierte Forschung sowie die Entwicklung in der Holzproduktion und in der Holzverwendung gehören zu den Förderzielen.⁷

3.3 Wirtschaftsförderungsstrategie

Lignum Freiburg hat mit der Unterstützung des Amts für Wald und Natur (WNA) der Hochschule für Wirtschaft Freiburg eine kantonale Studie in Auftrag zu geben, mit der die Freiburger Holzwirtschaft durchleuchtet werden soll. Die Studie soll Informationen liefern, die es ermöglichen, Massnahmen zugunsten der Holzwirtschaft des Kantons und insbesondere zugunsten der Holzverarbeitung einschliesslich Laubholz vorzuschlagen.

In diesem Zusammenhang hat der Building Innovation Cluster (BIC) die Aufgabe, die Akteure des Baugewerbes zu unterstützen, die innovative Techniken im Bereich der Nachhaltigkeit entwickeln möchten. Er kann leicht mobilisiert werden, um an Gemeinschaftsprojekten teilzunehmen. Zurzeit arbeitet der BIC am Aufbau eines Netzwerks, das spezifisch dem Holz gewidmet ist, und stellt damit unter Beweis, dass er sich zugunsten einer nachhaltigeren Wirtschaft engagiert, die lokale Ressourcen nutzt.

Übrigens wurden bereits Fördermassnahmen in diesem Sinne aufgestellt, dies namentlich über das Wirtschaftsförderungsgesetz (WFG; SGF 900.1) und diverse auf die Innovation ausgerichtete Initiativen. Es ist jedoch zu bedenken, dass der Bausektor alles andere als monolithisch ist und eine Vielfalt an Materialien und Verfahren verwendet. Damit er optimal und effizient funktioniert, muss er in der Lage sein mit einer breit gefächerten Palette an Materialien einschliesslich Holz, Metall, Beton und neue, aufstrebende Verbundmaterialien umzugehen. Diese Anpassungsfähigkeit ist zentral, um auf die vielfältigen Bedürfnisse im Bausektor einzugehen, die sich ständig weiterentwickeln.

⁵ Vgl. Bioloop, ein Weg zur CO2-Neutralität - Smart Living Lab

⁶ Besonders erwähnenswert sind die folgenden Projekte: «Potentiel d'utilisation des bois feuillus dans la construction et leur apport à la stratégie énergétique Suisse 2050 (HaWoBat)» unter der Leitung von Prof. Dr. Zwicky, H. Burri, Th. Jusselme; «Wood-based concrete for composite building construction with timber» unter der Leitung von Prof. Dr. Zwicky, das Projekt Sylvo, das auf die Nutzung von Holzkohle für die Abwasserbehandlung und die Wiederversickerung abzielt, unter der Leitung von Prof. Dr. Favre Boivin.

⁷ Die WHFF-CH verfügt jährlich insgesamt über 770 000 Franken, von denen 300 000 Franken durch die Kantone finanziert werden und der Rest durch den Bund.

4 Schluss

Der vorliegende Bericht zeigt, dass die aktuellen Strategien vollkommen angemessen sind und dass ein spezifischer, auf die Erst- und Zweitverarbeitung von Laubholz ausgerichteter Ansatz nicht notwendig ist. Dies würde auch dem Willen des Bausektors zuwiderlaufen, der die Vielfalt der Materialien fördert.

Der Staatsrat wird sein Engagement für den Erhalt der Freiburger Sägereien im Rahmen der Gesetze fortsetzen und ihnen die Umstellung auf die Laubholzverarbeitung ermöglichen.